

Invisibilisation et revalorisation : Transformations du sens et des pratiques dans la culture économique en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick

Par
Eugénie Boudreau

Thèse présentée
à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise ès arts (M.A.) en science
politique.

Sous la direction de
Marie-Josée Massicotte (Université d'Ottawa)

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

RÉSUMÉ

Cette thèse analyse les transformations de la conception de l'économie, et des pratiques qui y sont associées, en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick. Le Nord-Est constitue en effet un terrain particulièrement intéressant pour explorer les luttes ontologiques (Escobar, 2013) qui ont construit l'économie, en ont dessiné les contours, les frontières, et par le fait même, ce qui en est exclu ou à la marge car, depuis les années 1960, cette région a été la cible de nombreux projets, programmes et efforts de « développement ». L'analyse s'appuie sur les approches théoriques de *performance* (Callon, 1998; Menuisa et Callon, 2008; Miller, 2011), qui met l'accent sur le rôle des sciences économiques dans la construction de l'économie, et de la sociologie des *absences* (Santos, 2011, 2004a, 2004b), qui explore les processus de dévalorisation et d'invisibilisation de certaines pratiques.

En démontrant les luttes ontologiques qui ont contribué à construire l'économie dans ce contexte spatial, temporel et culturel, cette thèse argumente qu'une approche théorique de performance qui approfondie aussi la compréhension des pratiques dévalorisées a le potentiel de remettre en question certaines représentations économiques dominantes, tout en élargissant l'éventail des possibilités de revitalisation de régions considérées à la marge de l'économie. Dans le cas du nord-est du Nouveau-Brunswick, certaines pratiques, dont celles d'agriculture et de pêche de subsistance, sont encore présentes quoiqu'elles aient été largement exclues de l'économie. Cette marginalisation résulte des efforts de développement axés sur des discours encourageant des pratiques économiques en soutien à l'État-providence, tel que l'accent mis sur l'augmentation du travail salarié ainsi que la croissance des revenus et de la production. L'approche théorique proposée permet de mettre en évidence d'autres pratiques et conceptions économiques émergentes, principalement dans le domaine agroalimentaire, qui proposent de rebâtir les liens entre l'agroalimentaire et la communauté, articulé à une ontologie économique qui tient compte des impacts des pratiques économiques sur l'environnement et le milieu naturel.

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice Marie-Josée Massicotte, qui, par son soutien et ses encouragements, ses commentaires judicieux et sa patience, a réussi à m'accompagner jusqu'à l'achèvement de cette thèse. Un merci tout spécial à Claudette et Raymond pour avoir partagé périodiquement avec moi leur petit coin de tranquillité où j'ai pu réfléchir et rédiger loin du bruit de la ville. À Monique et Pat, ainsi qu'à la famille Guitard, pour m'avoir ouvert leur porte et donner un endroit pour travailler sur cette thèse, merci.

Je tiens à reconnaître le soutien financier de la Fondation Baxter et Alma Ricard, sans quoi je n'aurais sans doute pu entreprendre ni terminer cette thèse. Le soutien financier de l'Université d'Ottawa a aussi été d'une grande importance.

Merci à mon père pour avoir contribué à cette thèse par son amour pour les études, pour l'agriculture et pour l'Acadie; lui qui aurait sûrement aimé lire cette thèse. Merci aux membres de ma famille qui m'ont toujours appuyé et soutenu.

À l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick, et spécialement au directeur-général Frédérick Dion, merci pour la compréhension et la flexibilité accordée pour concilier le travail et la thèse.

Merci à Euclide Chiasson pour son aide à localiser certains documents d'archives du Parti acadien et du C.R.A.N.

Aux professeurs Jonathan Paquette et Mireille McLaughlin, merci pour leurs commentaires et évaluations à titre de membre du jury.

Pour terminer, un dernier merci, mais non le moindre, aux personnes impliquées à l'Écomarché régional de Beresford, qui ont pris le temps de partager leurs réflexions avec moi et qui donnent de leur énergie et de leur temps pour faire avancer un projet qui leur tient à cœur.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : Repenser l'économie en contexte acadien	1
1.1 Objectifs et questions de recherche	2
1.2 Justification et contributions de la recherche	4
1.3 Présentation de la recherche	6
Chapitre 1. Cadre conceptuel : Luites ontologiques, performance et absences	10
1.1 Fondements et inspirations théoriques de l'étude des « luites ontologiques » ...	10
1.2 Performance en économie	12
1.3 Interactions entre ontologies et pratiques économiques.....	15
1.4 Les absences en économie	20
Chapitre 2. Méthodologie.....	23
2.1 Précision de la question de recherche	23
2.2 Approche méthodologique	23
2.3 Description et justification des choix méthodologiques	25
2.5 Méthode d'analyse et réflexivité.....	30
Chapitre 3. Entre autonomie et modernité: étude de l'économie en contexte acadien	34
3.1 La littérature économique en trois « moments ».....	34
Chapitre 4. Ontologies et pratiques économiques avant l'émergence du champ du « développement »	43
4.1 Économies de subsistance et communautaire	43
4.2 Expansion du mouvement coopératif et début d'industrialisation.....	46
Chapitre 5. Projet de développement et modernité	52
5.1 L'expérience d'Aménagement rural et de développement agricole (ARDA)	53
Chapitre 6. Résistances et politisation d'une identité acadienne	65
6.1 Demandes d'autonomie culturo-linguistique	65
6.2 Le Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN).....	67
6.3 La fondation du Parti acadien	76
Chapitre 7. Entre mondialisation et localisation	84
7.1 L'expansion néolibérale.....	84
7.2 Les efforts de relocalisation de l'économie	85
Chapitre 8. L'Écomarché régional de Beresford : espace de luites ontologiques et de rédéfinition de l'économie	91
8.1 Mise en contexte	92
8.2 Fonctionnement et déroulement de l'Écomarché.....	94
8.3 Transformations de l'ontologie économique et de la culture économique	99

Conclusions	113
Contributions théoriques et pratiques.....	116
Pour encourager une ontologie économique communautaire	116
Bibliographie.....	119
Annexe A : Liste d’entretiens	130
Annexe B : Guide d’entretien	131

Figures et illustrations

Figure 1 : L’iceberg	18
Figure 2 : Canada. Nombre de fermes de recensement, 2011	87
Figure 3 : Agricultrice de l’Écomarché et initiative « Achetez local » du Gouvernement du N-B	88
Figure 4 : Carte du nord-est du Nouveau-Brunswick	93
Figure 5 : Carte du village de Beresford, N-B	96
Figure 6 : Croquis de l’Écomarché régional de Beresford	97
Figure 7 : Écomarché régional de Beresford	98

INTRODUCTION : REPENSER L'ÉCONOMIE EN CONTEXTE ACADIEN

Cette thèse découle d'un questionnement double, à la fois théorique mais aussi ancré dans un cas précis : celui des perspectives économiques historiques, et surtout potentielles, en contexte acadien¹ du nord-est du Nouveau-Brunswick. En effet, il est courant de présenter une perspective assez sombre de l'avenir économique de la région, alimentée en partie par les économistes qui étudient cette région acadienne, comme en témoigne cet article de l'Acadie Nouvelle paru le 11 avril 2013 :

« Cœurs sensibles s'abstenir », conseillent Maurice Beaudin et André Leclerc, deux professeurs d'économie à l'Université de Moncton, à Shippagan et Edmundston respectivement. Jeudi, les économistes ont brossé un portrait plutôt sobre de l'économie du nord-est du Nouveau-Brunswick : 25 % de la population œuvre dans les industries saisonnières (versus 12 % dans le sud), seulement 46 % de la population active participe au marché du travail (moyenne canadienne de 61,8 %), exode (entre 1996 et 2011, 21 600 personnes ont quitté le nord-est du Nouveau-Brunswick). (Caron, 11 avril 2013)

Et si cette manière de penser et de présenter l'économie participait, de par les limites qu'elle impose, à influencer les perspectives économiques considérées comme souhaitables et à en orienter les trajectoires? Cette thèse propose ainsi d'explorer les représentations de l'économie en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick afin de voir comment y a été construit le champ de l'économie. À partir d'un survol historique des politiques économiques mettant l'accent sur la seconde moitié du vingtième siècle, ainsi qu'une analyse des réactions, résistances et alternatives à ces politiques, j'argumenterai que celles-ci n'ont que partiellement réussi à imposer une logique capitaliste moderne au champ de l'économie dans ce contexte spatial, temporel et culturel précis. En effet, des pratiques et conceptions économiques diverses continuent

¹ Plutôt que de considérer le Nord-est du Nouveau-Brunswick comme un tout homogène où les gens se reconnaissent à l'identité culturelle acadienne, je préfère parler de « contexte acadien » en référence à cette région où l'identité acadienne est prédominante, tout en reconnaissant la présence, l'importance et l'histoire d'identités culturelles autres, telles qu'autochtones (Mi'kmaq), anglophones, immigrants récents, etc.

d'être promues et celles-ci pourraient s'avérer intéressantes dans les réflexions sur les perspectives économiques potentielles de la région.

Mon intérêt pour l'exploration des représentations et pratiques de l'économie dans ce contexte particulier découle du fait que je suis originaire de cette région du Nouveau-Brunswick et que je m'identifie comme Acadienne. De plus, j'espère contribuer à raviver et revaloriser l'économie de cette région, à mieux la comprendre, et à me munir d'outils pour le faire.

Objectifs et questions de recherche

Cette thèse part de la prémisse selon laquelle les histoires, représentations et conceptualisations du monde ont une importance pour les pratiques sociales et économiques. J'explore ainsi comment s'exercent les liens entre les perceptions, les représentations et les pratiques sociales, ainsi que les luttes politiques pour transformer celles-ci, à partir de réflexions théoriques mais aussi dans le contexte spécifique du nord-est du Nouveau-Brunswick.

D'autre part, j'explore les manières alternatives de représenter et d'imaginer l'économie qui ouvrent de nouvelles possibilités répondant davantage aux préoccupations et aux aspirations des personnes qui vivent dans cette région. Quelles représentations de l'économie sont présentes dans les imaginaires et pratiques économiques dans les régions en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick? Quelles peuvent-être leur portée? Comment s'exercent les luttes de pouvoir pour imposer certaines manières de représenter l'économie?

La recherche et l'analyse ici présentées se situent ainsi dans la même veine que les travaux d'économie politique post-structurelle de J. K. Gibson-Graham (1996, 2006) et d'Ethan Miller (2011), ainsi que de la sociologie des absences et émergences de Boaventura de Sousa Santos (2011, 2004a, 2004b) et des luttes ontologiques comme champ d'étude théorisé par Arturo Escobar (2013), entre autres. L'attrait de transformer des objets généralement considérés comme absents et impossibles, ou très peu probables, en objets présents et possibles se situe dans l'identification et l'élargissement des potentielles et possibles alternatives émergentes (Santos, 2004a, p. 241). On peut ainsi considérer ces « possibles » non pas comme des « vestiges archaïques d'une époque pré-industrielle », mais plutôt comme des « alternatives viables et possiblement plus porteuses d'espoir, où une diversité d'avenirs possibles peuvent être imaginés » (Schroeder, St. Martin & Albert, 2006, p. 166-167, traduction libre).

En ce sens, l'économie n'est pas à la merci d'une « main invisible » mais est plutôt activement créée par des interventions (politiques, discours, programmes gouvernementaux, projets, etc.), influencées elles-mêmes par les conceptions ontologiques de l'économie, mais aussi par les résistances à celles-ci. J'argumente ainsi que des luttes ontologiques, des luttes politiques autour des représentations de l'économie, ont, dans le contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick, contribué à définir ce qu'est l'économie et ce qui en est exclu ou à la marge.

Compte tenu de l'accent mis sur le contexte culturel acadien, les interactions entre les transformations de l'économie et les représentations et pratiques liées à la langue et à l'identité sont aussi brièvement explorées lorsque pertinentes. De plus, le domaine agroalimentaire a été, au cours de mes recherches, l'un des espaces où les luttes ontologiques ont été les plus marquées dans le contexte spatial, temporel et culturel du nord-est du Nouveau-Brunswick au XXe siècle dans les communautés acadiennes. Les transformations de l'agriculture, et les luttes politiques dans ce domaine, sont donc centrales à mon analyse. Dans un contexte où les changements climatiques justifient des changements fondamentaux au modèle d'agriculture industriel (UNCTAD, 2013), j'explore quelles transformations de l'ontologie économique pourraient aussi contribuer à redéfinir, imaginer et construire une agriculture, mais aussi une économie, qui soit plus durable et viable.

Justification et contributions de la recherche

Les expériences économiques en contexte acadien constituent un terrain particulièrement intéressant qui peut être relu pour en faire ressortir l'hétérogénéité et la diversité économiques. En effet, malgré des politiques intensives de développement articulées aux discours d'industrialisation et de modernisation à partir de l'élection du gouvernement libéral de Louis J. Robichaud, de 1960 à 1970, de nombreuses initiatives dont celles du *Mouvement Antigonish* et du mouvement d'autogestion coopérative subsistent, et d'autres ré-émergent, faisant la promotion des économies locales ou régionales.

La recherche qui touche au sens et aux pratiques dans le domaine agroalimentaire est aussi importante. À travers le monde, les mouvements sociaux paysans et autres organisations citoyennes militant en faveur de la souveraineté alimentaire sont porteurs

d'un potentiel de redéfinition de l'économie. Ces organisations, de plus en plus souvent associés aux luttes autochtones et écologiques, ont formé au cours des dernières décennies d'importants réseaux militants nationaux et transnationaux, tel que la Via Campesina, le Mouvement des Sans Terre au Brésil, ou encore les communautés zapatistes, au sud du Mexique. Une analyse des discours et actions dans le domaine agroalimentaire s'inscrit donc dans ces luttes plus larges qui promeuvent la revalorisation des petits et moyens producteurs agricoles et la promotion de la souveraineté alimentaire pour tous. D'ailleurs, certains gouvernements commencent à répondre aux pressions citoyennes et aux impacts socio-environnementaux de la production agroindustrielle, adoptant par exemple des lois, programmes et réglementations favorisant la souveraineté alimentaire. C'est le cas des gouvernements du Québec, de l'Équateur et de la Bolivie, avec toute une variété de définitions, de priorités et d'obstacles dans leur mise en œuvre.

Cette thèse contribue également aux débats et à la littérature universitaire entourant la revalorisation des terres agricoles (spéculation, accaparement, agro-carburants, etc.) et la remise en question du modèle agroindustriel dominant dont les failles deviennent de plus en plus apparentes et contestées (par exemple, dépendance au pétrole et intrants chimiques, contamination des eaux, dégradation des sols, endettement, déplacement des populations, déclin du mode de vie rural, surpopulation des villes et chômage, obésité et malnutrition). En étudiant la pluralité des systèmes agroalimentaires, l'analyse met en lumière certaines alternatives économiques qui (ré)émergent ou subsistent principalement dans les milieux ruraux.

De plus, cette recherche examine comment la mise en valeur de projets économiques en contexte acadien peut mobiliser plus largement des forces sociales, avec des effets possibles sur les enjeux identitaires, tout en cernant certaines des limites de cette perspective et certains des processus émergents qui pourraient être consolidés. D'ailleurs, mettre l'accent sur cette réflexion dans le contexte acadien permet, je l'espère, d'ouvrir le dialogue et d'alimenter la réflexion critique avec d'autres acteurs des milieux académique, communautaire et politique sur les perspectives économiques de cette région du Nouveau-Brunswick.

Enfin, une telle recherche, qui analyse la construction des contours de l'économie, peut contribuer à créer un espace plus attrayant pour certains projets économiques alternatifs et ainsi repolitiser l'économie comme espace de prise de décisions éthiques et politiques. En effet, l'identification de la diversité des expériences économiques renforce à la fois la remise en question de certaines représentations économiques dominantes, tout en élargissant l'éventail des possibilités pour la région.

Présentation de la recherche

Cette thèse propose et explore un nouveau cadre d'analyse théorique, à partir des concepts d'ontologies économiques multiples (Gibson-Graham, 2006, 1996; Miller, 2011), de performance (Callon, 1998; Menuisa et Callon, 2008; Miller, 2011) et de créations d'absences (Santos, 2011, 2004a, 2004b) pour effectuer une analyse historique des ontologies et pratiques économiques, et des luttes politiques entre celles-ci, en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick. Une première vérification de la pertinence de ce cadre théorique à partir de l'étude d'un projet, celui de l'Écomarché

régional de Beresford, qui œuvre dans le domaine agroalimentaire, est ainsi complétée à partir de données empiriques originales, bien que partielles et non généralisables.

Cette approche permet d'évaluer un tel type d'analyse, ainsi que les possibles conséquences pratiques pour les décideurs publics, les citoyens et même les écosystèmes d'une revalorisation d'économies diversifiées et de la valeur des écosystèmes, du paysage et de leur agentivité dans le maintien du dynamisme des régions. De plus, l'analyse des articulations entre identité acadienne, ontologies et pratiques économiques ouvre un espace pour explorer les liens entre ceux-ci, et comment ils se sont transformés historiquement. L'analyse est basée sur des sources primaires (publications gouvernementales ou d'organismes, textes d'ententes, manifestes, etc.), mais aussi sur des données empiriques originales, obtenues par le biais d'une observation participante de l'Écomarché régional de Beresford, et des entretiens semis-dirigés.

Dans un premier chapitre, je présenterai le concept de performance, comment celui-ci s'applique dans l'étude de l'économie, et comment il permet de rendre visible l'influence des sciences économiques sur l'économie et les pratiques économiques. Toutefois, il comporte aussi certaines limites, notamment, car il ne s'intéresse qu'aux pratiques par rapport auxquelles existe un discours académique. Le concept de création d'absences permettra de pallier à ces limites en faisant ressortir de quelles manières certaines pratiques sont dévalorisées, invisibilisées et évacuées du discours sur l'économie. Dans le second chapitre, la méthodologie de recherche, la justification des choix méthodologiques et ma position comme chercheure sont présentées.

À partir du troisième chapitre débute l'analyse des transformations du champ de l'économie par une brève revue de la littérature sur l'économie en contexte acadien. Celle-ci permet d'entrevoir les transformations historiques dans la manière d'aborder l'étude de l'économie dans ce contexte. Elle permet aussi d'ouvrir une brèche pour explorer, dans les chapitres suivants, de quelles manières la déstabilisation et l'ouverture de l'ontologie de l'économie peut remettre en valeur certaines pratiques économiques, et d'illustrer comment ont été façonnées les contours du champ de l'économie en valorisant certaines pratiques tout en invisibilisant d'autres.

Mon analyse portera, du quatrième au septième chapitre, sur les principaux projets économiques au vingtième siècle dans cette région, incarnés par des politiques et programmes économiques gouvernementaux mais aussi par les résistances organisées en réaction à ces politiques et programmes. Ainsi, le point de départ sera l'ontologie et les pratiques économiques axées sur la subsistance, articulée à des pratiques organisées de soutien communautaire, ainsi que celles promues par le mouvement coopératif, avant l'émergence du champ du développement à partir de la moitié du vingtième siècle. J'aborderai ensuite comment, en s'inspirant de documents de réflexions de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le programme d'Aménagement rural et de développement agricole (ARDA) du gouvernement fédéral a cherché à repousser ces pratiques à la marge de l'économie et à implanter une conception et des pratiques économiques liées à l'industrialisation, à l'urbanisation et à la modernisation, auxquelles ont partiellement résisté la population mais surtout certaines

organisations comme le Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN) et le Parti acadien. J'analyse ensuite les tentatives pour intégrer davantage l'économie du Nouveau-Brunswick à un marché mondialisé par le gouvernement libéral de Frank McKenna et celles pour plutôt « relocaliser » l'économie.

Compte tenu de cette tendance vers la relocalisation, particulièrement présente dans le domaine agroalimentaire, mon dernier chapitre approfondit l'ontologie et les pratiques économiques qui orientent cette transformation de l'économie, à partir de l'observation-participante de l'Écomarché régional de Beresford et d'entretiens semis-dirigés avec des personnes impliquées dans ce projet.

CHAPITRE 1. CADRE CONCEPTUEL : LUTTES ONTOLOGIQUES, PERFORMANCE ET ABSENCES

Afin de mieux cerner les transformations de l'économie en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick, ainsi que pour mieux saisir les interactions entre les représentations de l'économie et les pratiques économiques, ce chapitre aborde, en premier lieu, l'apport des théories critiques du discours pour la compréhension des interactions entre les sciences sociales et les mondes étudiés. J'explore ensuite comment l'application des concepts de performance (Menuisa et Callon, 2008; Miller, 2011) ainsi que de création d'absences (Santos, 2011, 2004a, 2004b) peuvent permettre de saisir comment s'exercent les luttes ontologiques (Escobar, 2013) dans le champ de l'économie.

1.1 Fondements et inspirations théoriques de l'étude des « luttes ontologiques »

Le concept de « luttes ontologiques » (*political ontology*) est développé par Arturo Escobar (2013) à la fois pour décrire le « *power-laden process through which particular worlds are brought into being* » (Escobar, 2013) et le champ d'étude qui analyse les négociations et luttes entre différents mondes. Ce chapitre fera un bref détour par les théories critiques appuyant l'étude du discours afin de saisir l'importance de ce concept et son application dans le domaine de l'économie. En effet, les théories critiques du discours distinguent leur objet d'analyse (le discours) du langage en soi. Dans cette veine, le discours est l'usage concret du langage, entre des sujets humains, avec comme but de produire des effets spécifiques (Eagleton, 2007, p.9; Tully, 1989, p. 8).

La théorie du « *speech-act* », développée en sociolinguistique, permet particulièrement de conceptualiser le langage comme une performance en deux axes : le premier fait référence aux propos tenus (mots, phrases, théories, arguments, etc.) et le second fait référence à l'intention, le but de l'auteur, de l'orateur, ou de l'artiste visuel, lorsqu'il prend la parole, met par écrit des mots, phrases, théories, arguments, ou utilise un symbole ou une image. En ce sens, il est nécessaire de comprendre ce que l'auteur souhaite accomplir (Tully, 1989, p. 9), mais aussi les effets spécifiques produits par le discours, qu'il s'agisse des propos tenus, d'un ouvrage écrit, ou encore d'un symbole ou d'une image.

L'idée de performance et des effets du langage est théorisée dans les concepts de performativité et d'« élocutions performatives » (« *performative utterances* »), initiés par Austin (1975). Celui-ci permet une rupture critique par rapport aux approches positivistes et réalistes qui supposent que le langage et les concepts théoriques visent à décrire le « réel ». Ainsi, Austin distingue les types d'élocutions performatives, ces dernières mettant plutôt en action ce qui est dit. Un exemple qu'utilise Austin illustre que l'élocution « Oui, je le veux » dans les circonstances d'une cérémonie de mariage et accompagnée de certaines autres actions (par ex. la signature de papiers, l'échange des bagues), « performe » ou met en acte le mariage entre deux personnes (Austin, 1975, p. 5). Cette première distinction d'Austin permet d'initier une construction théorique du discours qui est performatif, de manière contextuelle et circonstancielle, lorsqu'accompagné d'autres actions, qui performant, ou mettent en œuvre ce qui est dit.

Dépassant cette distinction initiale, Austin soutient cependant que toute élocution est performative et met en acte quelque chose :

And after all, when we state something or describe something or report something, we do perform an act which is every bit as much as an act of ordering or warning [...] What we need to do for the case of stating, and by the same token describing or reporting, is to take them a bit off their pedestal, to realize that they are speech-acts no less than all these other speech-acts that we have been mentioning and talking about as performative [...] We need to go very much farther back to consider all the ways and senses in which saying anything at all is doing this or that – because of course it is always doing a good many different things (Austin, 1979, p. 249-251).

Si Austin s'intéresse plutôt à la performativité de l'élocution individuelle, un glissement d'accent sur les ensembles d'élocutions ayant en commun des caractéristiques permet d'aller au-delà de l'intention individuelle et d'observer les effets du discours sur les interlocuteurs (Eagleton, 2007, chap. 7).

1.2 Performance en économie

Dans l'étude des discours économiques, plusieurs chercheurs se sont penchés sur la performativité de concepts tels que les marchés (Aspers, 2007; Caliskan et Callon, 2009; Callon, 1998; MacKenzie, Meniusa et Siu, 2007) afin de démontrer que les sciences économiques ne font pas que « représenter ou décrire » l'économie. Ces sciences participent aussi à créer l'économie, à en dessiner les contours, les frontières, et par le fait même, ce qui en est exclus ou à la marge :

L'analyse de la performance oblige à considérer la science économique à la fois comme représentation (elle dit quelque chose sur la réalité) et comme intervention (elle contribue à la mise en forme de la réalité), sans disjoindre ces deux composantes : le contenu et la signification de ce qu'elle dit ne peuvent être appréciés indépendamment de ce qu'elle fait (Meniusa et Callon, 2008, p. 17).

Le terme « performance », que j'adopterai aussi, est choisi au lieu de « performativité » pour insister sur le fait que performer est une action, un travail d'ailleurs souvent collectif (Meniusa et Callon, 2008, p. 5).

Dans cet optique, deux courants qui se chevauchent chez certains auteurs se dessinent dans l'étude de la performativité des sciences économiques (MacKenzie, Meniusa et Siu, 2007; Meniusa et Callon, 2008). Un premier s'intéresse « aux phénomènes langagiers, aux énoncés produits par les sciences économiques, à leur circulation et à leurs effets », alors que le second courant « envisage les sciences économiques plutôt sous l'angle des pratiques qu'elles informent que sous le seul aspect des énoncés qu'elles formulent » (Meniusa et Callon, 2008, p. 5). Cette seconde orientation met en général l'accent sur l'agentivité des acteurs impliqués, et le travail (souvent collectif) de performance de mondes économiques². Dans la lignée de la recherche d'Ethan Miller (2011), qui s'inspire de ce second courant, on peut conceptualiser les économies comme étant « construites par les concepts économiques et par le pouvoir performatif des ontologies économiques, mais seulement dans la mesure où ces concepts réussissent à être des points d'articulation, en citant, mobilisant et organisant d'autres acteurs et discours autour de leur projet commun de création d'autres mondes » et d'autres économies possibles (Miller, 2011, p. 83, traduction libre).

Au sein de ce courant, le rôle et l'agentivité (comprise ici sans lui conférer d'intentionnalité) d'acteurs autres que les humains est aussi analysée. De quelle manière, par exemple, les animaux, le climat, la lune et autres astres, les micro-organismes, etc. participent à la construction de modes de vie et de monde. En ce sens, Miller s'inspire de

² La théorie de l'acteur-réseaux (ANT, pour *Actor-Network-Theory*), qui prend en compte dans son analyse le rôle d'acteurs non-humains participe souvent à la compréhension de la performance économique. Dans le cadre de cette thèse de maîtrise, je m'en suis tenue aux auteurs et concepts mentionnés, mais l'ANT pourrait être explorée davantage.

Gibson-Graham pour avancer que l'économie est conçue comme relationnelle, surdéterminée et interdépendante :

Beginning with recognition that all economic relationships – the ways that we constitute livelihoods together – are emergent from a constitutive sociality, she [Gibson-Graham] enables an approach to the economic that restores the visibility of relations and the agency of actants. "Resocializing (and repoliticizing) the economy," she suggests, "involves making explicit the sociality that is always present, and thus constituting the various forms and practices of interdependence as matters for reflection, discussion, negotiation, and action" ([Gibson-Graham, 2006, p. 88]). The interrelations that were split, ruptured or rendered invisible in conventional RED [Regional Economic Development] are able, now, to return to the picture of economic life as complex manifestations of being-together on earth. Refusing the ontological divide imposed by hegemonic conceptions of a distinct economy, we can again ask "the question of how to live together"([Gibson-Graham, 2006, p. 82]). (Miller, 2011, p. 119)

Poussant plus loin l'approche de performance des sciences économiques, axée chez Meniusa et Callon (2008) sur les concepts développées au sein du champ de l'économie « conventionnelle »³, Miller (2011) propose une réflexion sur la performance de l'ontologie même de l'économie : quels sont nos présupposés de ce qu'est « l'économie », comment celle-ci fonctionne, et comment ces conceptions influencent nos perceptions de l'agentivité et des possibilités économiques dans un contexte donné? (Miller, 2011, p. x). Miller assume ainsi la portée politique et éthique des concepts qu'il développe, en l'occurrence de « l'économie ». Afin d'ouvrir les possibilités et l'agentivité d'acteurs envers la construction d'un modèle économique plus équitable, démocratique et écologique, il démontre le potentiel de l'exploration de diverses conceptualisations de l'économie.

L'approche de performance considère ainsi que les pratiques et les concepts scientifiques et techniques « interviennent constamment dans la constitution du monde

³ Miller utilise le terme « conventionnel » pour ses deux sens combinés : conventionnel au sens d'ordinaire, « presque naturel » et ainsi presque impossible de contester, mais aussi au sens d'un amalgame de conventions, de pratiques, d'habitudes et de théorisations de « l'économie » institutionnalisées et acceptées largement (2011, p. 10).

qu'elles s'efforcent de représenter » (Meniusa et Callon, 2008, p. 1). Le choix de la définition des concepts n'est donc jamais neutres puisque ceux-ci participent à la construction des mondes – de manière toujours spécifique, contextuelle, contingente, indéterminée et imprévisible (Miller, 2011, p. 72) – et ont ainsi toujours une portée politique (Meniusa et Callon, 2008, p. 18). De façon pragmatique, l'intérêt se déplace donc de préoccupations quant à la « véracité » des discours vers une enquête et une réflexion critiques des effets potentiels des discours sur l'économie, les territoires, les écosystèmes et les pratiques économiques qu'ils encouragent, rendent possibles ou encore peu probables (Miller, 2011, p. 97).

1.3 Interactions entre ontologies et pratiques économiques

La recherche de Miller amène à reconnaître la performance de la recherche en sciences sociales, que les travaux de John Law et John Urry (2004) permettent d'approfondir en insistant sur le fait que celle-ci « contribue à créer les réalités et mondes sociaux » (Law et Urry, 2004, p. 390, traduction libre) qu'elle prétend souvent décrire objectivement. En ce sens, John Law et John Urry (2004) s'appuient sur les travaux d'Anthony Giddens (1990) pour affirmer que les sciences sociales peuvent être comprises comme « une expression de – et un moment réflexif au sein de – l'élaboration et la mise en œuvre continue de la vie sociale » (Law et Urry, 2004, p. 392, traduction libre)⁴.

⁴ Un exemple utilisés pour illustrer cette prémisse est tiré de la sociologie britannique, où l'utilisation accrue de méthodes quantitatives toujours plus sophistiquées pour étudier la misère d'une grande partie de la population britannique a contribué à identifier, étiqueter et mettre en existence les réalités sociales des inégalités économiques, en filigrane des théories de classes sociales de Marx, et à « donner une voix » à ces réalités (Law et Urry, 2004, p. 392). Law et Urry concluent ainsi que, bien que la classe ouvrière s'organisait et parlait « pour elle-même » (Thompson, 1991), les recherches en sciences sociales ont été importantes au « développement de discours officiels de suivi, d'inscription et de construction de telles inégalités comme étant des inégalités de 'classes sociales' » (Law et Urry, 2004, p. 392, traduction libre).

Bien qu'elle ne soit pas nouvelle, cette construction de l'interaction entre les sciences sociales et le.s monde.s étudié.s permet d'explorer l'ouverture de l'espace théorique pour la réflexion normative quant au.x monde.s que les sciences sociales *devraient* ou *pourraient* contribuer à mettre en existence. Comme le posent Law et Urry (2004, p. 391, traduction libre, italiques dans le texte original), « si les recherches en sciences sociales participent à la construction de mondes, elles peuvent ainsi, dans une certaine mesure, réfléchir aux mondes auxquels elles souhaitent *contribuer* ». C'est donc dans cette optique, en accompagnant les concepts utilisés d'une réflexion sur ce qu'ils contribuent à faire exister – ou tout le moins à rendre crédible – que j'aborde les enjeux politiques sous-jacent à l'ontologie de l'économie, c'est-à-dire à la « conceptualisation de ce qu'est l'économie et de comment les éléments qui la constituent sont reliés » (Miller, 2011, p. 10, traduction libre), tout en faisant le lien avec les pratiques concrètes liées à ces ontologies de l'économie.

Située dans une littérature plus large, cette réflexion s'apparente à ce qu'Escobar (2013) nomme, en s'inspirant du sociologue Boaventura de Sousa Santos, un tournant ontologique dans les théories sociales et chez les acteurs et théoriciens des mouvements sociaux. Selon Escobar (2013), un retour à des préoccupations concernant les présupposés fondamentaux (souvent spécifiques, spatialement et temporellement situés) sur le monde est à la base de ce tournant ontologique; au lieu de s'intéresser, par exemple, aux conditions générales liées au capitalisme ou au libéralisme.

Parallèlement, cette réflexion s'articule au « tournant culturel » en économie politique (par ex. Best et Paterson, 2010a) où l'accent est mis sur le sens qu'ont les pratiques et relations sociales pour ceux et celles situés au sein de ces pratiques et relations (Springer, 2012, p. 134). Concrètement, la notion de culture chez Jacqueline Best et Matthew Patterson (2010b, p. 10, traduction libre) « refuse une séparation entre le matériel [institutions, pratiques, rituels] et l'idéal [le sens, la signification, le sémiotique] et donne sens aux institutions, pratiques et rituels tout en ne pouvant être réduite à ceux-ci ». En suivant cette réflexion, l'ontologie peut être comprise comme la composante sémiotique de l'économie, alors que les pratiques qui y sont liés en sont l'aspect matériel.

En ce sens, la culture économique ne se limite ni aux seules pratiques liées au « champ » de l'économie ni à l'ontologie mais à l'interaction entre celles-ci. Ce qui est considéré comme faisant partie du champ de l'économie est d'ailleurs sujet à des luttes politiques, comme l'explique Best et Patterson :

Alors que la culture constitue un ensemble de pratiques particulières au sein “d'une économie”, elle participe aussi à définir ce qui en est exclu et ce qui est non économique. La culture sert ainsi à constituer les frontières entre ce qui est considéré à l'intérieur et à l'extérieur de l'économie (2010b, p. 14, traduction libre)⁵.

⁵ Cette perspective s'éloigne ainsi d'une analyse polanyienne (Polanyi, 1944) au sens où, en m'appuyant sur Best et Patterson (2010), j'estime que l'extension de l'économie de marché et du commerce ne « désencastre » pas l'économie de la société et de la culture, elle cherche plutôt à transformer la culture de la société pour que celle-ci s'arrime à une logique d'économie de marché et de commerce. Ainsi les pratiques et représentations de l'économie liée au marché et au commerce « deviennent plutôt la matière de cette culture » (Best et Patterson, 2010, p. 3).

Cette approche quant à la compréhension du champ de l'économie s'articule aux critiques poststructuralistes en géographie économique critique. Par exemple, les travaux de J.K. Gibson-Graham (1996, 2006) proposent que les représentations *méta-narratives* de l'économie comme étant 'capitaliste' et intégralement liée au 'marché' délimitent le champ de l'économie. Par le fait même, cette délimitation a pour effet d'occulter la diversité des pratiques non-capitalistes déjà existantes qui pourraient faire partie du champ de l'économie, tout en limitant les possibilités de représentations, d'inclusion et

de valorisation de pratiques diverses et multiples dans le champ de l'économie (Gibson-Graham, 1996, p. 4-5).

Gibson-Graham illustre ceci par la métaphore de l'iceberg, où seule la partie visible est considérée comme faisant partie de l'économie, alors qu'une multitude d'autres pratiques contribuent à répondre aux besoins mais sont invisibilisées.

FIGURE 1 : L'iceberg



Source : Gibson-Graham, 2006, p. 70.

En s'inspirant de cette approche, il devient intéressant de voir quelles pratiques font partie de « la pointe de l'iceberg » dans un contexte spatial, temporel et culturel précis.

Ainsi, si Gibson-Graham propose de délimiter le champ de l'économie en y incluant toutes les pratiques qui contribuent à répondre aux besoins matériels, je n'adopterai pas *a priori* cette définition. J'explorerai plutôt quelles pratiques font partie de l'économie dans le contexte étudié, par qui et comment en sont construits les contours.

Les luttes politiques liées à l'économie, situées géographiquement et culturellement en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick et temporellement depuis l'émergence du champ du développement économique, soit dans les années 1960, jusqu'en 2013, année pendant laquelle j'ai fait ma recherche de terrain, seront analysées. J'explorerai les luttes ontologiques ayant menées à la délimitation du champ de l'économie dans ce contexte, ainsi que la multiplicité et la diversité des pratiques et des ontologies économiques. Ce faisant, j'espère contribuer à ouvrir l'ontologie de l'économie à des possibilités de transformation et de revalorisation de certaines pratiques. L'analyse de la performativité des ontologies économiques et de leurs interactions avec les pratiques économiques permettra d'ailleurs d'observer les transformations historiques dans le champ de l'économie et d'aborder les effets spécifiques de certaines ontologies économiques en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick.

Ainsi, à partir d'une approche matérielle-sémiotique, le concept de performativité initié par Austin (1975) et son utilisation subséquente dans le champ de l'étude de l'économie, permet de mettre quelques balises à la compréhension de l'influence des théories et concepts économiques sur la construction de l'économie, à la fois dans ses pratiques et

dans le sens qui leur sont donnés. Il est cependant aussi important de reconnaître que les recherches en sciences sociales ne couvrent pas toutes la diversité et la multiplicité des pratiques sociales, limitant ainsi la portée du concept de performativité ou de performance. Une réflexion inspirée de Santos (2011, 2004a, 2004b) souligne donc, pour pallier à ces limites, que des processus de création d'*absences* rendent invisibles certaines pratiques sociales sous-théorisées ou dévalorisées.

1.4 Les absences en économie

Qu'en est-il des pratiques qui ne sont pas ou très peu théorisées et au sujet desquelles il n'existe pas de discours académique ou, pour paraphraser Boaventura de Sousa Santos, lorsque le « fossé fantomatique entre la théorie et la pratique » (2011, p. 31) est le fait de l'aveuglement de la théorie qui « rend la pratique invisible ou sous-théorisée » (2011, p. 30)?

Si une approche de performance axée sur les discours académiques (concepts et théories) se heurte à des pratiques rendues invisibles ou inintelligibles, la *sociologie des absences* proposée par Santos permet de pallier à ces limites. Celle-ci a comme prémisse une position normative assumée et énoncée qui vise à révéler la diversité et la multiplicité des pratiques sociales et à leur conférer de la valeur :

Elle consiste en une analyse qui vise à expliquer que ce qui n'existe pas est en fait activement produit comme non-existent, c'est-à-dire comme une alternative non-crédible à ce qui existe. Son existence empirique est perçue comme impossible pour les sciences sociales conventionnelles, et pour cette raison, sa formulation représente déjà un pas vers son existence. L'objectif de la sociologie des absences est la transformation d'objets impossibles en objets possibles, d'absents à présents (Santos, 2004, p. 14) [...]Être rendu présent signifie être considéré comme une alternative aux expériences hégémoniques et permet d'avoir sa crédibilité discutée et argumentée, et que ses relations soient ainsi considérées comme objet de luttes politiques (Santos, 2004, p. 18, traduction libre).

Toutefois, une réflexion de Gibson-Graham (2003) quant au concept d'« alternatives » permet d'avancer avec plus de prudence en ce qui a trait à la sociologie des absences de Santos. Dans une approche marxisante (et notamment gramscienne), ces auteures ont en effet recours fortement aux « alternatives » pour réfléchir aux stratégies visant à surpasser les expériences hégémoniques. Or, si le concept d'alternatives peut être utile, il semble important de le préciser. Pour Gibson-Graham, il est nécessaire de reconnaître qu'une des difficultés des projets économiques alternatifs est de les nommer et de les décrire sans avoir recours à ce qui est déjà connu, sans avoir recours à la norme pour le définir (2003, p. 3). De ce fait, et dans une optique inspirée à la fois d'approches post-marxistes et post-structurelles, Gibson-Graham optent pour une conception de l'économie qui évite de soumettre l'économie à « l'hégémonie capitaliste » :

Le projet de déconstruction de l'hégémonie du capitalisme et d'élaboration d'axes multiples de diversité économique comme projet émancipateur de repolitisation de l'économie refuse ainsi de poser le pouvoir économique comme déjà distribué en faveur des intérêts capitalistes et ouvre la possibilité pour que des pratiques non-capitalistes contribuent à des économies politiques revitalisées. Il recentre l'importance de la construction et de la gestion de l'économie – des aspects de la représentation de l'économie qui ont été progressivement effacés – en plaçant les décisions politico-éthiques qui construisent nos économies au centre de l'analyse. [...] Une vision de l'économie comme diversifiée, aux multiples identités et surdéterminée de manière complexe, combinée à une représentation du pouvoir économique comme diffus, segmenté et en mouvement, ouvrent la possibilité pour que des pratiques locales non-capitalistes soient au coeur d'économies politiques revitalisées (Gibson-Graham, 2003, p. 5, traduction libre).

Ainsi, dans le cas à l'étude, il s'agira d'explorer comment une ontologie dominante et des pratiques économiques se sont constituées dans le contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick, via des politiques gouvernementales et des discours (concepts et théories) s'appuyant sur des pouvoirs financiers, académiques, etc. J'analyserai également quelles types d'absences sont créés par ces ontologies et quelles négociations et luttes ont eu lieu en réaction à ces politiques et discours.

Concrètement, l'étude des processus de performation et de création d'absences permettra d'explorer de quelles manières, dans le cas particulier du nord-est du Nouveau-Brunswick, le champ de l'économie s'est constitué historiquement en valorisant certains sens et pratiques et en en invisibilisant d'autres, et comment des projets alternatifs peuvent en transformer les contours. Par le biais du projet de l'Écomarché de Beresford, il sera possible d'étudier comment et jusqu'à quel point un tel projet collectif et communautaire se base sur une ontologie alternative, et comment les luttes ontologiques y sont présentes. Enfin, j'examinerai de façon critique les potentiels que recèlent ce genre de projets, c'est-à-dire comment ceux-ci renforcent une ontologie et des pratiques économiques alternatives, et comment ces ontologies et pratiques alternatives pourraient être consolidées.

CHAPITRE 2. METHODOLOGIE

2.1 Précision de la question de recherche

Ayant comme prémisse une approche axée sur la performance et les absences, l'accent est mis sur une réflexion critique des effets des concepts, des théories et de l'ontologie de l'économie. De plus, en privilégiant l'analyse du discours comme ensemble d'élocutions ayant en commun des caractéristiques, l'analyse ne s'intéresse pas tant aux intentions individuelles de l'auteur d'une élocution, mais plutôt à ses effets lorsque celle-ci est mobilisée afin d'organiser des acteurs et autres discours pour promouvoir certaines pratiques économiques.

Ainsi, cette thèse portera sur l'ontologie de l'économie en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick à travers une analyse des différentes manières de se représenter l'économie au sein des discours et pratiques de développement économique de cette région. J'examinerai en particulier les concepts utilisés, ce que ceux-ci présupposent sur *ce qu'est l'« économie »*, sur *comment celle-ci fonctionne*, et de quelles manières ces concepts participent aussi à créer et à transformer l'économie existante, tout en définissant ce qui en est exclus ou à la marge. Enfin, je tenterai de faire ressortir les liens entre ces ontologies économiques et les identités et la langue, lorsque ceux-ci sont pertinents.

2.2 Approche méthodologique

Pour répondre à ces questionnements, j'ai effectué ma recherche en deux phases. La première consiste en une analyse historique des principales ontologies et pratiques économiques dans le contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick depuis l'émergence du champ du développement économique lors de la seconde moitié du

vingtième siècle. Cette analyse des ontologies économiques permet de voir comment a été construit historiquement le champ de l'économie dans ce contexte précis.

Toutefois, des difficultés à identifier des pratiques à partir de documents historiques sont présentes. Ce qui est présent *et ce qui est absent* des documents d'archives révèlent tout autant les luttes ontologiques : quelles perspectives sont mises en évidence à l'écrit et sont par la suite considérées comme faisant partie de l'histoire de l'économie acadienne, et quelles pratiques, car dévalorisées ou invisibilisées, sont présentes dans la vie quotidienne sans être mises par écrit et sans faire partie des archives? Les données et informations récupérées de sources secondaires, soit d'analyses rédigées pour des thèses, articles et autres, sont encore plus difficiles à utiliser pour saisir les pratiques et le sens qui leur est donné. En effet, mon analyse de celles-ci ajoute une seconde tentative d'interprétation afin de faire ressortir le sens des données primaires.

De là l'intérêt d'approfondir, à partir d'une observation participante et d'entretiens semi-dirigés, un projet économique particulier, celui de l'Écomarché régional de Beresford. Il est alors possible d'observer, de questionner, de mieux comprendre des pratiques et le sens donné à ces pratiques que lorsqu'on utilise des documents d'archives ou d'analyses, à qui on ne peut évidemment pas poser de questions de précision sur le sens pour approfondir la compréhension des pratiques.

L'analyse est ainsi basée sur l'étude de sources primaires (publications gouvernementales, ententes, manifestes, documents de l'Écomarché, etc.), de quelques

sources secondaires (articles académiques, thèses, etc.) lorsqu'elles contiennent des informations qui peuvent permettre de mettre en relief la réaction aux ontologies de l'économie, ainsi que des données recueillies par l'observation participante du fonctionnement de l'Écomarché. Mon rôle comme participante consistait en celui d'une membre et comportait une visite hebdomadaire de l'Écomarché pendant laquelle je prenais des notes sur les interactions observées. Je discutais avec les personnes qui avaient des kiosques, particulièrement avec les producteurs et productrices agricoles, ainsi qu'avec les autres membres et visiteurs de l'Écomarché. Des entretiens semi-dirigés avec des personnes ayant participé à l'élaboration et à la mise en oeuvre du projet d'Écomarché, avec des producteurs ainsi qu'avec des membres de l'Écomarché ont permis de compléter la cueillette de données et d'approfondir les thématiques centrales de la thèse, entre autres autour des représentations de l'économie et de la diversité des pratiques.

2.3 Description et justification des choix méthodologiques

Dans la première phase, j'ai identifié au préalable, pour les raisons décrites ci-dessous, les projets économiques principaux, de par leur importance historique ou leur potentiel à proposer des ontologies économiques alternatives, depuis les années 1960 en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick.

Ainsi, j'ai étudié les projets de développement économique en milieu rural, dans le cadre de la *Loi sur l'Aménagement rural et le développement agricole* (ARDA) du gouvernement fédéral en raison du déploiement intensif de ressources financières pour sa mise en œuvre dans le nord-est de la province. Les propositions économiques du Parti

acadien ont aussi été étudiées en raison de l'importance du Parti, malgré sa brève durée de vie, dans l'imaginaire acadien. Ce Parti a également été fondé dans la région du nord-est du Nouveau-Brunswick suite aux mobilisations et contestations du Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN), en réaction aux projets économiques proposés par l'ARDA sous le gouvernement fédéral progressiste conservateur de Diefenbaker. Le tournant néolibéral, à partir du gouvernement provincial libéral de Frank McKenna, a aussi été étudié car il transformait la manière de concevoir le rôle du gouvernement provincial dans l'économie. Finalement, j'ai analysé les efforts de relocalisation de l'économie présents particulièrement au cours de la dernière décennie et plus spécifiquement dans le domaine agroalimentaire, puisqu'ils présentent un potentiel de redéfinition des contours de l'économie et du développement régional ou local, élargissant l'éventail des « possibles » et des initiatives « déjà existantes », mais souvent dévalorisées ou marginalisées.

Pour chacun de ces grands projets, des sources primaires (documents gouvernementaux, ententes, manifestes, etc.) ont été sélectionnées de par leur centralité et représentativité. Des sources secondaires ont été identifiées pour mettre en contexte les ontologies présentées et pour identifier les pratiques qui y étaient liées, car elles contenaient des informations, souvent ethnographiques, pour mettre en relief la réaction aux ontologies économiques.

Pour la seconde phase, une recherche de terrain axée sur l'Écomarché régional de la ville de Beresford a été menée. L'Écomarché régional est un projet qui a débuté au printemps

2012 et qui regroupe une quarantaine de producteurs locaux qui œuvrent principalement dans le secteur agro-alimentaire (production de fruits et légumes, élevage d'animaux, transformation de produits, restauration, etc.), mais aussi dans la production artisanale (vêtements, couvertures, bijoux, savons, etc.). Chaque samedi, de 8h à 13h entre la fin du mois de juin et du mois de septembre, ces producteurs ont l'occasion de présenter et de vendre leurs produits aux quelque 1000 à 2000 personnes venues hebdomadairement visiter l'Écomarché (Acadie Nouvelle, 2013a, p. 25). Ce projet, initié par un comité de gens de Beresford et des environs et mis en œuvre en collaboration avec le Conseil municipal de la ville de Beresford, a plusieurs visées éthiques, entre autres au niveau de l'économie, que ce soit par rapport à la promotion de l'économie locale pour renforcer les liens entre producteurs et consommateurs, pour contribuer à un plus grand respect de l'environnement, ou pour promouvoir la consommation de produits frais et de meilleure qualité, qui puissent possiblement améliorer la santé et la qualité de vie des communautés environnantes.

Ce choix de l'Écomarché régional est basé à la fois sur des raisons d'ordres académiques et sur des raisons politiques qu'il est nécessaire d'expliquer. Au plan académique, le domaine agroalimentaire m'a semblé, au cours de mes recherches, être l'un des espaces où les luttes ontologiques ont été les plus marquées dans le contexte spatial, temporel et culturel du nord-est du Nouveau-Brunswick au XXe siècle dans les communautés acadiennes. Il me semble donc qu'une analyse des actions dans le domaine agroalimentaire dans le contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick contribuera aux débats universitaires actuels portant sur l'importance ou l'utilité de la sociologie des

absences et des économies plurielles et alternatives afin de repenser les perspectives théoriques et en particulier, la pertinence et les effets potentiels d'un élargissement de l'ontologie de l'économie. Par ailleurs, le projet d'Écomarché régional a plusieurs visées éthiques au niveau de l'économie qu'il me semblait intéressant d'approfondir.

Au plan politique, j'ai choisi ce projet parce que, tel qu'expliqué dans le chapitre théorique de ma thèse, la recherche universitaire a le potentiel de faire ressortir des questionnements, des manières de comprendre différemment les enjeux de la vie quotidienne. Étant donné le contexte que j'ai évoqué au début de cette thèse, où la manière de présenter, de représenter et d'imaginer l'économie en contexte acadien du nord-est de la province est habituellement assez sombre, j'ai choisi ce projet avec l'espoir de susciter des discours qui proposent des histoires, représentations et conceptualisations alternatives du monde et de l'économie, qui puissent inspirer de nouvelles pratiques sociales et économiques, ou en revaloriser et revitaliser d'autres. D'ailleurs, dans le Nord-Est, la région couramment appelée région Chaleur⁶, d'où je suis originaire, et qui inclut la ville de Beresford, me semblait manquer de discours incluant des ontologies alternatives de l'économie, comparativement à la Péninsule acadienne où, par exemple, l'économie coopérative et l'économie sociale font davantage partie du discours. J'ai ainsi choisi un projet dans la région Chaleur pour essayer de contribuer à ouvrir la voie à de nouvelles possibilités économiques, puisque c'est une région habituellement considérées à la marge, en déclin économiquement. Pourtant, les pratiques économiques marginalisées pourraient en fait s'avérer dans certains cas sources

⁶ En raison de la baie des Chaleurs qu'elle longe, et allant approximativement à l'ouest de Belledune jusqu'aux limites de la région Restigouche et à l'Est de la ville de Bathurst jusqu'aux limites de la Péninsule acadienne.

de redéfinition des contours de l'économie et du développement régional ou local, élargissant l'éventail des « possibles » et des initiatives « déjà existantes », mais souvent dévalorisées ou marginalisées.

Une observation-participante du fonctionnement de l'Écomarché régional a permis d'analyser les pratiques quotidiennes de la communauté (Laperrière, 2009). Les informations amassées ont été principalement sur le fonctionnement général du marché (espace physique et aménagement du marché, formes d'utilisation du marché par les producteurs/visiteurs (achalandages, moments d'échanges et de discussion, etc.)) par une présence hebdomadaire (il a été possible de m'asseoir à une table avec un café, par exemple, pour observer ou de me promener de kiosque en kiosque). Ainsi, le rôle de participant s'apparentait à celui de quelqu'un qui fréquente le marché (pour y venir chercher des produits).

Des entretiens semi-dirigés ont permis d'approfondir le sens de ces pratiques, « ancrée dans le point de vue et le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité » (Savoie-Zajc, 2009). Les participants recrutés étaient des adultes répondant à l'un des critères suivants: 1) instigateurs du projet de l'Écomarché régional de Beresford; 2) producteurs inscrits fréquemment à l'Écomarché; 3) membres inscrits de l'Écomarché (les membres sont des personnes qui ont fait un don de 5\$ afin de démontrer leur soutien au projet et de participer s'ils le désirent à la structure décisionnelle de l'Écomarché (Assemblée générale annuelle, conseil d'administration, etc.), qui est un organisme à but non lucratif géré par un Conseil d'administration.

Les participants aux entretiens ont été sélectionnés en identifiant, par l'observation participante et des discussions informelles avec des instigateurs du projet, des personnes qui semblaient le plus informées, intéressées (par ex. parce qu'elles y participent régulièrement ou font la promotion du projet) et enthousiastes par rapport au rôle de l'Écomarché dans l'économie de la région. Les entretiens ne sont donc pas représentatifs de la population générale. Ainsi, les données recueillies et l'analyse effectuée ne peuvent être généralisées. En effet, ce choix des participants a été fait dans une optique exploratoire, afin de mieux saisir le potentiel alternatif de l'Écomarché, et non pour essayer d'en tirer un portrait systématique et exhaustif. Toutefois, afin de recueillir des perspectives plus diversifiées, une attention particulière a été accordée au recrutement de participants ayant des caractéristiques diverses au niveau de l'âge et du genre. Onze participants ont ainsi été interviewés, dont plusieurs cumulaient plus d'un rôle (instigateurs, producteurs, membres). Une liste des entretiens (Annexe A) et le guide d'entretien (Annexe B) peuvent être consultés en annexe.

2.5 Méthode d'analyse et réflexivité

La méthode d'analyse thématique (Paillé et Muchielli, 2008) qui consiste « à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus » (Paillé & Muchielli, 2008, p. 162) en vue d'opérations ultérieures de comparaison, de contextualisation et d'interprétation, a été choisie. En effet, celle-ci est qualifiée de polyvalente, pouvant s'exercer de manière inductive, en partant du corpus pour générer des thèmes, ou encore, de manière déductive en ayant, préalablement à l'analyse, identifié les thèmes à repérer. Le choix des thèmes, des mots choisis pour les décrire (sous-titres, description, etc.) et de leurs contours,

participent d'ailleurs aussi à un exercice de (re)définition de ce qu'est l'économie, c'est-à-dire à des luttes ontologiques afin de déterminer ce qui compte et ce qui est une partie intégrante de cette chose que l'on nomme et que l'on perçoit comme étant du domaine de l'économie.

Pour cette thèse, les thèmes ont été partiellement induits à partir du corpus et partiellement déduits à l'avance. Dans une optique réflexive, il est en effet nécessaire de mentionner que mes expériences et mes propres représentations de l'économie influencent ma lecture et la compréhension et interprétation que je fais du corpus. Ainsi, il est plus approprié d'affirmer que les thèmes sont partiellement construits de manière inductive, et ce, à partir d'une réflexion déductive influencée par ma propre compréhension de l'économie et des textes à l'étude, ainsi que par mes expériences.

Ainsi, il est important de noter que j'ai moi-même grandi dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, que je m'identifie en tant qu'Acadienne et que j'ai grandi dans une famille où les pratiques économiques de subsistance étaient encore très présentes, où l'agriculture, la cueillette de fruits et plantes sauvages, l'élevage de petits animaux, la pêche ainsi que les pratiques pour conserver ces aliments, étaient la source de la majeure partie de notre alimentation. Ces aliments étaient aussi partagés avec la famille élargie et parfois vendus à des voisins lorsqu'il y avait des surplus. L'implication de mon père sur l'exécutif du Parti acadien, bien que cette implication ait eu lieu avant ma naissance, ainsi que mon rôle dans les réflexions collectives sur le développement des régions et sur l'économie rurale dans le cadre de mon emploi à l'Association francophone des

municipalités du Nouveau-Brunswick depuis juin 2014, sont aussi des éléments contextuels qui ont influencé au moins en partie mes réflexions et mon analyse. Bien consciente quant à ma position intéressée comme chercheuse, plutôt que de proposer une analyse neutre et objective, je tiens à reconnaître cette position de façon explicite dès le départ. Cet intérêt particulier a informé à la fois les questions de recherche et la perspective adoptée ici. De plus, ma connaissance du milieu a certainement facilité les échanges, la recherche et la compréhension de la multiplicité de facteurs qui ont informé le discours économique au cours des dernières décennies. Toutefois, j'ai également veillé à ce que l'analyse soit rigoureuse en évitant les possibles conflits d'intérêts ou situations qui auraient pu placer les participants dans une position difficile ou inconfortable.

Dans les prochains chapitres, j'analyserai la construction du champ de l'économie en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick principalement depuis les années '60. J'explore ainsi comment certaines pratiques économiques ont été mises à l'écart de l'économie et reléguée à la marge suite à des luttes ontologiques confrontant divers modes de vie et pratiques économiques. Ce sont d'ailleurs ces luttes que ma recherche tente de mettre en évidence.

Ainsi, l'ontologie économique et ses liens avec les pratiques économiques sont explorés dans la littérature sur l'économie en contexte acadien (Chapitre 4), dans les ontologies et pratiques économiques avant l'émergence du champ du « développement » (Chapitre 5), dans les projets de développement économique en milieu rural de la *Loi sur l'Aménagement rural et le développement agricole* (ARDA) du gouvernement fédéral

(Chapitre 6), dans les propositions économiques issues des résistances à l'ARDA, notamment par le CRAN et le Parti acadien (Chapitre 7), ainsi que dans les efforts d'implantation d'une économie néolibérale mondialisée et ceux pour une relocalisation de l'économie (Chapitre 8).

CHAPITRE 3. ENTRE AUTONOMIE ET MODERNITÉ: ÉTUDE DE L'ÉCONOMIE EN CONTEXTE ACADIEN

Il est intéressant d'interpeler les littératures académiques sur l'économie en contexte acadien afin de voir comment celles-ci représentent l'économie, à partir des théories et concepts sur lesquelles elles s'appuient, et aussi en examinant de quelle manière leurs auteurs perçoivent leur recherche. Ce chapitre présente donc une revue de la littérature sur l'économie en contexte acadien afin d'approfondir cette réflexion. On constatera que, d'une part, les événements historiques et la période au cours de laquelle les auteurs effectuent leur recherche ont une influence sur leurs perspectives et leurs approches. D'autre part, lorsque les recherches sur l'économie sont arrimées à des enjeux identitaires ou régionaux, il en résulte une perspective influencée par les sciences sociales et non exclusivement économique.

C'est le cas pour les questions économiques dans le contexte acadien, où une revue de la littérature permet à la fois d'y identifier certains courants de pensées et concepts centraux, mais aussi certains moments historiques qui ont influencés cette littérature.

3.1 La littérature économique en trois « moments »

À l'instar des transformations évoquées par Massicotte⁷ dans ce que l'on pourrait appeler avec réserve une « tradition sociologique en Acadie » (2008), les transformations

⁷ Les découpages temporels ici présentés pour la littérature économique en contexte acadien sont quelques peu différents de ceux présentés par Massicotte (2008) qui s'intéresse quant à lui au champ général de la sociologie. Il identifie pour la sociologie une première tranche allant « grosso modo de 1939, année de la fondation de l'École de sciences sociales de l'Université Saint-Joseph de Memramcook, à 1964, année de l'ouverture d'un département de sociologie à l'Université de Moncton »; la seconde, de 1964 à 1980, années pendant lesquelles le département fut fermé puis réouvert, et pendant lesquelles la sociologie « arrive à ébaucher une critique générale de la condition politique, sociale et culturelle de l'Acadie » et; finalement, de 1980 à maintenant, une sociologie davantage « canadianisée » où la sociologie de l'Acadie devient une « succursale de la sociologie pancanadienne des minorités francophones » (pp. 1-2).

dans la littérature sur l'économie en contexte acadien peuvent être divisées de façon sommaire en trois moments. Plutôt que des périodes chronologiquement ordonnées, il apparaît plus pertinent de les « classer » en mouvements pour les fins de l'analyse, puisqu'elles se croisent et se chevauchent.

3.1.1 Ancrage du mouvement coopératif : les influences religieuses

Un premier moment marque la période de l'expansion du mouvement coopératif, insufflé principalement à partir des années 1930 par le mouvement Antigonish du Père Moses Coady de la Nouvelle-Écosse. Ce mouvement s'inscrivait alors dans une « vision de l'action s'imbriquant précisément dans des cadres religieux et doctrinaux » (Massicotte, 2008, p. 2). L'influence de la doctrine sociale de l'Église catholique s'exprimait par une méfiance à l'égard à la fois du communisme et du capitalisme, et présentait le coopératisme comme une « troisième voie » (Coady, 1939; Alexander, 1997).

Outre l'influence de la doctrine sociale, une caractéristique de ce mouvement s'exprime clairement dans le titre de l'ouvrage principal du Père Coady (1939), « *Masters of Their Own Destiny* ». Celui-ci démontre bien les postulats sur lesquels repose alors la littérature sur l'économie coopérative : hors du capitalisme et du communisme, « un monde où l'individu trouverait place, où il serait l'acteur économique et politique principal de sa propre destinée » (Massicotte, 2008, p. 271). L'objectif et la position politiques principaux de ce courant en découlent d'ailleurs. D'abord communautaire plutôt qu'individuelle, cette « destinée » évoquait un « projet collectif » qui pouvait être mis en action via les coopératives.

3.1.2 Revendications anticolonialiste pour l'autonomie acadienne : les influences françaises

Un second moment de la littérature sur l'économie en contexte acadien émerge avec l'ouverture du département de sociologie de Moncton en 1964, et particulièrement avec l'arrivée de professeurs coopérants français (Alain Even et Jean-Paul Hautecoeur) influencés par les théories critiques marxistes et tiers-mondistes (Massicotte, 2008, p. 5).

Fortes de ces influences, les théories de la dépendance sont particulièrement présentes dans les ouvrages de ce moment économique acadien et elles se retrouveront plus tard chez Thériault (1980, 1981) et Benoît (1980). L'œuvre phare d'Alain Even (1970) est quant à elle plutôt anticolonialiste et se penche sur ce qu'il nomme les « blocages culturels au développement économique », dans le cadre des programmes de développement de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA), mis en place par l'entente du Fonds de développement économique et rural (FODER)⁸. Il tente de démontrer que si les programmes de développement ne fonctionnent pas, ce n'est pas parce que la population se base sur une culture (définie ici comme un ensemble de mentalités, traditions, etc.) qui crée des blocages inhérents au développement, mais plutôt car le refus de s'intégrer au modèle d'industrialisation et de modernisation semble un moyen efficace de bloquer l'assimilation et la colonisation :

La Société doit pouvoir, à la limite, refuser le développement sans pour cela être dominée par d'autres sociétés; mais est-ce possible [*sic*] Le développement tel qu'il est défini par les économistes a été conçu à partir des valeurs propres à la culture des pays développés. Il nous faut reconnaître que le développement lui-même peut être perçu comme une idéologie et que certaines

⁸ La *Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles*, devenue plus tard la *Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole* (ARDA) est, dans le discours officiel, destinée à améliorer la viabilité des collectivités rurales grâce à une meilleure utilisation des ressources et au recyclage qui facilite le passage des fermiers marginaux à d'autres emplois. C'est sous l'entente FODER (1966-1976) entre le provincial et le fédéral que doit s'accélérer ce processus de modernisation et d'industrialisation des collectivités rurales, touchant particulièrement les régions en contexte acadien du Nord-est du Nouveau-Brunswick.

sociétés peuvent être amenées à le rejeter parce qu'il leur apparaît comme contraire à leurs valeurs et leur [sic] obligerait à s'assimiler et, donc dans une certaine mesure, à disparaître [...] cette résistance culturelle peut être, dans certains cas, le refus d'une certaine colonisation (Even, 1970, p. 432, souligné dans le texte original).

Or, Even présente tout de même les « retards » des communautés acadiennes en utilisant les indicateurs économiques classiques que sont la croissance, les revenus, l'emploi, l'épargne, l'investissement, etc. malgré l'occidentalo-centrisme de cette perspective (Even, 1970, p. 15, p 428-432).

Le caractère anticolonial et radical du discours d'Even n'était alors pas un phénomène isolé; il se faisait l'écho d'un vent de radicalisation et de mobilisation de la jeunesse acadienne chez qui émergeait un discours de participation et de démocratisation dans les années 1960 et 1970, en particulier chez les étudiants de sociologie de l'Université de Moncton (Belliveau, 2004; Warren et Massicotte, 2006). Suite à quelques moments de grève, à l'occupation du pavillon de sciences par des étudiants en janvier 1969, et au soutien de ce mouvement par des professeurs, dont Even, l'administration décidait de fermer le département de sociologie de l'Université de Moncton⁹ pour tenter de mettre fin aux manifestations étudiantes¹⁰ (Warren et Massicotte, 2006). Cette fermeture entraînera une dépolitisation, au moins partielle, de la littérature sociologique de l'Acadie (Massicotte, 2008, p. 1)¹¹.

⁹ Pour une analyse détaillée de la fermeture du département de sociologie de l'Université de Moncton, voir Warren et Massicotte (2006).

¹⁰ Les étudiants manifestaient pour « l'acquisition de droits collectifs et d'institutions propres à la communauté linguistique » (Belliveau, 2004, p. 74), et plus spécifiquement dans le contexte de la ville de Moncton, pour le respect de la langue française, et pour une plus grande démocratisation et auto-gestion de l'Université de Moncton (Warren et Massicotte, 2008, p. 21).

¹¹ Hors des murs académique, la thèse d'Even inspira cependant en partie le premier manifeste du Parti acadien publié en 1972 (Massicotte, 2008, p. 6).

3.1.3 L'attrait entrepreneurial : les influences canadiennes

Un troisième moment de la littérature est marquée par ce que Cardinal, Lapointe et Thériault (1994) nomment « l'épiphanie entrepreneuriale ». Au sein de cet attrait grandissant pour l'entrepreneuriat dans la littérature économique, plusieurs courants se distinguent.

Dans un premier courant, l'anticolonialisme sur lequel insistait Even est relégué au second plan. Au fur et à mesure que la littérature sur l'économie en contexte acadien se « canadianise » pour s'insérer dans la littérature pancanadienne des minorités francophones (Massicotte, 2008, p. 2), elle ne conserve que l'idée du « retard économique des francophones que l'on explique par l'insuffisance d'un ethos qui valorise la réussite économique (l'entrepreneurship) » (Cardinal, Lapointe et Thériault, 1994, p. 61). Cette conception se retrouve par exemple chez Ravault (1979, 1980 et 1982) et chez Roy (1978, 1981), qui critiquent les influences religieuses et extérieures qui ont contribué à l'isolement et à la résistance à la modernité.

Or, cette vision d'une carence d'entrepreneuriat s'inverse au cours des années 1980, alors qu'on vante plutôt le potentiel entrepreneurial des francophones. Chez Beaudin et Savoie (1988a, 1988b), une telle vision de l'économie s'inscrit en termes individualistes et s'appuie sur une conception libérale de l'économie et de l'entrepreneuriat, postulant que les régions acadiennes du nord-est du Nouveau-Brunswick doivent arriver à un développement endogène à partir de leurs ressources et ainsi augmenter leur production et leurs exportations pour s'imbriquer au marché global.

La place du politique et du social dans l'économie est alors contestée: entre une économie libérale liée au marché, couplée à une démocratie libérale, se transformant hors des relations sociales et des débats politiques, et une économie basée sur un projet politique collectif (Cardinal, Lapointe et Thériault, 1994, p. 65).

En réaction à la perspective entrepreneuriale libérale, une approche qui met l'accent sur le caractère et le potentiel collectif de l'entrepreneuriat émerge. Celle-ci est présente au niveau de l'étude des coopératives ou encore des corporations locales de développement, notamment chez Chedly Belkhodja et Marie-Thérèse Séguin (2001), Omer Chouinard et collab., (2004, 2003, 2002, 2001, 2000), Jean Daigle (1990, 1987), Pierre-Marcel Desjardins et collab. (2003), et Éric Forgues et collab. (2003, 2002).

Ce potentiel collectif de l'entrepreneuriat est présenté comme un moyen de consolider l'économie au sein de territoires et de communautés locales et d'ainsi favoriser la prise en charge « par les communautés de leur devenir socioéconomique » (Chouinard et collab., 2000, p. 78). Cet accent analytique placé sur la prise en charge et le contrôle de la destinée socioéconomique des communautés par l'entrepreneuriat collectif rappelle d'ailleurs la visée de projet commun et collectif des coopératives, centrale au mouvement Antigonish.

Thériault (1995) critique cependant ce qu'il identifie comme les bases du mouvement coopératif pour un projet commun, axé selon son analyse sur une démocratie communautaire qui repose sur l'idée que « la réalité sociale, la réalité communautaire,

est harmonieuse, qu'elle produit spontanément de la solidarité et du consensus [...et] une communauté de destin » (1995, p. 201) : une démocratie qui évacue le débat public et politique (1995, p. 211)¹². Ce n'est pas tant l'idée que la communauté puisse être solidaire et avoir un projet collectif qui pose problème à Thériault, mais plutôt le fait qu'il estime qu'historiquement et concrètement dans le cas acadien, un destin et des intérêts communs étaient présupposés, sans débats politiques sur ce que sont les valeurs, le destin et les intérêts de la communauté.

Illustrant ce que lui reprochait Thériault, la littérature récente sur l'économie en contexte acadien est peu axée sur l'analyse de la place des luttes politiques, du débat politique et de la démocratie dans l'économie. Celle-ci est effleurée dans la plupart des travaux de Forgues, Chouinard, Desjardins, Séguin, etc. sur les coopératives, les corporations locales de développement et l'émergence d'une économie sociale en contexte acadien, mais celle-ci est plutôt abordée comme un espace à créer (Desjardins et collab. 2003, p. 891; Forgues et collab., 2002a, p. 83) que comme un espace à analyser.

D'autres part, la réduction des disparités régionales est envisagée a priori comme le but de la prise en charge et de l'appropriation du développement (Forgues et collab., 2003), contribuant toujours à une perspective où doit persister une forme de rattrapage économique vers une économie « moderne ». Peu d'intérêt est alors accordé aux formes économiques spécifiques à la communauté, excepté dans l'appel lancé par Thériault

¹² La préférence chez Thériault pour ce qu'il nomme une « démocratie politique » plutôt que pour une « démocratie communautaire » est exemplaire de son projet académique sur l'Acadie, cherchant à analyser les tensions entre la persistance et les transformations de l'identité dans un contexte de modernité (Thériault, 1995b, p. 17). Or, quelle place pour le « commun », l'histoire partagée, pour le sujet identitaire, « qui a une langue, une culture, une histoire » (Thériault, 1995b, p. 18)?

(1982) au *Colloque national en économie* de la Fédération des francophones hors Québec. Celui-ci pose alors une réflexion sur la pertinence d'« une administration, une gestion et une économie qui nous soient propres » (Thériault, 1982, p. 6) et cherche à remettre en question la vision d'un retard économique et les revendications pour une meilleure intégration des francophones à l'économie pour plutôt se demander si les francophones veulent « intégrer le cénacle de l'économie dominante ou veut-on se doter d'un espace économique qui nous soit propre » (Thériault, 1982, p. 8).

Dans ce courant de la littérature qui s'intéresse à la construction d'une économie « francophone » ou « acadienne », un travail empirique d'ouverture à un développement qui soit « alternatif », spécifique à la communauté, est déjà entamé. Or, en demeurant principalement dans une optique de rattrapage, excepté chez Thériault (1982), une lacune théorique semble demeurer dans la réflexion sur l'importance de l'ouverture du concept de l'économie et du développement à une déstabilisation ontologique qui puisse permettre d'envisager une économie ou un développement qui soit concrètement alternatif. En écoutant l'appel de Thériault mais en explorant d'autres bases théoriques, c'est à cette tâche que j'espère contribuer, en adoptant une approche qui considère l'économie comme un champ de luttes ontologiques entre des conceptions différentes, parfois conflictuelles et parfois complémentaires.

D'autre part, un courant plus récent s'intéressant à l'économie en contexte acadien et franco-canadien se place à l'extérieur des débats sur la construction d'une économie francophone. Renversant le questionnement, les auteurs cherchent plutôt à comprendre

comment les transformations de l'économie affectent la francophonie, les frontières linguistiques, l'identité acadienne et franco-canadienne ainsi que les transformations des « idéologies linguistiques » (da Silva, McLaughlin et Richard, 2008; Heller, 2011, 2008, 2003; McLaughlin, 2014; McLaughlin, et collab., 2009; McLaughlin et Leblanc 2009). Si l'accent est mis, dans le cas de ma recherche, sur la manière par laquelle est construite la spécificité de l'économie en contexte acadien, je m'inspire aussi de ces travaux pour réfléchir aux transformations de l'identité acadienne et du rapport à la langue au sein des représentations et pratiques économiques que j'explore.

Ce chapitre démontre donc comment la littérature sur l'économie en contexte acadien s'est transformé, et de quelles manières elle participe aussi aux luttes ontologiques. Il est ainsi important de ne considérer ni l'économie, ni l'identité, comme des réalités objectives et immuables. Il s'agit plutôt de champs en constante construction et reconstruction, influencés par des luttes ontologiques qui en transforment constamment le sens et les pratiques.

CHAPITRE 4. ONTOLOGIES ET PRATIQUES ECONOMIQUES AVANT L'EMERGENCE DU CHAMP DU « DEVELOPPEMENT »

Afin de bien saisir la portée des transformations de l'économie proposée depuis l'émergence du champ du développement vers le milieu du vingtième siècle, un bref portrait des pratiques économiques depuis le début du vingtième siècle est proposé dans ce chapitre. Celui-ci permet de voir comment une diversité de pratiques, tant de subsistance que de soutien entre familles et de travail salarié, composaient les bases de l'économie dans le nord-est du Nouveau-Brunswick.

4.1 Économies de subsistance et communautaire

Depuis l'arrivée des premiers colons français sur les terres du Nouveau-Brunswick, adoptant l'appellation de peuple acadien suite à des efforts de construction identitaire (McLaughlin, 2013), les guerres et rivalités entre la France et la Grande Bretagne ont joué sur l'évolution socioéconomique des Acadiens (Griffiths, 2004). S'ils avaient a priori élu domicile sur les terres fertiles de la Nouvelle-Écosse et du sud du Nouveau-Brunswick, près de la rivière St-Jean, plusieurs ont été repoussés vers le nord-est de la province suite à la déportation en 1755 et encore une fois suite à l'arrivée des Loyalistes états-uniens vers la fin du XVIIe siècle (Thériault, 1977 : 146-147).

Sur les terres du Nord-Est, ils pratiquaient une agriculture de subsistance, suppléée de pêche, piégeage, forêt (pour le bois de chauffage et la construction de maisons et de bateaux de pêche) dans une logique principalement non-commerciale, tout en vendant certains surplus lorsqu'il y en avait. Plusieurs s'engageaient aussi dans du travail salarié afin de se procurer ce qu'ils ne produisaient pas eux-mêmes. L'émergence du champ du développement économique, à partir de la seconde moitié du XXe siècle, a d'ailleurs

particulièrement transformé ces pratiques économiques. En effet, cette décennie est marquée par le programme *Chances égales pour tous* du gouvernement provincial libéral de Louis J. Robichaud et par l'ARDA au niveau fédéral.

Afin de mieux saisir les pratiques économiques avant l'émergence du champ du développement économique, la recherche ethnographique de Derek Johnson (1999) est utile et donne un aperçu de la vie et des pratiques économiques dans un village du Nord-Est depuis le début du XXe siècle. Johnson se base sur des récits de la vie à Val Comeau, près de Tracadie, collectés par le biais d'entretiens semis-dirigés. Tout en conservant une certaine distance critique par rapport aux données récoltées après qu'autant d'années se soient écoulées, sa recherche permet d'entrevoir la diversité des récits oraux de pratiques économiques d'avant la période d'interventions gouvernementales des années 1960.

Ainsi, Johnson raconte que les pratiques économiques de subsistance avaient une grande importance au début du XXe siècle, où « presque toutes les familles, sauf les plus pauvres, disposaient de jardins de tailles suffisantes pour subvenir à leurs besoins tout au long de l'hiver » (Johnson, 1999, p. 60, traduction libre) et supplémentaient à l'agriculture par l'élevage de bétail, la chasse et la pêche, tout en ayant un savoir-faire pour la conservation des aliments et des pratiques communautaires facilitant la subsistance :

In the early 20th century, household members worked from late spring through the early fall, stocking up on the bulk of their provisions for the winter. All but the poorest households had gardens sufficient in size for their winter needs. Potatoes, beans, turnips, onions and carrots were the most important vegetables, grown in plots behind each house. Beans were dried, carrots canned and the other vegetables were stored in the cellar or in a deep pit in the yard. There they remained cool but did not freeze. Buckwheat and oats were also grown for household consumption and as fodder for domestic animals. Horses were kept as draft animals, sheep for

their wool, cows for milk and butter, and chickens for their eggs. Residents hunted moose, deer, geese, ducks and rabbits at different times of the year to supplement meat from chickens, cows and pigs. They preserved some meat by salting, to use when fresh meat and fish were not available. Most of the meat eaten during the winter had been salted, pickled or dried, but on some occasions households slaughtered a pig and shared the fresh meat among neighbours. Families gathered blueberries, raspberries, cranberries and strawberries, and made them into preserves. They also collected wild plants, primarily for medicinal purposes, though they ate dandelion leaves and used wild anise as a spice for cookies (Johnson, 1999, p. 60).

D'ailleurs, précise-t-il, des pratiques communautaires, appelées « frolics », palliaient aux situations imprévues comme aux maladies, pour assurer la préparation de toutes les familles à l'hiver :

When a household was unable to complete its preparations for winter due to illness or other circumstances, neighbours organized "frolics" and villagers turned out to help with tasks such as cutting hay or splitting wood for the winter. The beneficiaries of frolics would reciprocate by offering a party afterwards with food and drink (Johnson, 1999, p. 62).

Johnson identifie cependant que l'accès à la terre n'était pas répartie de manière égale, et que « les différences dans la propriété terrienne à Val Comeau menaient à des différences dans les types de pratiques économiques » (Johnson, 1999, p. 63, traduction libre). Ainsi, différents modes de vie étaient établis selon l'accès à la terre, et ceux qui disposaient de plus de terre réussissaient à vendre ou à échanger leurs surplus, les rendant ainsi plus indépendants et leur permettant de ne pas dépendre de travail salarié:

Those with substantial land holdings had a greater degree of independence. Their farms and large numbers of animals provided them with more than sufficient subsistence for the year. They were the only households in Val Comeau that grew wheat, which they had milled at Pont Landry, near Tracadie. Production of their own wheat eliminated dependence on merchants for that most critical staple.[...] In the winter the men of these households concentrated on smelt fishing, and in the summer they worked on their farms and fished from their own small boats. Those households with the largest land holdings in the village hired labour to help harvest their potatoes at the end of the season (Johnson, 1999, p. 63)

Puisqu'elles sont prépondérantes dans les récits collectés lors de sa recherche, Johnson (1999) affirme que les pratiques de subsistance étaient centrales à l'économie de Val Comeau des années 1920 et 1930. Il est donc possible d'affirmer qu'elles étaient centrales à l'ontologie économique. Cependant, Johnson note que la plupart des habitants

du village effectuait aussi un travail salarié ou à crédit pour suppléer à leur propre production (Johnson, 1999, p. 63).

4.2 Expansion du mouvement coopératif et début d'industrialisation

Les pratiques économiques axées sur l'agriculture et le défrichement des terres étaient d'ailleurs encouragées par le clergé catholique. Or, dès les années 1930, sous l'influence du Père Moses Coady (1939) de Nouvelle-Écosse, un prêtre catholique romain, et du *Mouvement Antigonish*, c'est la formation de coopératives, notamment dans le secteur des pêcheries et de l'agriculture, et de magasins gérés collectivement qui est encouragée par le clergé catholique dans les régions rurales et principalement dans les régions acadiennes (MacPherson, 2009). L'importance de la religion et du leadership du clergé catholique peut sans doute expliquer en partie pourquoi le mouvement coopératif fut adopté particulièrement dans les communautés francophones et acadiennes. En effet, le clergé catholique romain, qui se voulait le défenseur, protecteur et éducateur des Acadiens, voyait dans le capitalisme des valeurs antichrétiennes (Beaudin, 1999, p. 239).

D'un point de vue discursif et sémiotique, la conception économique promue par Coady se base sur la coopération et envisage celle-ci comme un moyen de contrôler les richesses, au lieu de les donner aux compagnies marchandes, en créant des institutions démocratiques. L'économie est ainsi proposée à la fois comme un espace de production de biens à des fins d'utilisation et non à des fins de profit (Coady, 1939, p. 123), et comme un espace où les « masses », par leur participation à des institutions économiques démocratiques, deviennent de « vrais citoyens » (Coady, 1939, p. 122). L'accent mis sur la production de biens pour l'utilisation sous-entend une ontologie économique où

l'accent est effectivement mis sur l'importance de la production de biens utiles et prime sur la croissance et la quantité de biens produits. D'autre part, s'éloignant de pratiques et d'une ontologie économique de subsistance, Coady avance une conception économique où « l'homme [*sic*] peut se dégager de la production personnelle de tout ce dont il a besoin sans toutefois être à la merci de quelqu'un cherchant à faire du profit » (Coady, 1939, p. 123, traduction libre).

Au niveau discursif, la conception économique de Coady (1939) s'éloignait donc des pratiques de subsistance, mais reconnaît tout de même « la production personnelle » comme faisant partie de l'économie puisqu'il prend la peine d'en discuter comme une option valable, à laquelle il propose cependant l'alternative des coopératives qui lui semble plus apte à favoriser l'autonomie et la participation citoyenne.

Les propositions de Coady mobilisaient alors le clergé catholique acadien, institution dont l'influence était grande et qui était déjà favorable à l'agriculture, autour de la création d'institutions coopératives. Dans ses mémoires, Martin J. Légère, un des leaders du mouvement coopératif, relate que les pratiques économiques coopératives étaient promues par des cercles d'études et d'éducation aux adultes. Ceux-ci étaient financés par le Ministère fédéral des Pêches et Océans (Chouinard, 1987, p. 49) afin d'encourager les pêcheurs et cultivateurs à s'organiser sous la forme de coopérative. C'est ainsi que furent créés des cercles d'études dans la plupart des régions acadiennes du Nouveau-Brunswick : on comptait ainsi « 200 cercles d'études en 1936, 400 cercles en 1937, 565 cercles en 1940 et 744 cercles en 1941 » (Caisses populaires acadiennes, 2014).

Afin de donner une idée de l'ampleur du mouvement, il est aussi utile de noter qu'il existait dès 1942 soixante-sept coopératives de pêcheurs de homards dans les Maritimes, dont vingt-cinq à trente au Nouveau-Brunswick (Chouinard, 1987, p. 50). Pour ce qui est des caisses populaires acadiennes, des coopératives de crédit et d'épargnes, la première fût fondée en 1936 à Petit-Rocher, et est toujours active aujourd'hui bien que sa structure ait récemment changée¹³, alors qu'en 1946, le Nouveau-Brunswick en comptait quatre-vingt-douze (Thériault, 1977, p.163). L'île de Lamèque, à la pointe nord-est du Nouveau-Brunswick, fût l'un des bastions forts de la création de coopératives. Dès 1937, près de deux ans après l'ouverture de leur caisse populaire, celle-ci comptait 137 membres, et favorisait la mise sur pieds d'autres organismes coopératifs, notamment par des cercles d'études et des réunions permettant l'analyse des problèmes locaux. Jusqu'à 6 petites coopératives de pêcheurs avec pour but la mise en conserve du homard et l'emballage de l'éperlan, des huîtres, du hareng et de la morue existaient alors, puis furent regroupées en 1942 sous l'Association coopérative des pêcheurs de l'Île, qui existe encore à ce jour. En 1940, un magasin coopératif fut mis sur pied, alors qu'en 1942, un cercle coopératif produisait 17 000 oeufs par semaine et faisait l'élevage d'agneau. En 1970, la coopérative de pêcheurs de l'Île comptait 301 membres (Bourgeois et Basque, 1984, p. 93-102).

L'expansion coopérative s'accompagne d'ailleurs de l'expansion du travail salarié comme pratique économique et transforme également le rapport à la culture et à la

¹³ Les Caisses populaires acadiennes étaient jusqu'en 2014 toutes gérées localement et faisaient partie d'une Fédération. Une proposition pour créer une Caisse unique, gérée provincialement, a cependant été adoptée le 13 novembre 2014 (Acadie Nouvelle, 2014).

langue. Tel que l'avance McLaughlin (2014), l'industrialisation dans la première moitié du XXe siècle dans le nord du Nouveau-Brunswick transforme la relation à la langue, alors que la représentation de celle-ci est progressivement liée par les locuteurs à la compétence linguistique dans une logique méritocratique d'accès à l'emploi.

D'autre part pourtant, le rapport à la langue et à l'identité acadienne au sein de l'économie est construit de manière distincte au sein du mouvement coopératif. Les Caisses populaires acadiennes, qui se sont dissociées en 1945 du *New-Brunswick Credit Union League* pour créer la Fédération des caisses populaires acadiennes (Caisses populaires acadiennes, s.d.), sont un exemple de cette relation distincte qui construit la langue et l'identité comme un élément important de l'économie et de la société. La langue n'est alors pas qu'une compétence linguistique individuelle, mais plutôt un enjeu sociétal où l'autonomie d'un peuple passe par la création d'institutions qui lui sont propres et à partir desquelles il peut construire son avenir ou sa destinée, pour emprunter au vocabulaire de Moses Coady.

Dans ce contexte d'industrialisation naissante et d'expansion du mouvement coopératif réclamant des institutions francophones acadiennes, un autre évènement important fut l'élection en 1960 du gouvernement libéral de Louis J. Robichaud, faisant de lui le premier acadien élu au poste de Premier ministre du Nouveau-Brunswick. L'interventionnisme étatique de son mandat, incarné dans le programme *Chances égales pour tous*, s'avère un élément contextuel important dans les luttes ontologiques de l'économie en contexte acadien. En effet, en contraste avec les discours des élites qui

menaient alors le mouvement coopératif, les discours des élites acadiennes ralliées au projet de Robichaud était alors axés sur l'intégration aux institutions provinciales et caractérisés par un désir de modernisation et de « rattrapage » des Acadiens (Belliveau, 2004, p. 55; Thériault, 2001, p. 48).

Fort de cette obsession pour la modernisation et d'une vision de l'égalité ancrée plutôt dans un discours d'accès égal aux services que d'institutions acadiennes autonomes, le programme *Chances égales pour tous* visait une uniformisation des services aux citoyens (santé, éducation, etc.) et des infrastructures. Toutefois, par la mise de l'avant de l'accès égal aux services, ce discours évacue, marginalise et s'oppose au développement autonome d'institutions acadiennes visant le respect d'une spécificité acadienne. Il cherche plutôt à réformer les structures locales pour instaurer un « véritable État-providence » néo-brunswickois (Thériault, 2001, p. 50) en centralisant le pouvoir et la prise de décision dans la capitale provinciale, Fredericton, et en uniformisant l'offre de services à travers la province.

Au niveau des transformations des pratiques et des institutions, ce programme a ainsi « élargi le rôle du gouvernement provincial en abolissant les conseils de comté comme forme d'administration et de gouvernance régionale et en centralisant auprès du gouvernement provincial les responsabilités de l'éducation, des services hospitaliers, du bien-être social et de l'administration de la justice » (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, s.d.). C'est dans le contexte de la réforme *Changes égales pour tous* que furent créés deux systèmes de gouvernance locale distinct : les municipalités, oeuvrant

sous une logique de démocratie représentative au niveau local, mais avec pour seules responsabilités ce qui était perçu comme des « services à la propriété » (routes, eaux et égouts, etc.) et les districts de services locaux, où aucune forme de démocratie locale n'est exigée et où le gouvernement provincial prend les décisions quant à l'offre de services. Les seconds s'appliquaient principalement aux régions moins densément peuplées où la population n'aurait ainsi pas de forme de démocratie locale ou régionale.

On peut ainsi voir qu'alors que le clergé encourageait l'agriculture et les pratiques de subsistances, qui étaient alors à la base du mode de vie, de l'ontologie et des pratiques économiques, la montée du *Mouvement Antigonish* transforma l'économie en valorisant le travail salarié dans les coopératives et en proposant des pratiques pour que tous les besoins n'aient pas à être comblés par l'autosuffisance. Cette perspective s'accompagnait d'un début d'industrialisation mais aussi, un peu plus tard, du début de l'implantation de l'État-providence néo-brunswickois, caractérisé par une vision de l'égalité ancrée dans l'uniformisation des services sur tout le territoire de la province.

CHAPITRE 5. PROJET DE DEVELOPPEMENT ET MODERNITE

En saisissant mieux le contexte et les pratiques économiques de la première moitié du vingtième siècle, il est temps de se tourner vers une exploration plus approfondie de l'ontologie économique mise de l'avant par les politiques économiques qui ont affecté la région en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick à partir des années '60. Il serait périlleux de prétendre saisir l'ensemble des nombreux discours sur l'économie de cette région. Je me limiterai donc, tel qu'expliqué dans le chapitre portant sur la méthodologie, à analyser ceux qui ont eu le plus d'impacts sur les pratiques économiques ou ont mobilisés de grandes ressources. C'est le cas des grands projets de développement des années 1960-1970 que furent les ententes fédérales-provinciales sur le Nord-Est dans le cadre d'ARDA, de la résistance à ces ententes menée par le Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN) et par la création du Parti acadien en 1972. Le tournant néolibéral effectué par le gouvernement McKenna à partir de 1987 mit l'accent sur l'imbrication de l'économie néobrunswickoise dans le marché mondial, alors que s'organise la résistance à cette ontologie de l'économie par des efforts de relocalisation de l'économie, plus présents dans le secteur agroalimentaire.

Bien que ces principaux ensembles de discours et de pratiques soient présentés dans un certain ordre pour des raisons chronologiques, il est important de noter que cet ordre ne vise pas à les séparer en périodes temporelles s'excluant mutuellement. En effet, je cherche à explorer comment les ontologies économiques de ces ensembles de discours sont en luttés et de quelles manières ces luttés se reflètent dans les pratiques économiques. J'explorerai donc comment les ontologies économiques ont participé à la

transformation des pratiques économiques par une analyse visant à faire ressortir des thèmes (Paillé et Muchielli, 2008) combinée à une analyse de discours afin de situer les ontologies économiques qui émanent de ces thèmes en relation avec les pratiques économiques qu'elles valorisent et celles qu'elles participent à rendre invisibles.

5.1 L'expérience d'Aménagement rural et de développement agricole (ARDA)

Chances égales pour tous ne fit pas cavalier seul dans les politiques élaborées pour « moderniser » et « développer » le nord-est du Nouveau-Brunswick. Au niveau fédéral, c'est tout un programme de transformations des économies rurales qui fut mis sur un pied dès le début de la décennie 1960. Ces transformations furent mises en oeuvre par l'entremise d'ententes fédérales-provinciales implantées dans le cadre de la *Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles* proposée en 1961 par le ministre de l'Agriculture Alvin Hamilton, et devenue en 1966 la *Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole* (ARDA).

Les comtés de Gloucester et Restigouche, dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, étant majoritairement ruraux (à près de 80% pour le premier et près de 50% pour le second selon le recensement du Canada de 1961 (Beaudin et Savoie, 1988b, p. 158), ceux-ci furent ciblés en 1966 pour une entente fédérale-provinciale du Fond de développement économique rural (FODER). Cette entente, suivie d'une entente auxiliaire pour le Nord-Est en 1977, injecta la somme, considérable pour l'époque, d'environ 250 millions de dollars dans la transformation de l'économie de la région. Ces ententes suivaient alors les conclusions du rapport Whalen (1964), financé par l'ARDA, qui soutenait que pour être

efficace, toute entente de développement pour le Nord-Est doit viser à augmenter les possibilités d'emplois hors du secteur agricole.

Si la portée et les propositions concrètes de ces ententes demeuraient floues lors de l'adoption de la loi en 1961, puisque celles-ci devaient être négociées subséquemment avec les gouvernements provinciaux pour chacune des régions touchées, la conception de l'économie qui était proposée dans la loi pose d'emblée comme problème « l'utilisation des terres à rendement *marginal* ou *faible* » pour laquelle il faut entreprendre des « projets tendant à l'accroissement du *revenu* et des possibilités *d'emplois* dans les régions agricoles rurales » (cité dans McCrorie, 1969, p. 6, *italiques ajoutés*). Si l'on tient compte du contexte offert par l'étude de Johnson (1999), qui met en lumière les pratiques de subsistance par lesquelles les familles obtiennent de quoi répondre à leurs besoins, il faut noter ce glissement discursif vers le revenu comme moyen de répondre aux besoins matériels. En effet, cette référence à un rendement « marginal », auquel il faut pallier par une augmentation des revenus, laisse entrevoir une position selon laquelle, que leur production soient bonnes ou non, les pratiques économiques par lesquelles les terres sont cultivées pour la subsistance plutôt que pour le commerce sont problématiques car elles ne rapportent pas de revenus et ne participent pas à la croissance. Le discours incite donc à des pratiques de réaménagement de l'économie.

Cette représentation de ce qui est « marginal » à la conception de l'économie proposée par l'ARDA se précise par la suite dans les documents publiés par le Ministère de l'agriculture et par le Ministère des Forêts, inspirés de rapports de l'Observateur de

l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), ainsi que dans les documents des Ententes fédérale-provinciales spécifiques au nord-est du Nouveau-Brunswick. La circulation et la performance des ontologies économiques est d'ailleurs particulièrement intéressantes dans ce contexte, alors que des recherches et réflexions de l'OCDE, dont le siège social est en Europe, sont utilisées pour inspirer des programmes et politiques économiques au Canada et pour transformer les pratiques économiques dans le nord-est du Nouveau-Brunswick.

Cinq thèmes permettent de saisir la conception de l'économie que sous-tend ce programme, soit (1) une conception de l'économie comme une entité qui fonctionne en soi, (2) dont les objectifs et indicateurs ne sont pas sujets à des luttes politiques et (3) permettent de mesurer ce qu'est un « niveau de vie convenable ». Selon cette ontologie économique, il est nécessaire de (4) séparer les pratiques économiques du soutien de la communauté. En dernier lieu, (5) cette conception de l'économie est mise de l'avant en soutien à un modèle politique d'État-providence.

5.1.1 Construction de la nécessité de s'adapter à l'économie

Dans les documents de réflexions « à l'intention des professionnels qui s'intéressent à l'aménagement rural et à l'expansion économique, selon les cadres du programme ARDA » (Canada. Ministère de l'Agriculture, 1963a, 1963b; Canada. Ministère des forêts, 1966a, 1966b), dont la publication a suivi l'adoption de la *Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles*, l'économie est présentée comme une entité autonome à laquelle il est nécessaire de s'adapter. Implicitement, cette conception de l'économie retire l'agentivité des acteurs qui ne peuvent choisir le type de

projets économiques souhaités, mais seulement « stimuler les *nécessaires* modifications structurelles de l'économie » (Canada. Ministère de l'Agriculture, 1963a, p. 3, italiques ajoutées). Jamais n'est-il question de reconnaître que c'est une conception de l'économie qui est mise de l'avant et que celle-ci n'est pas la seule possible : les transformations de l'économie sont nécessaires, et il faut s'y adapter. Tout en argumentant que l'industrialisation est un fait de l'économie auquel il faut s'adapter, les mesures qui sont mises en place visent justement à favoriser cette industrialisation car celle-ci ne se fait pas d'elle-même.

La préface du document de présentation de l'ARDA, signée par Maurice Sauvé, Ministre des forêts et du développement rural, s'ouvre ainsi sur un appel à l'adaptation à la modernité :

Il existe dans nos régions rurales plusieurs centaines de milliers de chefs de famille qui ne sont pas encore parvenus à s'adapter aux exigences de la vie moderne. [...]Le fait que ces gens souffrent de la pauvreté dans notre société opulente n'est guère à notre honneur : nous n'avons pas su prévoir les transformations nécessaires qui auraient assuré de meilleures conditions de vie à l'ensemble de nos citoyens (Canada. Ministère des forêts et du développement rural, 1966a, préface).

Ne reconnaissant pas comme légitimes et valables les conceptions et pratiques économiques des régions rurales, l'ARDA s'appuie ainsi sur une problématisation de la pauvreté. Cette problématisation implique une conception où les différences dans le mode de vie sont associées à une pauvreté, et où les pauvres sont transformés en « assistés » et en un problème « social » nécessitant des interventions (éducation, santé, hygiène, moralité, emploi, bonnes habitudes d'association, d'épargne, de prise en charge de ses enfants, etc.) (Escobar, 1995, p. 23). Cette pauvreté est d'ailleurs mesurée en terme de revenu, ce qui permet d'invisibiliser des pratiques économiques de subsistance,

tout en les délégitimant et les dévalorisant, alors même que l'objectif de l'ARDA est « d'accroître les possibilités de revenus et d'emplois des ruraux » (Canada. Ministère des forêts et du développement rural, 1966a, préface).

Dans le champ de l'agriculture, se fondant sur une conception d'une économie qui s'impose d'elle-même, à laquelle il faut nécessairement s'adapter, l'ARDA propose donc que « les mesures qui seront prises à l'avenir devront de plus en plus être conçues pour adapter l'agriculture aux conditions économiques actuelles et futures » et ainsi « faciliter le transfert de travailleurs hors de l'agriculture, d'encourager l'emploi approprié de la technologie et de capitaux dans ce secteur, de favoriser les changements dans la dimension des exploitations et dans les structures agricoles et de faciliter l'adaptation de la production agricole aux besoins économiques » (Canada. Ministère des forêts, 1966a, p. 1).

Les pratiques économiques liées à cette conception du « développement » visent alors à industrialiser les secteurs où les pratiques économiques de subsistance prévalent, pour les transformer, par exemple dans le cas de l'agriculture, en agro-industrie, notamment par la concentration des terres et l'utilisation accrue de machinerie et d'intrants technologiques tels que pesticides, fertilisants chimiques, etc., qui nécessitent des apports élevés en capitaux. Tel que l'avance Machum (2013, p. 5), les politiques agricoles au Nouveau-Brunswick sont depuis cette période centrées sur la transformation des pratiques agricoles vers une optique entrepreneuriale.

5.1.2 Imposition d'objectifs pour l'économie

Les objectifs de l'ARDA, et par association de l'ontologie économique que ce programme tente de mettre de l'avant, sont ainsi différents de ceux des économies rurales de la région du nord-est du Nouveau-Brunswick dans la première moitié du XXe siècle, tels qu'appréhendés par Johnson (1999), où les besoins en nourriture sont comblés par des pratiques de subsistances familiales et communautaires, et où les revenus d'emplois sont secondaires.

C'est principalement à ces pratiques que l'ARDA s'attaque, car elles ne participent pas aux objectifs d'augmentation des revenus et des possibilités d'emplois. Ainsi, les indicateurs liés à l'emploi, aux revenus et à la croissance deviennent centraux aux politiques économiques (Canada. Ministère de l'expansion économique rurale, 1977, p. 249 ; Canada. Département of regional economic expansion, 1971, p. 1-2, Appendice A, Partie II, p.1-2; Canada. Ministère des forêts et du développement rural, 1966b, p. (ii)). Conséquemment, les revenus sont considérés relativement faibles dans le champ de l'agriculture (Canada. Ministère de l'Agriculture, 1963b, p. 5) puisque cet indicateur ne permet de mesurer que ce qui est vendu par la ferme et non ce qui est consommé sur place, ce qui est échangé ou donné aux voisins et autres membres de la communauté.

5.1.3 Attribution d'indicateurs pour mesurer le niveau de vie "convenable"

Alors qu'un des objectifs est d'assurer un « niveau de vie convenable » (Canada. Ministère de l'Agriculture, 1963a, p. 4), celui-ci est d'emblée problématisé de manière à le lier exclusivement et directement au niveau de revenus des agriculteurs, ce qui invisibilise toute pratique économique autre que commerciale. C'est dans cette optique

que le Ministère de l'agriculture du Canada (1963b, p. 5) affirme que « les experts ont reconnu d'une façon générale que la réalisation de la parité des revenus réels entre l'agriculture et les activités non agricoles était un objectif majeur de la politique agricole » et propose comme « seule solution rationnelle » au « problème des revenus agricoles » de (a) « modifier la structure de l'agriculture », (b) « accroître la mobilité des agriculteurs » et de (c) « mieux les préparer à des emplois non agricoles ». Les mesures mises en place face au « problème » et aux « difficultés » du secteur agricole, toujours quantifié en terme de revenu, visent donc l'agrandissement des fermes et à « encourager activement ceux désirant changer [de secteur pour quitter l'agriculture] et décourager l'achat par la jeune génération de surfaces de terres incapables, dans l'avenir, de faire vivre une famille » (Canada. Ministère de l'Agriculture, 1963b, p. 7).

Dès lors qu'on pose le revenu comme seul indicateur du niveau de vie et comme objectif d'une politique agricole, on problématise la question de manière à rendre invisible l'apport en provisions que peut rapporter l'agriculture pour une communauté. Ainsi, l'utilisation du revenu commercial comme seul indicateur participe à la construction d'une réalité économique où la production pour soi-même est dévalorisée, au point de devenir complètement absente des discours économiques. De plus, le travail des femmes est alors exclu de l'économie, dévalorisé et invisibilisé, comme le démontre Chouinard (1988) qui a étudié la contribution du travail, tant domestique que salarié, des femmes de pêcheurs de la péninsule acadienne au maintien ou en appui au travail de petite production commerciale de pêche de leur mari.

À titre de comparaison, des politiques pour améliorer la production (quantité et qualité) sur les fermes familiales auraient pu avoir un effet positif sur le niveau de vie beaucoup plus marqué. De plus, l'objectif d'assurer un niveau de vie convenable n'est pas basé sur ce qui est considéré convenable par la communauté, mais plutôt selon des standards de comparaison d'indicateurs (taux de chômage, revenus, etc.) associés à une ontologie économique capitaliste et industrielle d'une société de consommation.

C'est d'ailleurs tout un mode de vie que ces ententes tentent de faire disparaître au profit de pratiques économiques liées à la croissance et au revenu :

Grâce à la planification qui s'amorce aujourd'hui, la population rurale, une fois la nouvelle industrie implantée, sera en mesure de faire la transition entre son ancien mode de vie et celui d'une collectivité industrielle et de profiter des débouchés accrus que lui apportent la pêche, l'agriculture, le tourisme et l'industrie (Canada. Ministère des forêts et du développement rural du Canada, 1966a, p. 30).

Ainsi peut-on saisir la portée du concept de lutte ontologique (2013) comme processus chargé de relations de pouvoir où certains « mondes » ou modes de vie sont amenés à exister par des luttes et négociations entre différents mondes et modes de vie, tandis que d'autres deviennent marginaux, perçus de plus en plus comme des domaines du passé, inadéquats. Par l'utilisation de pouvoir financier (par ex. l'investissement de 250 millions de dollars des ententes sur le Nord-Est) et de discours 'd'experts' sur l'économie servant à dévaloriser les savoirs locaux, le programme ARDA tentait d'imposer une conception du monde économique et de faire disparaître certains modes de vie, ou à tout le moins, à les repousser à l'extérieur de ce qui est considéré comme le champ de l'économie, associée à un avenir moderne et au progrès.

5.1.4 Dévalorisation de l'agriculture et séparation du soutien de la communauté

Pour faire adopter des modes de vie et pratiques économiques axés sur le revenu et l'emploi, l'ARDA et les ententes connexes visent explicitement la séparation des pratiques de subsistance, en particulier l'agriculture, du soutien et des objectifs sociaux des communautés. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture affirme qu'« au cours des dix ou vingt dernières années », les préoccupations et objectifs des programmes et des politiques agricoles visaient à dissocier l'agriculture de la communauté et ainsi « assurer à tous les agriculteurs un niveau de vie décent tout en rendant le secteur agricole moins tributaire du soutien de la collectivité qu'il ne l'est actuellement » (Ministère des forêts du Canada, 1966b, p. 7).

Le Ministère de l'agriculture explique ainsi dans son documents de réflexion « De la ferme à l'usine » (1963b) qu'à travers l'implantation d'industries dans les régions rurales et de moyens de transport vers des « régions d'embauche », il cherche à inciter des membres de familles agricultrices à « prendre un métier à l'extérieur, tout en continuant à habiter avec leur famille » afin de transformer les attitudes des agriculteurs « à l'égard des métiers industriels »:

La présence d'amis, de relations et de voisins de leur région, employés dans une activité non-agricole, crée, parmi la population agricole, un climat dans lequel l'agriculture n'est plus nécessairement considérée comme l'objectif social ou économique le plus souhaitable (Canada. Ministère de l'Agriculture, 1963b, p. 8).

En combinaison avec des mesures (incitatifs financiers et autres) visant à décourager les pratiques d'agriculture chez les jeunes, les documents publiés par l'ARDA tentent de transformer le sens qui lui est donné comme soutien social et économique de la communauté. Ils dévalorisent les pratiques agricoles de subsistance en produisant dans le

discours une séparation temporelle et spatiale, comme si celles-ci appartiennent à une autre époque temporelle révolue et en associant la ruralité à une arriération:

Les problèmes les plus graves se présentent lorsque plusieurs de ces facteurs [structure des exploitations et les caractéristiques des exploitants (âge, compétence)] se conjuguent; par exemple dans le cas de petites exploitations mal gérées et situées dans des régions rurales arriérées, désavantagées par des conditions naturelles (Canada. Ministère des forêts, 1966b, p. 3).

Parallèlement, l'attention est mise sur la définition de ce en quoi consiste une exploitation viable dans le contexte familial. Ainsi, le Ministère des forêts du Canada (1966b) précise que le terme d'exploitation familiale « ne s'applique plus au type d'exploitation paysanne », mais plutôt à « une exploitation gérée d'une manière rationnelle par une ou deux familles à plein temps ». Ainsi ce document explique que les gouvernements doivent mettre en place des mesures « qui répondent à la nécessité de créer des exploitations familiales viables » où « [l]'exploitant, pour avoir sa part de la prospérité générale, doit se trouver à la tête d'une entreprise de dimension économique de plus en plus importante » (Canada. Ministère des forêts, 1966b, p. 4). Selon ce même document, les exploitations paysannes, axées sur des pratiques économiques de subsistances, et ainsi « non viables », ne doivent pas faire l'objet de mesures ou programmes gouvernementaux.

Un autre aspect encourageant la séparation de l'agriculture de la communauté est l'accent accru mis sur la production agricole destinée à la transformation à grande échelle, dans une optique d'exportation et de vente sur de plus grandes distances. Ainsi, Machum (2012) cite une étude de trois ans menée par le gouvernement du Nouveau-Brunswick (1974 à 1977) visant à trouver des moyens d'encourager la création d'emplois dans les industries de transformation de la nourriture et d'augmenter la

production alimentaire en ayant une production « toujours plus grande de matériel [produits agricoles] à des prix toujours plus bas afin d'assurer la croissance et le profits » (Machum, 2012, p. 6, traduction libre). C'est dans une telle optique que l'entente générale de 1971 entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Nouveau-Brunswick met l'accent sur l'utilisation des ressources primaires et sur « l'établissement, l'expansion ou la modernisation des installations de transformations ou manufactures » (Canada. Department of regional economic expansion, 1971, Appendix A, Part IV, p. 1-3, traduction libre).

5.1.5 Liens entre l'ontologie économique et le système politique

Si les transformations de l'économie sont présentées comme nécessaires, inévitables, et mues d'elles-mêmes, le lien entre le système politique et cette nécessité de transformer l'économie est sous-entendu, bien que peu mentionné dans les documents de l'ARDA. En effet, en combinaison avec le programme *Chances égales pour tous* du gouvernement libéral de Robichaud, l'ARDA participe à la mise en place d'un système politique d'État-providence au Nouveau-Brunswick (Thériault, 2001, p. 50). C'est ainsi que les revenus de l'emploi, avec les impôts associés, sont perçus comme nécessaires à la mise en place d'un tel système de services gouvernementaux et que les régions rurales sont présentées comme ne participant pas suffisamment financièrement aux revenus de la province :

Le Nouveau-Brunswick, comme d'autres parties du pays, doit faire face à une période de transition caractérisée par l'urbanisation et l'industrialisation, la baisse de la population agricole et l'augmentation de l'âge moyen des agriculteurs, sans toutefois oublier l'incapacité toujours plus grande des collectivités rurales de subvenir aux frais accrus dans les domaines éducatifs et sanitaires, etc. (Canada. Ministère des forêts et du développement rural, 1966a, p. 32).

L'entente auxiliaire sur le Nord-Est affirme quant à elle son orientation idéologique de soutien à l'État-providence dans le texte-même de l'entente en posant les régions rurales comme dépendantes de la province :

Idéologiquement, la nouvelle stratégie sera fondée sur la nécessité de réduire la dépendance de la région envers les deux gouvernements en matière de financement et d'initiatives et de promouvoir son autonomie (Ministère de l'expansion économique rurale, 1977, p. 250).

Ainsi, faut-il comprendre que l'ontologie économique est liée à un système politique, et que pour promouvoir différentes ontologies économiques, il semble important d'apporter à la fois des réflexions sur les systèmes et objectifs politiques qui y sont liés.

Armé de financement et de discours axés sur l'expertise économique, le programme ARDA et les ententes sur le Nord-Est proposent une ontologie économique axée sur la nécessité de transformations des pratiques pour augmenter les revenus et les emplois, articulée à une vision politique d'uniformisation des services. Ils ont d'ailleurs partiellement réussi à invisibiliser les pratiques liées à la subsistance des discours économiques.

CHAPITRE 6. RESISTANCES ET POLITISATION D'UNE IDENTITE ACADIENNE

En ne contestant pas le discours dominant par rapport à l'économie, il devient difficile de mettre en valeur des pratiques économiques qui opèrent selon une logique différente de celle mise de l'avant par les politiques de développement régional des ententes ARDA et auxiliaire sur le Nord-Est. De manière parfois imprécise, ou alors en adoptant les termes de référence de l'ontologie économique privilégiée par ces programmes gouvernementaux, des contestations émanèrent tout de même d'une partie du mouvement étudiant acadien, du Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN) instauré dans le cadre de l'ARDA, puis des projets économiques proposés par le Parti acadien, formé en 1972.

6.1 Demandes d'autonomie culturo-linguistique

Vers le milieu des années 1960, à la même époque que les projets modernisateurs d'ARDA, les discours du mouvement étudiant de l'Université de Moncton et des collèges classiques acadiens participent à la contestation des élites acadiennes locales et à l'intégration politique, économique et sociale des Acadiens à la province du Nouveau-Brunswick, que l'on souhaite bilingue. Cependant, à partir de 1968, une partie du mouvement étudiant acadien critique ces discours d'intégration et se fait plutôt contestataire du projet modernisateur du Premier ministre libéral de la province, Louis J. Robichaud, incarné par le *Programme Chances égales pour tous*, et par la mise en place de l'État-providence dans une optique d'uniformisation des services par la centralisation de leur gestion.

Ainsi, dans la première moitié de la décennie 1960, une partie des discours du mouvement étudiant contestent principalement la « culture du silence, du secret et du privilège » chez l'élite acadienne (Belliveau, 2004, p. 62) qui domine avec le clergé les structures locales acadiennes (Thériault, 2001, p. 51). Au cours de cette première partie de la décennie, les discours du mouvement étudiant acadien « adhèrent à une philosophie de la participation » des Acadiens à la vie politique et socioéconomique provinciale (Belliveau, 2004, p. 74) et sont compatibles avec l'optique modernisatrice de Robichaud et du programme ARDA. Ce n'est qu'à partir de 1968 que Belliveau (2004) identifie le passage vers un discours néonationaliste ramenant à l'avant-scène les préoccupations sur l'autonomie des institutions acadiennes¹⁴ (Thériault, 2001, p. 52) et au sein duquel l'accent est « placé sur l'acquisition de droits collectifs et d'institutions propres à la communauté linguistique (le rattrapage passe désormais par un respect de la spécificité acadienne) » (Belliveau, 2004, p. 74)¹⁵.

Malgré l'intérêt des études de Thériault (2001) et Belliveau (2004), celles-ci sont centrées principalement sur les discours des élites et mettent en relief de quelle manière ceux-ci se sont appropriés, ont transformés et ont mis de l'avant certaines façons de représenter l'économie et son lien avec l'identité acadienne. Or, bien peu des éléments mentionnés permettent de saisir la transformation des pratiques économiques

¹⁴ Comme lors de la première moitié du siècle au cours duquel le mouvement coopératif, mené par le Père Livain Chiasson et Martin Légère dans le Nord-Est acadien, vise la création d'institutions proprement acadiennes, celles-ci redeviennent partie intégrante du discours. Si au temps de Chiasson et Légère, ce discours restait dans le secret, le mouvement étudiant acadien ne se gêne pas pour le faire entendre (Légère, 1996).

¹⁵ Malgré une réflexion pertinente et éclairante sur la complexe relation qu'entretiennent les mouvements sociaux acadiens, en l'occurrence le mouvement étudiant et celui de l'élite traditionnelle, avec le projet modernisateur de Robichaud, l'accent mis par Belliveau sur le « rattrapage » est symptomatique de la dominance d'un discours économique au sein duquel la réduction des disparités est toujours envisagée comme le but de l'appropriation des institutions et de l'économie.

quotidiennes au-delà des discours d'élites dans le nord-est du Nouveau-Brunswick. Pour pallier à cette absence et saisir l'étendu de l'impact des programmes ARDA et *Chances égales pour tous*, l'étude de Johnson (1999, p. 70) est fort utile puisqu'elle démontre que les interventions étatiques ont mené à un fort déclin de l'agriculture, alors que le nombre de fermes a chuté de 4 571 en 1951 à 365 en 1971 dans le comté de Gloucester (qui couvre la majorité du territoire du nord-est du Nouveau-Brunswick). Bien que les pratiques de subsistance liées à l'agriculture sont rendues invisibles par les statistiques sur l'emploi, il est pertinent de mentionner qu'environ 30% de la population totale du Nouveau-Brunswick oeuvrait dans des emplois agricoles dans les années 1950 alors que ce pourcentage tombe à moins de 5% au début des années 1970 (Machum, 2012, p. 6).

6.2 Le Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN)

Le gouvernement fédéral, dans le cadre des ententes de l'ARDA, souhaitait miser sur une participation et une collaboration des gens des régions à la mise en œuvre d'un plan de développement. Ce plan devait cependant être élaboré selon l'ontologie économique expliquée plus haut, soit en lien avec des objectifs d'augmentation des revenus et des emplois. La première entente ARDA pour le nord-est du Nouveau-Brunswick énonçait ainsi des mesures de participation, dont la création du Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN) qui fut mis sur pied dès le lancement du plan de développement en 1966. Des délégués furent élus à l'échelon local et formés en conseil, et un comité exécutif fut chargé de sa gestion (Even, 1972, p. 413).

Si, dès les débuts, les membres du CRAN étaient surtout choisis parmi l'élite (7 membres enseignants, médecins ou ecclésiastique sur 14) (Even, 1970, p. 413), l'arrivée au CRAN

d'André Boudreau, de Nigadoo, et de Michel Blanchard, de Caraquet – récemment expulsé de l'Université de Moncton pour son rôle joué dans les manifestations étudiantes de 1968-1969 et s'étant soldé par la fermeture du département de sociologie – amenait un air de revendication au travail du CRAN. Via un travail d'animation sociale et d'organisation communautaire, une forte résistance aux discours et pratiques du développement de l'ARDA se mirent en place. Au lieu de participer à l'implantation des réformes proposées, les membres du CRAN favorisèrent la réflexion et l'action politique des Acadiens du nord-est du Nouveau-Brunswick.

Sans nécessairement prétendre que celles-ci soient représentatives de toutes les activités du CRAN, deux initiatives permettent d'illustrer les luttes et le rapport complexe des mobilisations du CRAN avec l'ontologie économique proposée par les programmes ARDA: (1) « l'Enquête participation » du comité d'action sociale du CRAN ayant menée à la rédaction du Rapport Ouellette (1968); et (2) leur rôle d'organisateur dans la « Révolte des chômeurs du Nord-Est » à l'hiver 1971.

6.2.1 Enquête-participation : transformer la problématisation de la pauvreté pour proposer une ontologie économique distincte

Mobilisant plus de 2000 bénévoles pour sonder 10146 hommes et 8919 femmes, Even décrit cette enquête-participation¹⁶ comme une « véritable mobilisation générale » qui « n'a pu qu'entraîner une sensibilisation » (Even, 1972, p. 419-420, souligné par

¹⁶ Malgré une recherche dans plusieurs centres d'archives au Nouveau-Brunswick, le Rapport Ouelette dans sa version complète n'a pu être retrouvé; seul un document en anglais qui semble être un résumé du Rapport Ouelette, rédigé sans doute pour des fonctionnaires unilingue anglophone, a été retrouvé. Cependant, à partir de ce document en anglais, et de la discussion que présente Even (1972, pp. 419-425) du Rapport Ouelette, il est possible de dégager une certaine compréhension du processus et de la conception ontologique de l'économie mise de l'avant par les rédacteurs du rapport à partir des sondages effectués. Les questions posées ne sont cependant pas disponibles, et il n'est pas possible de savoir, par exemple si des questions différentes ont été posées aux hommes et aux femmes (nommés « chefs de familles » et « mères de familles » par Even (1972, p. 420)).

l'auteur). Dans un premier lieu, le rapport tente de contester, même si ce n'est qu'en surface, la conception de la pauvreté telle qu'elle est problématisée par le programme ARDA et analysée dans la section précédente. Ainsi, Even cite les résultats de l'enquête qui révélaient, sans préciser cependant comment était posée la question, que « 73,5 % des chefs de familles ne sont pas satisfaits de leurs conditions de vie et que 84% estiment que leur localité n'est pas prospère » (Even, 1968, p. 420). L'accent semble alors être mis sur les conditions de vie en général, et non seulement sur le revenu et l'emploi. Les conditions de vie nécessitaient ainsi, selon les participants au sondage, une certaine amélioration. Les auteurs du rapport ajoutaient cependant une mise au point pour préciser que leurs conditions de vie, présentée comme un état de pauvreté par l'ARDA, ne signifie pas « des conditions de vie déplorables » :

À la pauvreté est associée souvent l'idée de conditions de vie déplorables où pullulent la malpropreté, l'immoralité et le crime, ce n'est pas le cas en général dans les zones enquêtées et le rapport tient à le dire pour l'honneur de la population en cause. À la pauvreté est également associée l'idée d'une population quémandeuse, paresseuse, et réclamant sans cesse des « hand-outs » pour assurer sa vie au dépend des plus fortunés, sans nier les effets déplorables d'un système de service et d'assistance sociaux archaïques et à valeur éducative nulle, la population réclame assistance et service parce qu'elle est vraiment dans le besoin (Ouellette, 1968, cité dans Even, 1970, p. 420).

Cette citation illustre bien la relation complexe avec le projet politique d'État-providence « moderne ». En effet, il y a un certain paradoxe entre remettre en question la pauvreté de la population—ou à tout le moins l'idée de celle-ci, tel que véhiculée par l'ARDA—et réclamer de l'assistance et des services. Ceux-ci sont à la base associés à un modèle d'État-providence qui s'appuie sur le modèle économique de croissance, de revenu et d'emplois pour financer l'offre de ces services et de cette assistance.

Ainsi, suite au sondage de la population du Nord-Est, les membres du Comité d'action sociale du CRAN ayant rédigé le rapport Ouelette (1968) ont fait état d'une divergence

entre les aspirations de la population et les interventions proposées par le programme ARDA pour augmenter la croissance et la création d'emplois de la région. Ils résumaient ainsi leur compréhension des mesures du plan de l'ARDA :

1. la relocalisation du plus grand nombre possible de familles rurales vers les centres approuvés ;
2. l'éducation de la population pour atteindre le niveau d'instruction requis par l'industrie et la technologie moderne ;
3. la mise à niveau de la population adulte pour qu'elle puisse trouver des emplois lucratifs ;
4. le développement de centres approuvés, comme unités distinctes de la région ou centres auto-suffisants (Ouellette, 1968, p. 4-5).

En contraste avec ces objectifs, les aspirations de la population notées dans le Rapport Ouellette déplaçaient l'attention d'une ontologie économique axée sur les pôles de croissance et sur la création d'emploi via l'urbanisation par la promotion de « centres approuvés ». Elles se recentraient plutôt sur la relation spatiale avec le territoire, à travers le « vivre ici », sur les besoins à combler, et sur un aspect psychosocial de confiance en soi, au niveau collectif et individuel (Ouellette, 1968, p. 5).

Le Rapport appelait ainsi le CRAN à s'opposer aux objectifs officiels de l'ARDA et à les changer pour les aligner avec les aspirations de la population, détaillées comme suit :

1. Vivre;
2. Vivre ici;
3. Vivre ici en exploitant ses ressources humaines et physiques;
4. Vivre ici dans des perspectives d'avenir rassurantes;
5. Vivre ici dans la certitude et la conscience qu'il y bâtit quelque chose de durable et de valable;
6. Vivre ici en démontrant qu'il est capable de créer quelque chose d'original et de distinctif, conforme à son genre individuel et collectif;
7. Vivre ici, non pas en parent pauvre, récipiendaire servile de son pain quotidien, de son logement, de son genre de vie personnel et familial et social, mais en partenaire digne et responsable au sein de la collectivité canadienne;
8. Vivre ici en répondant intelligemment et en collaborant positivement à tout effort d'amélioration du sort qui est en premier lieu le sien, et non pas celui d'un autre. « We may be ignorant, but we are not stupid ». (Ouellette, 1968, p. 6)

L'économie et le mode de vie sont présentés comme à construire et « à bâtir », dans le respect et la valorisation des spécificités d'un genre individuel et collectif, laissant

entrevoir une ontologie où l'économie est beaucoup plus liée au milieu et au territoire, ainsi qu'à la valeur de préserver ce milieu pour assurer une durabilité au mode de vie.

Il est intéressant de noter le passage vers l'anglais à la fin des énoncés des aspirations des « gens du Nord », tels que sont nommés les participants au sondage dans le Rapport Ouellette. La complexe relation à la langue y est illustrée. Alors que le français est la langue d'usage courante et que tous les énoncés sont en français, les membres du Comité d'action sociale ont tout de même souhaité faire passer un message en anglais selon lequel leur ignorance ne signifie pas pour autant qu'ils soient stupides. Ce message s'adresse-t-il aux fonctionnaires unilingues anglophones administrant le programme ARDA, ou s'appuie-t-il plutôt sur le statut social de l'anglais, langue dominante, bien que contestée, des institutions politiques et économiques de la province pour renforcer leurs aspirations?

De plus, les aspirations de la population ne sont pas, comme le souhaiteraient le programme ARDA, d'obtenir des emplois avec des revenus de plus en plus élevés, pour ainsi assurer une croissance du PIB. L'ontologie économique présentée et la conception de l'économie est beaucoup plus rattachée au milieu naturel, et au territoire, exprimé par le « vivre ici ». Le Rapport Ouelette résume ainsi :

Les aspirations foncières, l'enquête-participation le dit clairement, sont de vivre ici en continuant de s'occuper de la terre, de la mer et de la forêt et de tout ce qui s'y rattache ou en découle (Ouelette, 1968, p. 40, cité dans Even, 1970, p. 422).

L'utilisation du terme « s'occuper » est ici intéressante, et évoque une ontologie économique où la relation avec le milieu naturel est davantage axée sur des pratiques qui s'en soucient et visent à en prendre soin. Celui-ci fait contraste à l'ontologie économique

proposée par l'ARDA où le lien avec le milieu naturel s'opère dans une logique d'exploitation pour en ressortir des revenus et faire croître l'économie.

Toutefois, tel que mentionné au préalable, la relation avec l'ontologie économique mise de l'avant par l'ARDA est complexe. L'étude de Johnson démontre bien que l'ontologie qui prévalait au cours de la première moitié du XXe siècle dans le nord-est du Nouveau-Brunswick comprenait aussi des emplois rémunérés et du travail salarié, dans les secteurs forestiers par exemple (Johnson, 1999, p. 58). D'ailleurs, ces secteurs et les travaux salariés qui y étaient associés n'impliquaient pas forcément la relation de soin évoquée dans le Rapport Ouelette.

Ainsi, je n'affirme pas que l'ontologie économique qui prévalait dans le Nord-Est avant le programme ARDA excluait le travail salarié et impliquait seulement des relations de soin avec le milieu naturel – ce n'était pas le cas. J'expose plutôt que le programme ARDA, par l'ontologie économique qu'il propose, repousse à la marge toutes les pratiques qui n'impliquent pas de travail salarié et que celui-ci est proposé comme le seul travail qui fasse partie de l'économie. Le Rapport Ouelette (1968), qui exhorte le CRAN à s'opposer aux objectifs de l'ARDA, laisse entrevoir qu'une différente conception de l'économie est partagée par la population sondée. La résistance aux objectifs de l'ARDA laisse ainsi entrevoir une lutte ontologique entre différentes conceptions de l'économie. De plus, les complexes rapports, situés entre contestation et participation, que la population entretient avec l'État-providence moderne et le travail salarié permet de saisir

la difficile résistance à une ontologie hégémonique qui valorise certaines pratiques tout en en délégitimant d'autres.

6.2.2 La « Révolte des chômeurs du Nord-Est »

Quelques années plus tard, cette complexe relation s'illustre aussi dans les mobilisations du CRAN qui fut nommée la « Révolte des chômeurs du Nord-Est » (Godin, 1972). Il faut le rappeler, le nombre de fermes avait alors diminué de 4571 en 1951 à 365 en 1971 dans le seul comté de Gloucester (qui couvre la majorité du territoire du nord-est du Nouveau-Brunswick) (Johnson, 1999, p. 70). Cette baisse drastique n'est pas surprenante car l'agriculture, la pêche, et les autres activités pratiquées jusqu'alors dans une logique économique de subsistance sont au cours de ces décennies la cible d'interventions gouvernementales visant à industrialiser ces secteurs au sein d'entreprises de grande taille et à repousser à la marge de l'économie les pratiques de production pour la propre consommation. Ainsi, les jardins et l'élevage d'animaux à petite échelle pour assurer une partie de la subsistance de la famille ne sont plus considérés comme des fermes participant à l'économie, mais plutôt comme des passe-temps qui ne sont plus comptabilisées.

En parallèle aux interventions pour industrialiser ces secteurs par les ententes ARDA et FODER, les politiques publiques fédérales d'assurances-chômage, liées à l'État-providence, furent par ailleurs élargies à partir de 1957 pour inclure les travailleurs saisonniers (Johnson, 1999, p. 69). Ainsi, en participant au travail salarié de ces industries, les travailleurs agricoles, des pêcheries et autres s'assuraient un revenu pour l'année sous la forme de primes d'assurance-chômage pour le travail effectué durant

l'été. De travailleurs paysans pratiquant une agriculture et pêche de subsistance, suppléée évidemment d'emplois salariés, ceux-ci deviennent des chômeurs dont le travail n'est reconnu comme faisant partie de l'économie que quelques semaines par année. La subjectivité de « chômeurs » devient ainsi une partie importante du rôle économique auquel s'identifient les gens du Nord-Est qui œuvrent dans les secteurs associés à l'économie rurale saisonnière.

Dans ce contexte, la « Révolte des chômeurs » illustre comment le CRAN, tout en contestant l'ontologie économique proposée, tel que le fait le Rapport Ouelette, y participe aussi en tentant d'en tirer partie. À l'hiver 1971, le CRAN joua par exemple un rôle d'organisateur dans la « Révolte des chômeurs du Nord-Est » qui visait à dénoncer le peu d'occasions d'emplois dans la région et la concentration des emplois gouvernementaux dans le sud de la province. Mille huit cents mises à pied dans les mines et les usines de pâtes et papiers de la région venaient alors d'être annoncées et le gouvernement décidait de mettre à pied 34 employés du bureau d'assurance-chômage de Bathurst pour centraliser le tout à Moncton (Godin, 1972).

Pour contester cette situation, une « journée de réflexion » eut lieu à Bathurst le 16 janvier 1971, et fut suivie de manifestations au cours des mois subséquents alors que les dossiers d'assurance-chômage envoyés à Moncton étaient égarés et que ceci résultait dans le retard des chèques de paiement. Tout en participant au modèle économique proposé – dont l'assurance-chômage, qui était l'un des éléments de l'État-providence – les conceptions économiques sous-jacentes étaient aussi contestées lors de ces

manifestations. Les revendications incluait ainsi le peu de contrôle sur les emplois dans la région, lié à un modèle économique basé sur l'industrialisation pour satisfaire des marchés extérieurs, en parallèle à la contestation de facteurs politiques, linguistiques et identitaires, tels les décisions gouvernementales provinciales prises en faveur du sud, plus anglophone, de la province (Godin, 1972).

L'assurance-chômage, principalement utilisé pour les secteurs saisonniers comme la pêche, devenait ainsi l'un des éléments importants de l'ontologie économique du nord-est du Nouveau-Brunswick et était articulé à la sauvegarde d'un mode de vie rural. Au cours de la première moitié des années 1970, et précédant l'Entente auxiliaire sur le Nord-Est, des consultations publiques eurent lieu et sont décrites par Savoie (1981). Savoie fait état d'une position majoritaire des participants aux consultations selon laquelle la protection du caractère culturel et du mode de vie rural du Nord-Est, lié à une ontologie économique axée sur les liens avec le milieu naturel, devait être centrale à tout effort de développement :

But a larger number of presentations [en comparaison avec les présentations qui argumentaient que les infrastructures industrielles devaient être augmentées] emphasized the need to retain the unique cultural and rural lifestyles of the northeast. They were highly critical of federal 'experts' and 'planners' imposing their ready-made solutions on the area. In the past, these had included unsuccessful attempts to urbanize what they maintain was, and should remain, an essentially rural society – (...). Several written briefs highlighted the fact that the northeast was particularly rich in such natural resources as fishing, forestry, agriculture, and mining. However, they argued that economic activity in these areas had been allowed to decline over the years, giving precedence to industrial development. They went on to suggest that future development efforts should be directed to rural areas where residents are experienced and motivated to work in the resource sector. They recognized that resource sector employment is very often seasonal, but added that residents were willing to accept the inconveniences of such employment opportunities if, in turn, they could retain their indigenous way of life » (Savoie, 1981, p. 79).

Les mobilisations du CRAN contribuèrent d'ailleurs à la fondation du Parti acadien en 1972, dont plusieurs des membres fondateurs avaient aussi fait partie du CRAN.

6.3 La fondation du Parti acadien

L'effervescence des mouvements sociaux d'auto-détermination, de libération et d'indépendance d'après la Seconde Guerre Mondiale, tant en Europe et en Afrique que plus près au Québec est un élément qui permet de contextualiser les mobilisations acadiennes du Nouveau-Brunswick à cette même époque (Chiasson, 2014). Les professeurs coopérants français Alain Even et Jean-Paul Hautecoeur, tous deux influencés par les théories tiers-mondistes et critiques jouèrent un rôle dans les réflexions sur l'application des concepts anti-colonialistes dans le contexte acadien (Massicotte, 2008, p. 5), notamment en réaction au projet de modernisation libérale du gouvernement Robichaud et du programme ARDA. Les mobilisations du CRAN, qu'Even (1972) étudiait dans sa thèse de doctorat, alimentaient d'ailleurs les réflexions sur l'affirmation politique des Acadiens au sein de l'économie.

Le Manifeste du Parti acadien, document fondateur de ce Parti politique provincial, dont le contenu s'inscrit indubitablement en réaction aux projets de l'ARDA, affirme ainsi s'inspirer directement de la thèse de doctorat d'Even pour ce qui est de la section sur l'économie (Chiasson et collab., 1972, p. 49). En réaction à l'ARDA, Euclide Chiasson (2014), qui fut l'un des fondateurs du Parti acadien en 1972 et son premier président, raconte que le Parti acadien se voulait un projet collectif mobilisateur pour le peuple acadien et était à la base influencé par des traditions socialistes et sociale-démocrates. La conception du développement et de l'économie proposée par le Parti était ainsi distincte des théories de la modernisation, de l'industrialisation et des pôles de croissance qui inspiraient alors les politiques de développement régional au niveau fédéral et provincial.

D'ailleurs, dans son Manifeste, le Parti acadien s'inspirait des courants d'autogestion et d'autosuffisance, mais aussi des projets de coopératives du Père Moses Coady. Le nord-est du Nouveau-Brunswick était, comme je l'ai déjà mentionné, majoritairement rural, et regroupait la majorité de ceux qui s'auto-identifiaient comme Acadiens. Le Parti acadien, fondé dans cette région du Nouveau-Brunswick, cherchait ainsi à promouvoir un projet de développement qui s'appuie sur un mode de vie rural mais qui soit radicalement différent du modèle de développement rural proposé par l'ARDA : un « projet de développement rural axé sur un système de villages planifiés aspirant à l'autosuffisance par l'organisation d'un réseau de coopératives de production et de consommation » (Gauvin et Jalbert, 1987, p. 14). Le Manifeste décrit ainsi ce village planifié :

Le village sera de forme rectangulaire...en somme, une ouverture dans la forêt qui l'entourera complètement. Tout son sol en culture formera une unique ferme collective. Ses édifices soigneusement construits se rassembleront au centre de la place, selon le principe de l'habitat groupé. Les bâtiments se diviseront en trois zones distinctes : a) zone domiciliaire b) zone commerciale c) zone de l'école, de la bibliothèque, du centre d'éducation permanente et de l'hôpital. La forêt sera sous gérance et constituera une vaste ferme forestière. La planification du village dépendra de l'équipe formée au centre d'éducation permanente (Chiasson et collab. 1972, p. 70).

Cette proposition de village planifié, au-delà de ses liens avec les courants socialistes, est cependant intéressante pour approfondir les présupposés des propositions économiques du Parti acadien et pour explorer des éléments de l'ontologie économique proposée. Ainsi, celui-ci tente de proposer un autre discours sur l'économie en milieu rural, arrimé à un système politique décentralisé et différent de l'État-providence moderne :

À cette équipe [du centre d'éducation permanente] viendrait se joindre tous les assistés sociaux (capables de travailler) et les chômeurs, de sorte que chacun contribuerait au développement du pays qui lui assure sa subsistance. En d'autres mots, lorsqu'un citoyen demanderait de l'aide de l'état [*sic*], celui-ci lui offrirait ce secours en lui permettant de gagner un revenu équitable pour un travail utile (Chiasson et collab., 1972, p. 71).

Ainsi, lorsqu'on en approfondit l'analyse, certains éléments ontologiques du discours économique proposé par le Parti acadien (1) indiquent une tension entre les savoirs

experts et savoirs locaux de l'économie, (2) expriment de manière complexe la remise en question de la problématisation de la pauvreté, (3) tentent de revaloriser la ruralité et un mode de vie rural acadien ainsi que (4) les liens entre l'agriculture et la communauté, contribuant ainsi à un certain questionnement de l'ontologie économique dominante et permettant une partielle réouverture de celle-ci pour y inclure des pratiques mises à la marge. Il est toutefois important de noter qu'aucun de ses villages ne fut réellement mis sur pied, mais que l'idée de ceux-ci eut tout de même une influence.

6.3.1 Construction et valorisation des savoirs : entre savoirs experts et savoirs locaux

La section économique du Manifeste du Parti acadien s'ouvre sur ses mots : « Si vous faites de l'économie votre affaire, si vous êtes un professionnel, j'allais dire un expert en économie, ce premier exposé n'est pas pour vous. Il ne veut rien enseigner; il veut tout simplement essayer de voir, non de comprendre, où est l'économie » (Chiasson et collab., 1972, p. 45). D'emblée, le Manifeste met ainsi en tension le savoir expert et les savoirs locaux sur l'économie.

Cependant, il dévalorise aussi ce second : « le développement économique du peuple acadien est une urgente question d'ordre social qui est en disproportions avec nos connaissances » (Chiasson et collab., 1972, p. 45). Il s'appuie, comme le faisait Even (1972), sur les indicateurs économiques liés à l'ontologie dominante et à un savoir « expert » sur l'économie (main d'œuvre, niveau de revenu inférieur à la moyenne provinciale, etc.) pour affirmer que les Acadiens vivent dans un état de « sous-développement » (Chiasson *et collab.*, 1972, pp. 45-46). L'adoption de ces indicateurs, basés sur une conception de l'économie, contribue à une reproduction homogénéisante

de l'économie où il faut adopter des indicateurs uniformes pour s'y comparer et se percevoir en tant que « sous-développé ». Au niveau de l'alimentation, l'extrait suivant du Manifeste démontre bien l'incohérence qui s'installe lorsque des indicateurs sont imposés pour mesurer le niveau de vie :

Alors qu'aux États-Unis, on fixe à \$25 par mois les dépenses moyennes de nourriture adéquate par tête pour les familles appartenant au dernier tiers de revenu, au Canada, ce minimum est de \$30 à \$33 par mois. Dans notre région, les dépenses de nourriture par tête s'élevaient à \$14.50 par mois (Chiasson et collab., 1972, pp. 52).

Au lieu de mesurer si les gens souffrent de la faim, on calcule les dépenses liées à la nourriture et conclut que les gens de la région sont en situation de manque, d'inadéquation, de pauvreté. Pourtant, cette approche ne permet pas de tenir compte du niveau de contribution des pratiques économiques agroalimentaires de subsistance qui participent à combler les besoins en nourriture : et si c'est parce que les gens produisent une partie de leur nourriture et n'ont pas besoin de l'acheter que les dépenses en nourritures sont aussi basses? Ici, l'idée n'est pas de nier que certains biens matériels qui peuvent être souhaitable et qui manquaient aurait pu permettre d'améliorer le niveau de vie, mais plutôt de voir que la manière de mesurer le niveau de vie contribue à créer un sentiment d'inadéquation, de manque, liés à une subjectivité « sous-développée ».

6.3.2 Remise en question de la problématisation de la pauvreté

L'état de pauvreté des Acadiens est répété à maintes reprises dans le Manifeste.

L'ontologie économique dominante et la problématisation de la pauvreté par les experts y sont partiellement acceptées :

Après s'être fait répéter pendant plus de dix ans par toutes sortes d'experts à quel point les Acadiens sont pauvres, il est presque superflu de donner les chiffres. Les gens de nos villages nous le répètent assez souvent; il est temps de passer à l'action au lieu de continuer la situation qui, pour eux, est très claire. Et ils ont raison. Ils sont pauvres. Ils le sentent. Ils le savent. On en a assez parlé. C'est de l'action qu'il leur faut. (Chiasson et collab., 1972, pp. 49).

Le Manifeste constate aussi que cette conception de l'économie affecte les perceptions en instaurant une comparaison où des critères créent ce sentiment de ne pas avoir assez de biens matériels :

Nous en sommes rendus à un point où les populations de la culture de la pauvreté [les Acadiens ruraux] ont tout juste de quoi manger. Même lorsqu'ils ont le nécessaire, les membres de cette culture se trouvent pauvres et défavorisés par rapport aux autres dont le standard de vie est très élevé » [...] Leur culture de la pauvreté tout en étant une conséquence d'une exploitation capitaliste ou impérialiste est aussi une forme de résistance à la culture qu'on voudrait leur imposer et aux changements qu'on voudrait leur faire accepter (Chiasson et collab., 1972, pp. 56).

Comme l'avancé Even (1972), le Parti acadien conçoit que le refus de s'intégrer au mode de vie et au modèle économique que tente d'imposer l'ARDA et le programme de réforme modernisatrice de Robichaud est un acte de résistance. Le Parti acadien, par son projet de développement rural axé sur les villages ruraux, cherche donc à tenir compte de ce qu'il considère comme une culture qui valorise un certain mode de vie qui résiste à l'urbanisation et à l'industrialisation et cherche à améliorer les conditions de vie sans nécessairement faire adopter aux gens la culture dominante liée à la modernité. Il cherche à lutter contre l'imposition de ce qu'il conçoit comme une économie et des normes impérialistes et coloniales :

Parce que de culture différente et parce qu'ils étaient les maîtres en leur domaine, les nouveaux arrivants, qu'ils soient Français par rapport aux Indiens, Espagnols par rapport aux gens d'Amérique latine, Américains par rapport aux Noirs ou Anglais par rapport aux Acadiens et à certains groupements de Canadiens Français, les nouveaux venus s'accaparèrent du pouvoir et fixèrent comme normes sociales et culturelles celles qu'ils connaissaient et qui les différenciaient des autochtones. Ce faisant, ils reléguèrent en seconde place ceux qui ne participaient pas à leur coutumes (Chiasson et collab., 1972, pp. 56).

Le Parti acadien, en discutant du champ de l'économie comme lieu de luttes entre différentes cultures économiques, participe d'ailleurs à la réouverture de l'ontologie économique. Contrairement à la conception qu'en avait l'ARDA, l'économie n'est pas pour le Parti acadien une entité qui s'impose d'elle-même : l'agentivité des acteurs et

leur rôle dans la création et la construction d'une économie qui leur soit propre est possible et permet de rouvrir l'ontologie économique.

6.3.3 Revalorisation de la ruralité et d'un mode de vie rural acadien

À partir de cette analyse, les auteurs du Manifeste du Parti acadien tentent de voir comment pourrait être construite une économie qui soit proprement acadienne et ancrée dans la ruralité : « La tâche du gouvernement n'est plus de se prononcer vaguement en faveur des agriculteurs (surtout dans des discours d'apparat), mais d'organiser de toute pièce une agriculture acadienne » (Chiasson *et collab.*, 1972, pp. 47).

L'agriculture acadienne proposée par le Parti acadien, via le projet de développement rural par les villages planifiés, permet d'ailleurs de remettre en question l'ontologie économique visée par l'ARDA, alors que la production pour répondre à ses besoins fait aussi partie de l'économie :

L'urbanisation trop poussée deviendra en quelque sorte le triomphe du capital dans le sens du « triomphe du médecin » dans la comédie de Jules Romains où il fait dire au docteur Knock que « les gens bien portants sont des malades qui s'ignorent ». De même, dans les régions rurales, les gens qui se nourrissent eux-mêmes, qui se logent de matériaux de la forêt, qui parviennent à se fabriquer quelques articles de vêtements seraient, eux, des *consommateurs* qui s'ignorent. On sacrifierait irrévocablement l'homme au mercantilisme comme le bon médecin voulait le sacrifier à ses pilules. L'urbanisation ne devrait pas devenir une opération de ratissage des campagnes dont les ressources devraient invariablement passer par les rayons des super-marchés (*italiques de l'auteur*, Chiasson et collab., 1972, pp. 74).

Le Parti acadien, par cette analyse, permet de remettre en valeur le rôle de l'agriculture et des autres activités de subsistance, non commerciales, dans l'économie et critique les politiques agricoles fédérales et provinciales, dont l'ARDA, pour la destruction de l'agriculture dans le nord-est de la province :

Aujourd'hui, des fonctionnaires viennent nous dire que les cultivateurs doivent s'unir et s'organiser afin de faire pression auprès des gouvernements pour obtenir des lois plus équitables. Mais où trouver une douzaine d'agriculteurs dans le nord-est du Nouveau-Brunswick? L'administration les a pour ainsi dire tous éliminés. Cependant, l'agriculture est un besoin vital

dans le Nord, et sa rentabilité n'entre aucunement en ligne de compte. Ils doivent être rare les peuples qui se passent entièrement d'agriculture (surtout si l'on exclut les peuples qu'on a enfermés dans des réserves où ils vivent de chasse et pêche) (Chiasson et collab., 1972, pp. 47).

L'importance de l'agriculture est ainsi présentée pour le Parti acadien comme allant au-delà des indicateurs de rentabilité (revenus, emplois, etc.), comme un apport au bien-être d'une société :

Enfin, de belles récoltes, des champs qui servent, des boisés de fermes qu'on exploite rationnellement contribuent à donner un air de prospérité à une région. L'équilibre mental d'un peuple qui vit dans les aunes ne peut être le même que celui d'un peuple qui est convaincu qu'un lien vital et direct existe entre lui et une nature utilement humanisée » (Chiasson et collab., 1972, pp. 47).

L'ontologie économique proposée par le Parti acadien pose ainsi le lien entre la communauté, l'agriculture et la nature comme vital et direct.

6.3.4 Revalorisation de l'agriculture et de l'économie en lien avec la communauté et le milieu naturel

Le Manifeste, tout en utilisant les termes de références du modèle dominant d'agriculture (revenu, faillites, etc.), les critique en remettant en question leur importance et en proposant de mesurer autrement l'apport de l'agriculture à la communauté :

En effet, l'agriculture constitue la base de toute vie. Qu'on ait à manger et toutes les réalisations s'avèrent possibles. Ce n'est pas pour rien que certains ont si longtemps insisté sur une production agricole comme base de l'économie nationale. Au Nouveau-Brunswick, et surtout chez les Acadiens, l'agriculture a perdu tout son prestige. D'abord on pense que l'agriculteur ne gagne rien. La chose peut se justifier. La façon irrationnelle de cultiver la terre est cause des faillites, si on peut parler de faillites quand on possède trente ou quarante pièces d'animaux et de quoi nourrir tout un village. Le cultivateur a certes moins d'argent sonnante que le simple travailleur et il doit travailler deux fois plus, mais son avoir est plus considérable que celui du travailleur endetté par ses emprunts aux compagnies de finance » (Chiasson et collab., 1972, pp. 61).

Les effets de la dévalorisation des pratiques économiques comme celle de l'agriculture, proposée par l'ARDA, sont d'ailleurs probants, alors que le Parti acadien considère que l'agriculture a perdu tout son prestige pour les Acadiens. Par un système de coopérative, le Manifeste propose donc de relier l'agriculture à la communauté en priorisant la production pour la consommation locale (Chiasson et collab., 1972, pp. 65).

Ce Manifeste du Parti acadien, malgré son influence certaine sur les teneurs des débats au sein du Parti, n'en orientera pas directement les revendications pour la décennie au cours de laquelle le Parti sera actif. En effet, celui-ci était traversé par des tensions entre les tenants de l'option socialiste, qui avaient rédigé le Manifeste pour la « classe populaire » rurale, pour les petits producteurs qu'ils souhaitaient voir à la base du développement et de l'économie (Ouellette, 1992, p. 55) et ceux qui privilégient l'autonomie territoriale par la constitution d'une « alliance de classes sur une base nationale » (Gauvin et Jalbert, 1987, p. 15), à une époque de mouvements d'indépendances à travers le monde, et aussi chez les proches voisins québécois.

Malgré la brève durée du Parti, celui-ci contribuera à la transformation identitaire acadienne, d'une subjectivité 'sous-développée', caractérisée par des manques (pauvreté, manque d'éducation, de revenu, etc.), transformée dans le discours et la pratique vers une identité politique et socioéconomique acadienne avec des revendications, des options et une agentivité économique. Comme l'expliquera en rétrospective le premier président du Parti Euclide Chiasson :

« Tous les gestes individuels et collectifs qui contribuent à nous rendre plus autosuffisants, plus confiants, plus créatifs, mènent inlassablement vers l'autonomie. Puisque l'absolu n'est pas de ce monde, disons-nous que l'expérience du Parti acadien fut quand même une contribution certaine en ce sens » (Ouellette, 1992, *préface*).

La fin du Parti acadien, dans les années 1980, coïncidait cependant avec la montée du néolibéralisme qui suivit la chute du mur de Berlin et la « fin des alternatives », proclamée par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne.

CHAPITRE 7. ENTRE MONDIALISATION ET LOCALISATION

Avec les résistances du CRAN et du Parti acadien, l'ARDA n'a que partiellement réussi à imposer l'idée de l'économie comme une entité autonome à laquelle il est nécessaire de s'adapter. Dans le présent chapitre, j'analyse les tentatives pour intégrer davantage l'économie du Nouveau-Brunswick à un marché mondialisé par le gouvernement libéral de Frank McKenna, mais aussi les efforts pour plutôt « relocaliser » l'économie, principalement dans le domaine agroalimentaire.

7.1 L'expansion néolibérale

Au cours des années 1990, les politiques fédérales de développement régional prenaient un penchant moins interventionniste. Les politiques néolibérales du gouvernement provincial, depuis le gouvernement libéral de Frank McKenna au début des années 1990, transforment aussi le paysage socioéconomique du Nouveau-Brunswick.

Les régions rurales n'en sont plus les seules cibles, alors que c'est tout le Nouveau-Brunswick qui doit être transformé par la globalisation néolibérale promue par McKenna, dont les coupures dans les programmes sociaux, la baisse des taxes aux entreprises et la désignation de la province comme une destination à bas coût pour les investisseurs (McFarland, 2009, p. 25). L'ontologie économique demeure similaire à celle de croissance, de revenu et de création d'emplois introduits par le programme ARDA, mais l'impératif d'adaptation est davantage évoqué en lien avec un marché mondial incontrôlable. Si McKenna conceptualisait l'attraction d'investissements au Nouveau-Brunswick par l'innovation et la nouvelle technologie – par l'image métaphorique de « l'autoroute de l'information » - la création de centre d'appels, et non

la création d'une industrie innovatrice et de haute technologie, fut la conséquence principale de ses politiques néolibérales (McFarland, 2009, p. 28). Ainsi, la globalisation néolibérale est présentée comme un modèle de « fondamentalisme de marché » où le Nouveau-Brunswick doit être « géré comme une entreprise » et doit être, « *open for business* » (McFarland, 2009, p. 43). Il est intéressant de noter, par contre, que les termes *néolibéralisme* et *globalisation* ne sont pas utilisés dans le discours, même si la pratique permet de dessiner les contours de politiques orientées selon ces modèles.

L'ontologie économique liée à la globalisation néolibérale retourne à une représentation des communautés rurales comme « pauvres » et « sous-développées ». Au cours des dernières années, on assiste d'ailleurs à une recrudescence de l'accent mis sur l'exploitation des ressources naturelles, notamment au niveau minier, du gaz de schiste et de pipelines pétroliers, en utilisant une problématisation de la pauvreté à laquelle le gouvernement provincial cherche à pallier.

7.2 Les efforts de relocalisation de l'économie

Au niveau des communautés, l'ontologie économique semble toutefois différente et des projets axés sur le renforcement de l'économie locale comme moyen de pallier aux problèmes économiques, à la fois définis en terme de pauvreté, de vitalité et de dynamisme sont mis en place, notamment dans le secteur agricole et le secteur des pêcheries. Par exemple, des pêcheurs de homards de Petit-Rocher se sont unis pour créer un point de vente au quai, ce qui leur permet de vendre leurs prises directement aux gens de la région, sans passer par les poissonneries. Ils visent ainsi la consommation locale avant l'exportation, tout en ayant de meilleurs prix pour leur prise grâce à une vente

directe sans intermédiaire. C'est aussi l'une des prémisses de fonctionnement des marchés locaux et des marchés de fermiers qui ont vu le jour ou ont connu un regain de vie au cours des dernières années dans le Nord-Est, entre autres dans la région de Restigouche, de Beresford, de Caraquet et de Tracadie, où l'objectif est de produire d'abord pour le marché local et d'assurer un lien direct entre les fermiers et la communauté.

7.2.1 Revalorisation et renforcement de l'agriculture en lien avec la communauté

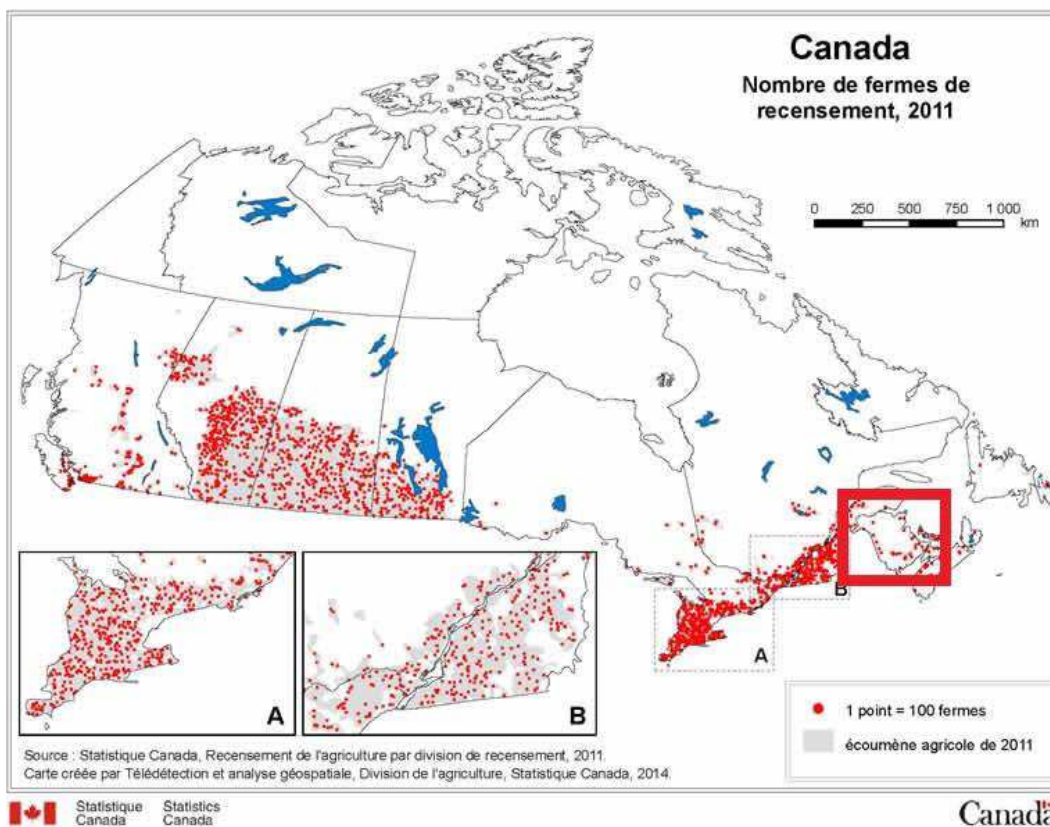
Le concept d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) fait partie de cette revitalisation du lien entre la production agricole et la communauté. Si l'application du concept peut varier d'une région à une autre, l'idée générale est habituellement que des gens de la communauté assurent leur soutien à une ferme familiale locale en achetant à l'avance des paniers de légumes qui leurs seront livrés chaque semaine au gré des récoltes. C'est un modèle utilisé, par exemple, par les fermes Les Légumes à Daniel et Steady Spade, toutes deux productrices pour l'Écomarché de Beresford, dont le cas est étudié au prochain chapitre.

L'ontologie économique, à l'opposé de celle qui était promue par l'ARDA, propose de reconstruire le lien entre la communauté locale et l'agriculture. Toutefois, ce lien est construit différemment dans la pratique de ce qui prévalait avant les transformations impulsées par l'ARDA. Les pratiques agricoles œuvrent dans une logique commerciale et non de subsistance, quoique les aliments soient destinées à subvenir aux besoins de la communauté locale et non à l'exportation. J'explore d'ailleurs plus en profondeur au

prochain chapitre l'ontologie économique et les pratiques liées à ce type de projets communautaires.

Cette approche de renforcement du lien entre la communauté et l'agriculture est d'ailleurs plutôt portée par les communautés. Elle est cependant moins présente dans le nord-est du Nouveau-Brunswick présentement, en comparaison avec le sud de la province, où il existe plus de fermes. La carte ci-dessous, présente une représentation visuelle du nombre de ferme de recensement à travers le Canada. Au Nouveau-Brunswick, encadré en rouge, cette carte permet de montrer qu'on dénombre effectivement moins de fermes dans le nord-est de la province.

FIGURE 2 : Canada. Nombre de fermes de recensement, 2011



Source : Adapté de Statistique Canada (2011), < <http://www.statcan.gc.ca/pub/95-634-x/2014001/14045-fra.htm>> (consulté le 25 avril 2015).

Le gouvernement provincial, quant à lui, continue à encourager la production à grande échelle, destinée à la transformation et à l'exportation. Par exemple, le gouvernement provincial a octroyé plus de 15 000 acres de terres dans la Péninsule acadienne en 2013 à la compagnie néo-écossaise Oxford Frozen Food pour la production de bleuets, au détriment des producteurs locaux indépendants de la Péninsule acadienne, contre la promesse de création de 300 emplois dans une usine de transformation d'Oxford Frozen Food (Acadie Nouvelle, 2013b).

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a aussi lancé l'Initiative « Achetez local », qu'il présente comme un moyen d'appuyer les industries locales et la consommation d'aliments et de produits à valeur ajoutée (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2015). La photographie qui suit présente une agricultrice de l'Écomarché régional de Beresford, prise lors d'une visite de l'Initiative « Achetez local » du Gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'Écomarché.



FIGURE 3 : Agricultrice de l'Écomarché et initiative « Achetez local » du Gouvernement du N-Brunswick, 2015). La photographie qui suit présente une agricultrice de l'Écomarché régional de Beresford, prise lors d'une visite de l'Initiative « Achetez local » du Gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'Écomarché.

Source : Gouvernement du Nouveau-Brunswick, <<http://www.gnb.ca/0027/Photo/Beresford/index.htm>> (page consultée le 26 avril 2015).

Cette initiative, même si elle s'inscrit dans une vision d'industrialisation, de transformation et de produits à valeur ajoutée, véhicule un message positif de l'agriculture. Elle participe ainsi à la revaloriser, mais toujours selon les schèmes d'une ontologie économique conventionnelle.

Dans cette même initiative, un projet intéressant, soutenu financièrement par le Gouvernement du Nouveau-Brunswick, est celui « De la ferme à la cafétéria », mais qui se limite présentement au sud de la province. Ce projet est coordonné par la coopérative La Récolte de Chez Nous, une coopérative regroupant une trentaine de fermes du sud-est du Nouveau-Brunswick, et permet de fournir de la viande, des fruits et des légumes locaux au menu des cafétérias du District scolaire francophone Sud, touchant ainsi plus de 8000 élèves (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2015). Ce projet, mis en place dans un seul district scolaire dans le sud de la province, permet toutefois de voir que la perspective du gouvernement provincial quant à l'offre de service a changé : celle-ci s'éloigne en effet d'une volonté d'uniformité, ce qui laisse plus de place aux initiatives des communautés.

7.2.2 Décentraliser la prise de décisions au niveau du développement économique

Dans une même optique qui promeut de donner plus de pouvoir de décisions aux communautés, une autre initiative qui participe aux luttes ontologiques sur la conception de l'économie est celle du Sommet sur le développement des régions, lancée par l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) en 2014. Cette initiative a été élaborée suivant un appel pour une « révolte rurale » du maire de la Communauté rurale de Kedgwick, suite à la fermeture d'un bureau du Ministère des ressources naturelles dans cette petite communauté du nord de la province où la forêt est l'un des piliers de l'économie. Récupérant cet appel à une révolte rurale, l'AFMNB a reçu du financement de la Société de développement régional du gouvernement provincial, ainsi que d'autres partenaires, pour organiser un Sommet sur la ruralité.

Cependant, l'AFMNB a décidé de recentrer les débats sur « la complémentarité entre les régions urbaines et rurales » (AFMNB, 2014a) et critique la centralisation entre les mains du gouvernement provincial des efforts de développement économique.

S'éloignant d'une conception de l'économie qui s'impose d'elle-même et à laquelle on a de choix que de s'y adapter, l'AFMNB propose plutôt que l'économie est construite en bonne partie par l'action et l'agentivité des acteurs locaux et vise à mettre en œuvre une approche qui mobilise les acteurs locaux et « rapproche les prises de décisions des gens des régions » pour permettre « un développement plus adapté à leurs préoccupations et aspirations » (AFMNB, 2014b). La création d'emplois et la croissance du PIB ne sont d'ailleurs pas les seuls objectifs du « développement » dans cette approche, où la prestation de services, le fonctionnement de la démocratie locale, la culture, l'environnement et l'éducation sont pris en compte pour viser la vitalité et le dynamisme des milieux de vie (AFMNB, 2014b).

CHAPITRE 8. L'ÉCOMARCHÉ RÉGIONAL DE BERESFORD : ESPACE DE LUTTES ONTOLOGIQUES ET DE RÉDÉFINITION DE L'ÉCONOMIE

Ce survol de différentes conceptions de l'économie et des pratiques économiques qui y sont associées, dans un contexte spatial et temporel spécifique, soit le nord-est du Nouveau-Brunswick depuis la seconde moitié du XXe siècle, permet de voir comment les luttes et résistances entre ces différentes conceptions façonnent l'ontologie de l'économie : ce qui en fait partie, où en sont les contours, comment celle-ci fonctionne et comment elle est construite. Ainsi, comme je l'ai montré, dans la première moitié de XXe siècle, l'économie était conçue comme une combinaison de pratiques de subsistance principalement non-commerciales, organisées au niveau communautaire, et de travail salarié.

Cependant, les politiques et programme provinciaux et fédéraux tel que l'ARDA ont effectivement et activement repoussé les pratiques communautaires de subsistance à l'extérieur du domaine de l'économie—ou du moins à la marge de l'économie qui est valorisée et identifiée comme significative, participant à la croissance, au progrès et au développement de « sociétés modernes ». Ces programmes gouvernementaux ont en effet cherché à recadrer l'ontologie économique autour de l'emploi, des revenus et de la croissance du PIB. Le CRAN a quant à lui joué un rôle dans la résistance à cette ontologie économique proposée, et le Parti acadien a tenté de proposer une ontologie distincte qui revalorisait une combinaison de pratiques de subsistance communautaire et de travail salarié. La montée du néolibéralisme a cependant contribué à repousser les pratiques de subsistance à la marge de l'économie, mais sans réussir à imposer une ontologie économique où il y a une constante nécessité de s'adapter à l'économie et où

les acteurs locaux ont peu d'emprise. Subsiste ainsi, en coexistence et en lutte constante avec la conception néolibérale dominante de l'économie de marché, une conception plus large qui associe l'économie à un projet socio-politique à construire au sein des communautés.

8.1 Mise en contexte

Les chapitres précédents ont permis d'identifier certains terrains de luttes ontologiques de l'économie, ainsi que les transformations des pratiques économiques et du sens qui leur est donné, sur une période de près d'un demi-siècle, dans le contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick. Toutefois, des difficultés à identifier des pratiques à partir de documents historiques sont présentes. Ce qui est présent *et ce qui est absent* des documents d'archives révèlent tout autant les luttes ontologiques : quelles perspectives sont mises en évidence à l'écrit et sont par la suite considérées comme faisant partie de l'histoire de l'économie acadienne, et quelles pratiques, car dévalorisées ou invisibilisées, sont présentes dans la vie quotidienne sans être mises par écrit et sans faire partie des archives? Les données et informations récupérées de sources secondaires, soit d'analyses rédigées pour des thèses, articles et autres, sont encore plus difficiles à utiliser pour saisir les pratiques et le sens qui leur est donné. En effet, mon analyse de celles-ci ajoute une seconde tentative d'interprétation afin de faire ressortir le sens des données primaires.

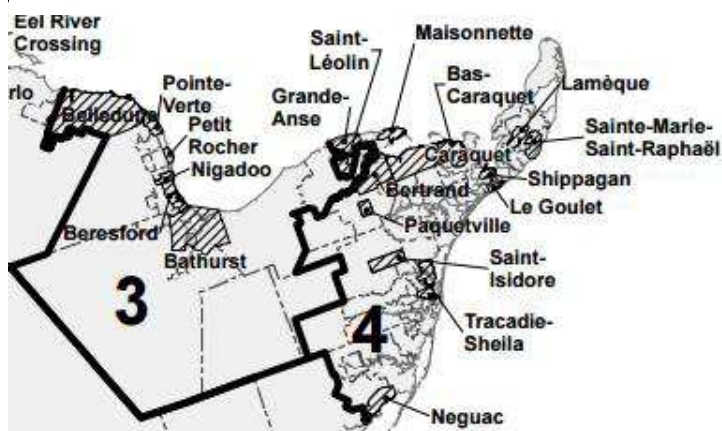
De là l'intérêt d'approfondir, à l'aide d'une observation et des entretiens semi-dirigés, un projet économique mis en œuvre présentement pour en faire ressortir les liens entre l'ontologie économique et les pratiques, ainsi que les luttes ontologiques au sein même

du projet. Il est alors possible d'observer, de questionner, de mieux comprendre des pratiques et le sens donné à ces pratiques que lorsqu'on utilise des documents d'archives ou d'analyses, à qui on ne peut évidemment pas poser de questions de précision sur le sens pour approfondir la compréhension des pratiques.

J'ai ainsi choisi d'étudier l'Écomarché régional de Beresford, dans le nord-est de la province. La ville de Beresford est en effet située dans la région Chaleur, comprenant

aussi les villages de Belledune, Pointe-Verte, Petit-Rocher, Nigadoo et Bathurst ainsi que plusieurs districts de services locaux non-incorporés en municipalités.

FIGURE 4 : Carte du nord-est du Nouveau-Brunswick



Source : Adapté de <http://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/lg-gl/pdf/Plan/MapRSC-CarteCSR.pdf> (page consultée le 25 avril 2015)

Tel qu'expliqué au chapitre 2, celui-ci est un projet qui a été mis sur pied au printemps 2012 et qui regroupe une quarantaine de producteurs locaux qui œuvrent principalement dans le secteur agro-alimentaire (production de fruits et légumes, élevage d'animaux, transformation de produits, restauration, etc.), mais aussi dans l'artisanat (vêtements, couvertures, bijoux, savons, etc.). Depuis 2012, l'Écomarché régional prend place tous les samedis, de 8h à 13h entre la fin juin et la fin du mois de septembre. Il est l'occasion pour les producteurs de présenter et de vendre leurs produits aux quelque 1000 à 2500

personnes venues hebdomadairement visiter l'Écomarché. Ce projet, dont l'idée remonte au début des années 2000 a été initié par un groupe composé initialement d'agronomes, de producteurs et de personnes intéressées par le domaine agro-alimentaire. Il a ensuite été proposé au conseil municipal de la ville de Beresford qui a décidé de l'appuyer et de contribuer à sa mise en œuvre, qui aura finalement pris près de 10 ans.

8.2 Fonctionnement et déroulement de l'Écomarché

Au cours de ces dix ans de préparation à la mise sur pied l'Écomarché, certaines des personnes impliquées se sont retirées de l'organisation et d'autres s'y sont jointes, changeant ainsi la dynamique, le sens et certaines des pratiques souhaitées, comme en témoigne l'un des instigateurs du projet :

[...] alors ce qui est arrivé, pis j'vais être honnête avec toi, c'est que moi j'ai été impliqué au tout début du processus de planification, d'accord? Par la suite, j'ai laissé... j'ai laissé pour une raison que je pense qu'il est bien peut-être de dire, c'est pas l'idée que je ... reniais l'idée du projet, pas du tout ! Mais j'avais beaucoup de difficulté avec l'approche... comment on va mettre ce projet-là en (inaudible..) Et là tout de suite, je me souviens, quand on a commencé à frapper aux portes des politiciens, pour avoir l'argent pour faire le projet. Moi j'me disais, il faut qu'on consulte les fermiers, les gens qui sont impliqués dans le projet, et qu'on ait leur *commitment*, si on peut appeler ça comme ça, avant d'aller chercher de l'argent. [...] mais je pense qu'on a manqué un petit peu le bateau sur la question de l'agroalimentaire. On devait au départ avoir 70% de produits qui se vendaient au marché qui soient nécessairement rattachés à la nourriture, et non pas la restauration nécessairement... Maintenant y'a de la restauration beaucoup, mais des produits locaux.... Et puis ça, on a manqué le bateau peut-être à ce niveau-là, au niveau de... parce que y'a pas eu de consultations, ou si on peut dire, le processus n'était pas assez profond au niveau de la consultation avec les agriculteurs et leur demander de participer, si on peut dire, pleinement dans la question du projet. Alors tu vois, c'est... c'est des fois, c'est ce qui se produit, mais on ne peut pas être parfait partout, vous savez... (rires). Moi, j'ai une façon de... faire, de penser le développement. D'autres personnes ont d'autres façons de penser en développement, alors il faut, il faut respecter ça... Moi je ne suis pas toujours d'accord, de la façon, de l'approche qu'on prend pour le développement dans le Nord-Est, mais il semble que... c'est pas... le style de développement qu'on veut quoi [...] (Entretien, Iréné¹⁷, 25 octobre 2013).

¹⁷ Des prénoms fictifs ont été choisis pour chacun des participants aux entretiens. Pour faciliter l'identification du rôle de ces personnes (instigateurs du marché, producteurs, membres), et la compréhension du lecteur, les noms fictifs ont été attribués en lien avec leurs rôles. Pour les instigateurs de l'Écomarché, des noms commençant avec le son « I » ont été choisis (Yves, Yvon, Iréné, Iris, Yohan, Isidore). Pour les producteurs, la lettre « P » a été privilégiée (Pierre, Patricia, Pascale, Priscilla) et pour les membres, c'est la lettre « M » qui permet de les identifier (Marc, Michel, Marcel, Mélanie). Étant donné que plusieurs des participants aux entretiens jouent plusieurs rôles, par exemple, ils ont participé à la mise sur pied du marché (instigateur) mais y tiennent aussi un kiosque (producteurs), ou le fréquentent

Iréné explique en fait souhaiter une économie et un développement beaucoup plus basé sur les besoins des gens, dans tous les secteurs (santé, éducation, nourritures, etc.), et axé sur leur participation.

Pierre-Yves, un autre des participants aux entretiens parle ainsi d'un « changement d'armes » et d'une « deuxième gang » (Entretien, Pierre-Yves, 21 octobre 2013) qui se sont joints au projet, et ont été chercher du financement pour faire une étude de faisabilité (Dubé, 2009) et un plan d'affaires (Dubé, 2011) pour la mise en œuvre du projet.

Au cours de son élaboration, le modèle de coopérative a notamment été exploré, mais sa structure était perçue comme trop lourde pour être implantée :

C'était une option là. Ça a été présenté parce qu'on avait un sous-comité qui étudiait les formes à utiliser pour le marché. Coopérative a été apporté, ç'a pas été retenu. Il y a avait pas assez d'avantages pour nous autres à aller dans une coopérative. On a juste mis de côté, pis on a une incorporation à but non-lucratif. [...] C'est des grosses structures des coopératives, pis c'est pas nécessairement avantageux quand tu as un petit nombre de membres. Si tu as un gros membership, des volumes qui roulent, c'est correct. Mais, aux quantités [que l'on a à l'Écomarché], le monde qui est impliqué dedans comme membre est pas assez grand pour justifier une coop, essayer de faire des ristournes pis des bénéfices aux membres. C'était juste, ça marchait pas. [...] C'était trop lourd, il y avait pas d'avantages, on pouvait pas fournir les avantages d'une coop à nos membres. (Entretien, Yohan, 31 octobre 2013).

Le modèle d'organisme à but non-lucratif a donc été retenu, et c'est de cette manière qu'est présentement organisée la structure de prise de décisions de l'Écomarché. Un Conseil d'administration, élu en Assemblée générale annuelle¹⁸, s'occupe des

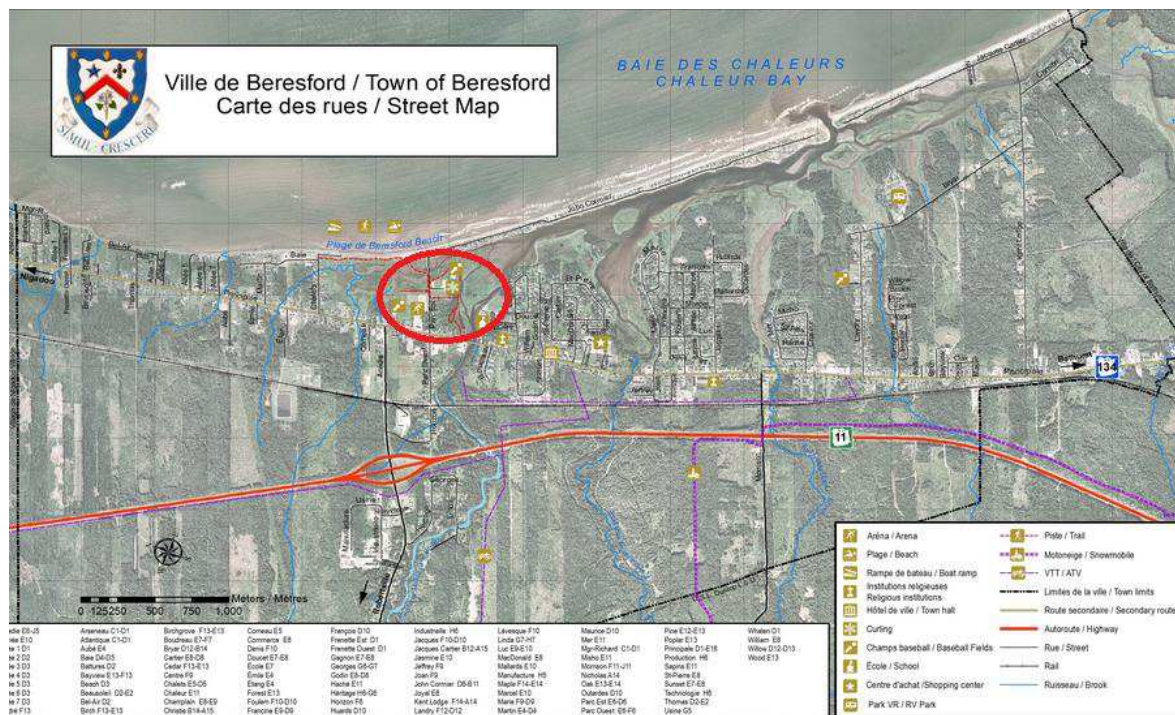
(membres), des noms composés sont aussi utilisés pour identifier ces rôles multiples (par exemple, Pierre-Yves ou Ian-Michel). Le genre des participants a aussi été respecté dans l'attribution des prénoms fictifs.

¹⁸ Ma recherche de terrain ne m'a pas permis d'assister à l'Assemblée générale annuelle qui se déroulait au printemps avant mon arrivée. J'ai aussi été invitée à une rencontre du Conseil d'administration, mais je

orientations de l'Écomarché, alors qu'une employée de la Ville de Beresford s'occupe de sa gestion hebdomadaire, principalement pendant l'été.

L'Écomarché régional est situé à une centaine de mètre de la mer et de la plage publique, sur une pointe de terre entourée de marais salés où se trouvent quelques sentiers pédestres et passerelles pour la marche. En face est située l'aréna ainsi que des terrains de baseball. C'est donc un endroit achalandé pour les loisirs, mais avec peu d'habitations.

FIGURE 5 : Carte du village de Beresford, N-B

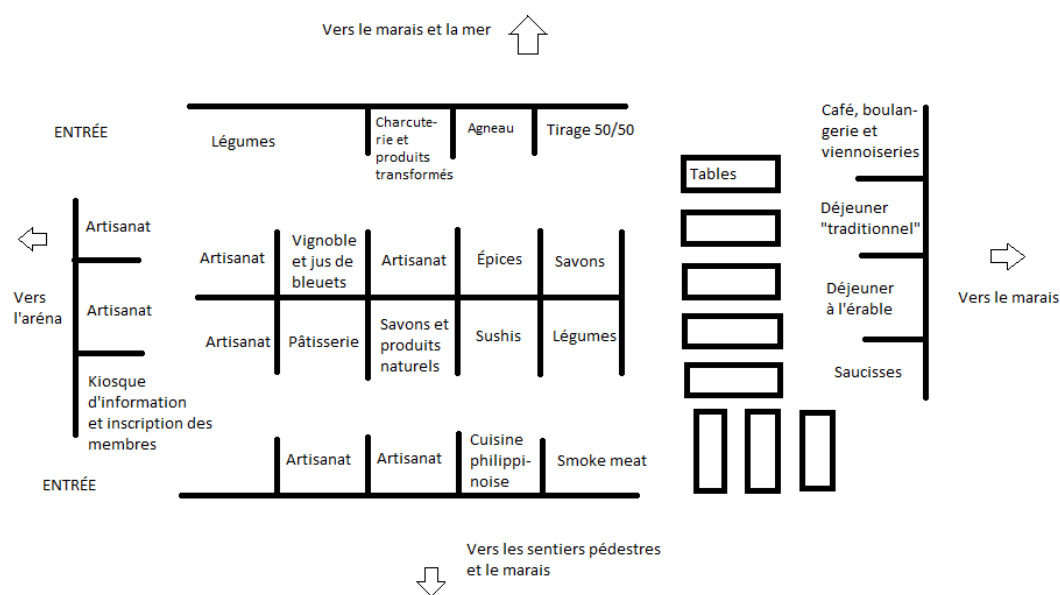


Source : Adapté de Ville de Beresford, *Carte et directions*, <http://beresford.ca/fr/visiteurs-et-touristes/cartes-et-directions.aspx> (consultée le 25 avril 2015).

n'ai malheureusement pas pu m'y rendre pour des raisons personnelles. Je n'ai donc pas été en mesure d'observer directement l'espace de prise de décisions. Quelques participants aux entretiens en parlent cependant, à partir de leur propre point de vue et du sens qu'ils donnent aux événements.

L'Écomarché est public et ouvert à tous, mais il est possible d'acheter une carte de membre au kiosque d'information à l'entrée (voir Figure 1) au coût de 5\$. Cette contribution financière permet d'appuyer le fonctionnement de l'Écomarché et de démontrer son appui, tout en permettant aux membres de participer aux décisions lors de l'Assemblée générale annuelle.

FIGURE 6 : Croquis de l'Écomarché régional de Beresford



Mon observation participante s'est déroulée de manière hebdomadaire, le samedi, sur une période de deux mois et demi et s'apparentait au rôle d'une « membre » qui fréquente l'Écomarché. Mon arrivée était habituellement entre 8h et 8h45 le matin, alors que tous les kiosques étaient prêts et qu'il y avait quelques personnes arrivées pour visiter le marché. L'achalandage se déroulait principalement entre 9h et 11h. Certains kiosques agroalimentaires (principalement les déjeuners, la boulangerie, et les légumes) avaient tout écoulé certains de leurs produits plus populaires dès 10h30.

Durant mes observations, la plupart des gens qui fréquentaient le marché prenaient le temps de manger un repas sur les lieux (soit déjeuner, brunch ou diner) aux tables (voir le croquis de l'Écomarché). Des groupes de personnes s'arrêtaient souvent pour discuter entre eux dans les allées entre les kiosques, comme on le voit d'ailleurs sur l'image.

FIGURE 7 : Écomarché régional de Beresford



Source : Acadie Nouvelle, 3 juillet 2013, <<http://www.acadienouvelle.com/actualites/2012/07/03/plus-de-2500-personnes-ont-franchi-les-portes-du-nouveau-marche-de-beresford/>> (page consultée le 26 avril 2014).

Différentes pratiques de fréquentation de l'Écomarché, sans qu'elles soient nécessairement contradictoires, sont ressorties des entretiens. Lorsque la personne interviewée valorisait le sens communautaire du projet d'Écomarché, la visite durait plus longtemps :

Ben nous on allait souvent là comme diner, soit bruncher un peu. Peut-être vers 11h, midi, fait qu'on allait manger là. Pis ensuite tranquillement, on faisait le tour des boutiques un peu, on socialisait avec le monde qui était là un peu. Fait que, on allait souvent à la petite boucherie, ou à la petite... prendre un café, ramasser des fromages, ou c'est ça, des bijoux un peu. Ou même des chandelles ou des savons. On faisait un peu nos courses de la semaine qu'on avait de besoin. Peut-être pas toujours des choses qu'on avait toujours besoin besoin, mais pour encourager un artiste locaux, c'est quelque chose qui est agréable à avoir. On aime le faire, quand même [...]
(Entretien, Mélanie, 29 octobre 2013).

Pour Mélanie, l'aspect communautaire et de socialisation de l'Écomarché est important, tout comme le soutien à l'économie locale. Pour un autre membre, ayant quant à lui participé à l'élaboration de l'Écomarché, l'aspect d'approvisionnement direct auprès des producteurs agroalimentaires est plus important, ce qui peut expliquer que ses visites à l'Écomarché soient plus courtes et ciblées :

Moi d'habitude, je vais tôt le matin, et puis, j'sais pas mal, je connais les vendeurs qui sont à l'Écomarché, pis j'vais pour des choses très spécifiques. T'sais donc, je vais m'arrêter uniquement aux stands là, au kiosque des gens.... Euh... qui vont peut-être me vendre des produits que je vais rechercher. T'sais j'va pas, normalement, je vais pas arrêter pour voir les autres, soit l'artisanat tout ça, parce que c'est, je vais pas là dans ce but-là. Moi, c'est vraiment dans le but d'aller au niveau de l'agroalimentaire, une diversification, plus... t'sais, y'a quelques producteurs que je sais qui ont des bons produits, puis euh... ben étant donné que je travaille dans ce secteur-là, moi je cherche beaucoup à m'approvisionner directement des producteurs locaux, ce que la population d'après moi devrait faire un peu plus, mais ça, j'pense que c'est au marché à faire un peu plus de publicité là-dessus, pour les inciter à venir. Parce que ce qu'il y avait là, c'était de la bonne qualité. (Entretien, Ian-Michel, 25 octobre 2013).

Ces deux exemples illustrent bien les divers sens donnés à la pratique de fréquentation de l'Écomarché qui sont ressortis de l'analyse de mon observation-participante, des documents produits par l'Écomarché et de mes entretiens. Cette pratique de fréquentation était principalement articulée au renforcement de la communauté et à des pratiques économiques en soutien à l'économie locale.

8.3 Transformations de l'ontologie économique et de la culture économique

L'Écomarché régional de Beresford participe à la transformation de la culture économique, à la fois en rendant possibles et plus visibles certaines pratiques économiques et en transformant leur sens. Celui-ci promeut en effet un nouvel ensemble de pratiques pour l'achat de produits divers (légumes, fruits, viandes, produits agroalimentaires transformés, artisanats, etc.). Il participe à la création d'une culture économique où des facteurs éthiques subjectifs (relation avec le ou la producteur/trice,

impacts de la production sur l'environnement, contributions à la (re)localisation de l'économie, etc.) sont pris en compte, en contraste à une culture de calcul mathématique détaché où le seul facteur pris en compte est le rapport qualité-prix du produit.

8.3.1 À la fois lieu de rencontre communautaire et de revalorisation du caractère éthique des pratiques économiques

Même si cette transformation n'affecte évidemment pas, à ce moment, toutes les relations économiques, certains producteurs dénotent tout de même avoir remarqué une transformation en comparaison avec leurs expériences passées dans d'autres marchés de fermiers :

Patricia : Faut dire, le monde, sont vraiment intéressés d'acheter des produits locaux. [...] Ça a changé d'après moi... soit c'est la mentalité de Beresford plus... ou bedonc... parce que quand j'allais à Bathurst là, on dirait quasiment que c'était pas la même mentalité, à moins que toute la mentalité a changé, y sont comme contents de venir, sont contents d'avoir des produits de la place.

Pierre-Yves : Mais ça nous connaît plus aussi, Beresford nous connaisse plus j'pense (tout bas : parce que j'étais là aussi...)

Patricia : Peut-être c'est ça aussi, j'sais pas, y'en a là, beaucoup qui venaient régulièrement, pis nous autres on était beaucoup beaucoup occupé. Moi j'avais peur d'aller là pis de perdre mon temps, comme j'ai perdu mon temps à Bathurst, commencer à convaincre le monde [...] (Entretien, Patricia et Pierre-Yves, 21 octobre 2013¹⁹).

En effet, la valorisation de l'achat local fait partie des principes et valeurs énoncés dans la « Vision et Mission » de l'Écomarché régional de Beresford, élaboré par les instigateurs du projet et qui guident le sens donné aux pratiques :

- Promouvoir l'achat des produits locaux;
- Soutenir les produits locaux qui ont des pratiques environnementales respectueuses;
- Avoir accès à une grande diversité de produits locaux sous un même toit;
- Encourager le contact entre les producteurs et les consommateurs;
- Améliorer l'alimentation des citoyens en leur permettant de se nourrir avec des produits frais et de meilleure qualité;
- Participer à la réduction des émissions de gaz à l'effet de serre en choisissant des aliments qui ont parcourus une courte distance avant d'arriver dans nos assiettes;
- Diminuer l'impact de la consommation sur l'environnement en termes d'emballages et d'utilisation d'agents de conservation;

¹⁹ Cet entretien a été mené avec deux producteurs, dont l'un, Pierre-Yves, avait aussi participé à l'élaboration de l'Écomarché régional de Beresford.

Favoriser l'économie locale et régionale et développer une conscience d'achat responsable.
(Écomarché régional de Beresford, 2012)

La mise en écrit de ces principes et valeurs est d'ailleurs un moyen de renforcer le sens qui est donné à l'Écomarché, basé sur des décisions collectives prises par les personnes impliquées dans l'élaboration du projet. L'accent y est mis sur les produits locaux, en articulant leur sens au respect de l'environnement, à la qualité de l'alimentation, aux liens entre les producteurs, qu'ils soient fermiers, artisans, artistes, et les consommateurs, afin de favoriser l'économie locale et régionale. L'Écomarché est d'ailleurs perçu comme un outil pour promouvoir des valeurs et pratiques économiques :

C'est sûr que on veut que, en même temps, tant qu'à développer un projet comme celui là, inculquer une orientation, l'aspect de l'environnement. Pis t'sais, c'est un beau véhicule mettons, pour transmettre des valeurs là. Qui rejoint d'autres programmes. [...]C'est dans une démarche d'alimentation locale, production locale de nourriture. Ce qui vient toucher au respect de l'environnement. Ça vient toucher des aspects environnementaux (Entretien, Isidore, 31 octobre 2013).

Toutefois, différentes ontologies économiques peuvent être reliées aux pratiques valorisées, qui prennent alors un sens différent. L'alimentation locale, et les diverses pratiques qui y sont rattachées (achat directement à la ferme, par des paniers dans le cadre de programmes d'Agriculture soutenue par la communauté ou à des revendeurs (supermarchés); la production pour soi-même, etc.) peut par exemple être conçue en lien avec une ontologie économique qui demeure dans les schèmes de l'économie conventionnelle. En ce sens, on priorisera la vente directe du fermier à l'acheteur pour assurer un meilleur accès au marché et une augmentation du revenu, etc. :

Pis n'importe quelle initiative qui va faire en sorte, t'sais va faciliter leur mise en marché, ou leur donner accès à une part de marché supplémentaire, c'est bénéfique. Parce que c'est très difficile pour les producteurs. On n'a pas la grosseur des formes, des fermes dans la région, pour faire affaires directement, avec les...gros... les grossistes. Donc le plus qu'ils peuvent vendre directement au client, ben c'est ça qui est le plus payant, et ça leur permet de survivre, de faire un meilleur revenu finalement (Entretien, Ian-Michel, 25 octobre 2013).

Pourtant, pour Iréné, qui avait lui aussi participé à la mise sur pied de l'Écomarché, mais qui s'était retiré de l'organisation du projet après quelques mois, le rôle économique de celui-ci devait plutôt être conçu pour répondre aux besoins de la communauté :

[...] quand on fait de la consultation pour développer une région, on doit toucher à tous ces secteurs-là, d'une façon non-équivoque, en profondeur, parce qu'il faut qu'on dise qu'est-ce que sont nos besoins en santé, qu'est-ce que sont nos besoins en éducation, qu'est-ce que sont nos besoins en ressources naturelles, qu'est-ce que sont nos besoins, par exemple, au niveau des services. C'est ça qu'est l'économie. Alors si on ne pose pas chacune de ces questions-là et bien d'autres, vous savez, on va pas avoir le portrait juste pour essayer d'identifier cette région-là comme étant une cible pour laquelle on veut vraiment améliorer l'économie, à long terme à moyen, à long terme [...] (Entretien, Iréné, 25 octobre 2013)

Cette manière de concevoir l'économie, comme toute activité pour répondre aux besoins de la communauté, semble d'ailleurs beaucoup plus porteuse de potentiel pour une économie diversifiée. Elle permet de ne pas invisibiliser les pratiques qui ne sont pas liées à l'ontologie économique conventionnelle, et permet d'explorer diverses pratiques de la communauté pour répondre aux besoins des gens. Je n'avance pas que le besoin de revenu et d'accès au marché pour les petits producteurs sont en soi moins bons ou moins valables, mais plutôt que ceux-ci peuvent faire partie d'une économie diversifiée. Une conception ontologique de l'économie qui soit plus large permet de favoriser cette économie diversifiée.

De plus, pour Iréné, d'autres éléments de sens s'ajoutent, notamment au niveau de la dynamique communautaire et des relations entre les gens, afin de contribuer à une économie qui soit plus ancrée tant au niveau territorial que communautaire :

Alors on fait des produits, et on les vend localement, des produits agricoles, alimentaires, etc. Et puis, un des avantages de ça, c'est que j'ai remarqué qu'il y avait une dynamique vraiment importante, et nécessaire si on veut garder nos communautés actives. Vous voyez? Alors c'est un projet qui était derrière ma tête, mais pas seulement moi, vous savez y'en a plusieurs, mais... c'est un moyen de pouvoir conserver le dynamisme à l'intérieur des communautés qu'on a... surtout les communautés rurales. Et le fait qu'on puisse établir ces marchés-là dans les milieux urbains, à ce moment-là, ça peut créer cette dynamique-là doublement, parce qu'on rapproche le

rural de l'urbain, donc on va créer une dynamique régionale, du développement régional, qui va en fait, remplir les... ce qu'on a besoin quoi! Sur le plan alimentaire, et puis, sur le plan économique. Ça se complète, c'est un complément. [...]Alimentaire, surtout, oui. Ici on était à Beresford quand on a pensé à ça, c'était surtout pour faire un marché agro-alimentaire. Donc rapprocher les fermes, les produits de la ferme si on peut dire, des villes, là où ils sont les consommateurs. Dans ce sens-là, on pouvait aussi augmenter le volume de produits locaux, à travers l'économie régionale. Au lieu d'importer des aliments, ben on essaie d'en produire le plus possible, et de le mettre directement sur les marchés, comme ça se fait pas beaucoup, dans beaucoup d'endroits quoi. [...]Parce que si on veut créer une dynamique régionale, vraiment régionale, il faut essayer de rapprocher le monde rural du monde urbain. Et comme ça, ça va créer de l'économie qui va rester dans la région. (Entretien, Iréné, 25 octobre 2013).

Selon cette perspective, l'Écomarché s'appuierait sur une ontologie économique où une décision éthique et politique de favoriser ce qui est fait au sein d'un territoire défini comme « local » est collectivement prise, et se reflète dans les pratiques individuelles des membres et visiteurs de l'Écomarché. Les membres et visiteurs comptent tout de même, comme je l'ai mentionné, pour près de 1000 à 2000 personnes sur une base hebdomadaire. Ceci représente une proportion significative de la population, si on considère que les villages et communautés visées comptent environ 14500 personnes²⁰ (Statistiques Canada, 2011).

L'Écomarché est aussi vu comme un espace de socialisation, comme en témoigne par exemple la décision par ceux ayant élaborés le projet d'accorder une grande superficie de la salle de l'Écomarché aux tables et espaces de regroupements dans les allées entre les kiosques. Ainsi, une des personnes membres du Conseil d'administration de l'Écomarché mentionnait son importance comme espace de « socialisation » : « Moi, c'est plus le social. Je suis pas un magasinier, je fais pas de gros achats. C'est pas moi qui stimule l'économie trop, mais c'est vraiment d'être là pis de parler avec le monde » (Entretien, Yohan, 31 octobre 2013). Un autre membre de l'Écomarché illustre, dans une

²⁰ Incluant la ville de Beresford, la Paroisse de Beresford et les villages de Nigadoo, Petit-Rocher et Pointe-Verte. La ville de Bathurst n'est pas incluse, malgré sa proximité, car elle dispose d'un marché de fermier. Toutefois, certains habitants de Bathurst viennent tout de même à l'Écomarché de Beresford.

discussion informelle, que l'Écomarché avait remplacé l'Église comme lieu de socialisation pour rencontrer les gens : « Avant, on se voyait le dimanche à l'Église, maintenant on se voit au marché » (Discussion informelle, août 2014).

Le sens que prend l'idée de communauté est intéressant à approfondir et analyser. En effet, différentes manières de concevoir la communauté, que ce soit au niveau territorial, linguistique ou ethnique, sont présentes. Leurs liens avec l'ontologie économique mise de l'avant permettent d'entrevoir des articulations complexes entre l'aspect identitaire, le territoire et l'économie.

8.3.2 Identité acadienne et économie communautaire ou niche d'un marché touristique « du terroir »?

La conceptualisation théorique de la communauté, et de l'économie communautaire, de Gibson-Graham (2006), peut ici aider à réfléchir et analyser les différentes conceptions de la communauté. En effet, Gibson-Graham (2006) part de la conceptualisation que fait Polanyi (1944) du capitalisme qui détache et désancre l'économie de la communauté et du social. Toutefois, parallèlement à la conception de l'économie politique culturelle chez Best et Patterson (2010), présentée au troisième chapitre, Gibson-Graham conçoit que l'économie n'est jamais séparée du social et de la communauté, mais plutôt que son interdépendance et son « être-en-commun » (*being-in-common*) sont souvent invisibilisés :

In other words, capitalist (and conventional RED [*regional economic development*]) economics performs a kind of sociality that renders ethical interrelationship *invisible* behind a veil of conceptual and material borders. It is not an *absence* of sociality, but its active *denial* (Miller, 2011, p. 118).

Ainsi, Gibson-Graham cherchent à briser cette invisibilisation en présentant une ontologie économique axée sur la communauté et les relations interdépendantes constitutives de l'économie :

Beginning with a recognition that all economic relationships – the ways that we constitute livelihoods together – are emergent from a constitutive sociality, she enables an approach to the economic that restores the visibility of relations and the agency of actants. "Resocializing (and repoliticizing) the economy," she suggests, "involves making explicit the sociality that is always present, and thus constituting the various forms and practices of interdependence as matters for reflection, discussion, negotiation, and action" ([Gibson-Graham, 2006, p. 88]). The interrelations that were split, ruptured or rendered invisible in conventional RED are able, now, to return to the picture of economic life as complex manifestations of being-together on earth. Refusing the ontological divide imposed by hegemonic conceptions of a distinct economy, we can again ask "the question of how to live together" ([Gibson-Graham, 2006, p. 82]). (Miller, 2011, p. 119).

L'utilisation du terme « économie communautaire » (*community economy*) par Gibson-Graham peut être ambigu et doit, comme l'explique Miller (2011, p. 119), être distingué du concept de communauté territorial ou géographique « locale » ou encore de formes d'économies alternatives comme « l'économie locale », « l'économie verte », « l'économie sociale », etc.. L'économie communautaire fait référence à l'« être-en-commun », non pas comme un ensemble particulier et fixe de structures, de processus, de relations et de pratiques économiques, mais plutôt en proposant que tout modes de vie sont créés en commun et donc, que l'économie est le processus par lequel se négocie cette construction de divers modes de vie : « Both economic interdependence and ethics," writes Gibson-Graham, "are to be defined, decided, and 'deemed' by the 'community' being constituted through the process of shared decision-making" (2005, p. 121) » (Miller, 2011, p. 119) à un moment et dans un espace précis.

En suivant cette conceptualisation de l'économie communautaire, où les interdépendances et relations sont toujours présentes quoique parfois activement produites comme absentes et invisibles, l'analyse expose les relations et les

interdépendances valorisées par différentes conceptions de l'économie. Quelles interdépendances et éthiques économiques sont ainsi définies, décidées et considérées par la communauté au moment du processus de prise de décision collectif?

On peut constater qu'à ces débuts, le projet d'Écomarché régional de Beresford a été élaboré principalement afin de promouvoir des pratiques agroalimentaires locales. L'accent mis sur l'aspect local valorisait ainsi une conception territoriale de la communauté. Le projet d'Écomarché visait un mode de vie où les besoins agroalimentaires de la communauté, incluant les besoins des producteurs, sont comblés en valorisant des pratiques (agri)culturelles s'appuyant sur une culture et des valeurs qui (re)valorisent une articulation plus respectueuses des pratiques économiques avec le milieu naturel et l'environnement. D'autre part, celui-ci valorisait l'interdépendance entre les habitants ruraux et urbains « pour essayer d'inciter les gens à reconnaître qu'il existe ici une vie au niveau de la ruralité néo-brunswickoise dans le Nord, et puis aussi, que c'est important que les villes puissent supporter, supporter ces économies-là régionales » (Entretien, Iréné, 25 octobre 2013).

Cette manière territoriale de concevoir la communauté permet d'ailleurs une ouverture aux personnes qui ne sont pas nées dans la région, mais y habitent. On y reconnaît l'apport de produits non « typiquement acadien » dans la production agroalimentaire pour répondre aux divers besoins de la communauté qui se transforme (par exemple, la production de plats d'origine asiatique, etc.) et permet une inclusion des nouveaux arrivants et la valorisation de l'apport de leurs spécificités culturelles à la communauté.

Leur apport à la construction de la communauté est alors possible. Cette manière de concevoir la communauté acadienne permet d'ailleurs de permettre l'émergence d'une identité acadienne qui soit plus ouverte, en constante construction, et non figée dans des critères ethno-folkloriques.

Toutefois, l'aspect linguistique est aussi à considérer. Lors de mon observation participante, j'ai pu remarquer que seul un des kiosques tenus par des nouveaux arrivants à la communauté offrait des services en français. L'importance de la langue au sein de la culture est alors à analyser.

L'étude de faisabilité (Dubé, 2009) et le Plan d'affaires (Dubé, 2011) mentionne que le territoire visé s'étend de Beresford jusqu'à Pointe-Verte, et ce, « étant donné le caractère culturel particulier (francophone) de la région de Beresford, Petit-Rocher, Nigadoo et Pointe-Verte » (Dubé, 2009, p. 20). L'aspect francophone et acadien du marché faisait donc partie de l'idée de créer un marché local. Pour Yvon-Marc, une personne ayant été impliqué pour plusieurs années dans la mise sur pied du projet et qui continue de le fréquenter hebdomadairement, il était important que l'Écomarché soit un « marché acadien francophone »:

[...] nous là, ce qu'on voulait faire, c'était un Écomarché français... l'Écomarché régional de Beresford.. la langue... c'est la même... on a la même politique linguistique que la ville [qui stipule que la ville de Beresford est francophone, mais offre des services dans les deux langues officielles], c'était... pis on est toujours dans une communauté francophone qui dessert les clients dans les deux langues officielles. Et ce qu'on voulait, c'est qu'à chaque kiosque, y'a quelqu'un qui est capable de servir les francophones et les anglophones... c'est pas toujours le cas. Pas nécessairement facile à appliquer, mais c'est notre mission, si tu veux.. euh... on... à ce niveau-là, euh... on était prêt, on est toujours prêt, à quelqu'un... par exemple, on aimerait pas que quelqu'un arrive, pis qu'il va mettre turnip pis carrot, pour identifier son produit... bon si y met carottes et navets, pas de problème, ça peut-être tout en français, ça y'a rien là, on est une communauté francophone. Maintenant pour l'anglophone ou le bilingue, lui, on lui suggère, ou on... au début de l'année, si y veut qu'on ajoute par exemple turnip, qu'il nous donne l'espace

dessus sa pancarte, ou lui écrira navet si lui sait pas qu'est-ce que c'est. (Entretien, Yvon-Marc, 24 octobre 2013)

Or, l'importance de la francophonie est perçue au niveau de l'offre de service et de la langue de fonctionnement, plutôt qu'au niveau de la création d'une institution qui soit gérée, contrôlée et menée par et pour des francophones et Acadiens. Cette conception de l'importance de la francophonie se démarque d'une perspective plus collective et sociétale pour adopter une conception de la langue comme un service plus individuel.

D'autre part, une conception plus folklorique et ethnique de la communauté demeure présente. Celle-ci peut s'apparenter à ce que Moïse *et collab.* (2006) identifient comme un élément de stratégie pour s'intégrer au « tourisme patrimonial ». En reproduisant et valorisant une conception de l'identité et de la communauté plus « folklorique », ainsi que de ses pratiques, basés sur un critère d'« authenticité », celle-ci s'appuie sur une représentation essentialisante de l'identité.

Le plan d'affaires présenté pour guider la mise en œuvre de l'Écomarché participe partiellement à cette folklorisation de la communauté. Ce Plan propose en effet que la ville de Beresford, pour son Écomarché, se tourne « vers les particularités de son milieu soit l'homogénéité linguistiques de sa population et ses atouts culturels. [...] La culture acadienne, ainsi que tout son folklore sera mis en valeur tant au niveau de l'aménagement d'une scène culturelle que par la diversité de ses marchands et artisans » (Dubé, 2011, p. 22). Au cours de l'entretien avec Yvon-Marc, celui-ci percevait que le projet devait entre autres valoriser des pratiques agroalimentaires qui soient francophones et acadiennes : « le comité qui avait été mis sur place, qui voulait un peu,

par le biais de notre nourriture locale, euh... promouvoir si on veut, un petit peu, la culture francophone, ou la culture gastronomique francophone, si on veut acadienne » (Entretien, Yvon-Marc, 24 octobre 2013).

L'inscription de l'Écomarché dans le marché du tourisme est présente. Une conception plus folklorique de la communauté, en plus d'être davantage fermée et exclusive, est plutôt axée sur l'inscription de produits « typiquement » acadiens dans une niche d'un marché touristique. Par exemple, Iris-Priscilla, une des productrices au marché avec qui j'ai eu un entretien, qui se spécialise dans un produit « typique » acadien, mettait davantage l'accent sur l'importance de l'Écomarché pour le tourisme, qu'elle concevait comme une stratégie pour répondre indirectement aux besoins de la communauté, par l'augmentation des ventes et des revenus. Celle-ci avait en effet beaucoup voyagé et les marchés locaux faisaient pour elle partie d'une expérience touristique : « Il y a les touristes qui arrivent, hen. [...]Pis sté, tu as toutes sortes de questions pis euh... Pis c'est fun. T'essaye autant que possible de répondre à ces questions là, pis leur donner de l'information [...] (Entretien, Iris-Priscilla, 28 octobre 2013).

Ainsi, deux ensembles de pratiques de l'économie sont présentes : l'une plus axée sur le lien direct entre les producteurs et consommateurs dans un territoire local, et l'autre sur l'intérêt « exotique » d'une culture folklorisée pour le tourisme. Celles-ci pourraient sembler complémentaires en permettant à la fois à l'Écomarché de répondre aux besoins agroalimentaires de la communauté locale tout en se positionnant sur le marché

touristique en offrant des produits « authentiquement » acadiens. Ce sont cependant aussi deux conceptions ontologiques de l'économie en lutte.

En effet, des décisions sont prises par le Conseil d'administration, et ceux-ci peuvent favoriser l'une ou l'autre des conceptions ontologiques ainsi que les pratiques qui y sont associées. Par exemple, à l'instigation du projet d'Écomarché, la production agroalimentaire devait être centrale et prédominante au marché, en relation avec la communauté locale :

On devait au départ avoir 70% de produits qui se vendaient au marché qui soient nécessairement rattachés à la nourriture, et non pas la restauration nécessairement... maintenant y'a de la restauration beaucoup, mais [pas faits avec] des produits locaux.... Et puis ça, on a manqué le bateau peut-être à ce niveau-là, au niveau de... parce que y'a pas eu de consultations, ou si on peut dire, le processus était pas assez profond au niveau de la consultation avec les agriculteurs et leur demander de participer si on peut dire pleinement dans la question du projet. (Entretien, Iréné, 25 octobre 2014).

Toutefois, le Conseil d'administration a pris la décision de fermer l'Écomarché au début septembre, alors que l'afflux touristique diminue. Ceci désavantage grandement les agriculteurs qui sont quant à eux, au moment le plus abondant de leurs récoltes. L'absence d'agriculteurs sur le Conseil d'administration, et donc leur absence de l'espace de prise de décision collective, même s'ils peuvent participer à l'Assemblée générale annuelle pour établir les grandes orientations du marché, influence l'ontologie économique favorisée et promue par l'Écomarché.

D'ailleurs, les pratiques économiques qui valorisent les produits de l'Écomarché comme produits de niche d'un marché touristique participent plutôt à l'ontologie économique conventionnelle. Ainsi, les produits peuvent même devenir inaccessibles, car trop dispendieux, pour les gens de la communauté. Les produits moins transformés et moins

associés à une acadienneté « typique » et « authentique », comme par exemple les légumes vendus par les fermiers, sont ainsi plus accessibles et sont plutôt achetés par les gens de la communauté que des bijoux aux couleurs du drapeau acadien, des courtes-pointes, etc. C'est ainsi qu'un membre du marché confiait en entretien qu'il « garde [regarde] tout le temps les produits, si y'a quelque chose qui m'intéresse... mais c'est c'est dispendieux... [...] ». Il ajoute cependant que les produits agricoles sont plus accessibles :

[...]les Légumes à Daniel qui était là, t'sais y'était là, ben lui ça c'est pas trop pire, ses fruits et légumes, ses patates, c'était pas trop... pas trop vargeux.. t'sais comme qu'on dirait, c'était pas trop cher. C'était plus dans les normes, mais y'a beaucoup d'autres choses, le linge [...] qui sont plus dispendieux]. (Entretien, Marcel, 25 octobre, 2013)

À partir du sens que lui donne les membres de la communauté, l'identité et les contours de la communauté sont en constante construction. Les conceptions de la communauté influencent les contours de l'économie. Si la communauté est basée sur le territoire et la proximité, elle peut fournir les bases pour une économie qui rende visible les interactions et interdépendances avec le milieu naturel et explorer une diversité de moyens de répondre aux besoins de la communauté qui a, oui, une histoire commune mais non figée et essentialisante. Si la culture acadienne est présentée à la fois comme son folklore et sa diversité contemporaine, celle-ci permet d'entrevoir une conception plus ouverte de la communauté acadienne.

Une conception de la communauté qui mette plutôt l'accent sur son folklore et l'authenticité historique de produits spécifiques à la région, afin de les commercialiser pour un marché principalement touristique, est quant à elle plus propice à promouvoir une conception conventionnelle de l'économie. Toutefois, l'intérêt pour la valorisation

de pratiques ayant une authenticité historique au sein d'une communauté n'est pas nécessairement lié à la commercialisation de l'identité. Celle-ci peut aussi être une stratégie pour accentuer la diversité et résister à l'homogénéisation d'une économie néolibérale mondialisante.

Il est ainsi important de comprendre que l'économie est toujours en construction, que son sens change, et que celle-ci n'a pas une réalité extérieure au contexte et aux divers sens que lui donne les acteurs. L'Écomarché régional de Beresford, comme tout projet économique, est un espace de luttes ontologiques constantes qui participent à la construction, à la valorisation et à l'invisibilisation de diverses pratiques économiques. Il est à la fois processus de résistance et de reproduction des discours et pratiques économiques dominants, selon les moments, les acteurs et les priorités qui sont mis en valeur.

CONCLUSIONS

Les contributions originales de cette thèse consistent en l'utilisation et l'exploration d'outils conceptuels inspirés de réflexions théoriques qui proposent une relecture de l'économie pour en faire ressortir la diversité des pratiques et ontologies, ainsi que les luttes pour imposer l'ontologie économique conventionnelle. Ma réflexion a ainsi débuté à partir des travaux de J. K. Gibson-Graham (2006, 1996) qui offrent une critique féministe de l'économie politique et de la conception de l'économie comme entièrement capitaliste, et explorent les bases pour un imaginaire politique qui soit post-capitaliste. Les réflexions d'Ethan Miller (2011), qui expose comment l'ouverture de l'ontologie économique, en éliminant son caractère « naturel » et « essentialisant » et en questionnant ses contours, peut permettre d'imaginer et de pratiquer de nouvelles économies. C'est donc à partir de ces réflexions, enrichies par les concepts de luttes ontologiques d'Arturo Escobar (2013), de performance (Callon, 1998, Meniusa et Callon, 2008; Miller 2011) et de la sociologie des absences (Santos, 2011, 2004a, 2004b), que j'ai exploré l'étude de l'économie en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick.

Il me semblait en effet qu'une relecture de l'économie pour en faire ressortir la diversité des ontologies et des pratiques, ainsi que les luttes politiques pour façonner les contours de l'économie en valorisant certaines pratiques et en en invisibilisant d'autres, avait le potentiel de remettre en question la perspective selon laquelle l'économie de la région du Nord-Est est déficiente et soumise aux aléas de l'économie mondiale. J'argumente donc, par mon analyse, que l'économie en contexte acadien du Nord-Est a été activement

construite par des luttes politiques et que, conséquemment, elle peut aussi être construite différemment.

Il y a ainsi toujours d'autres ontologies et visions économiques qui alimentent une diversité de pratiques malgré, et en marge, des discours et pratiques dominants. Avec ce cadre théorique pour alimenter mon analyse, j'ai pu explorer comment, avant l'émergence du champ du développement économique vers le milieu du vingtième siècle, des pratiques économiques d'agriculture, de pêche, de chasse pour la consommation personnelle et celle de la communauté, ainsi que du travail salarié et des pratiques de conservations des aliments et des pratiques de soutien entre les familles étaient centrales à l'économie du Nord-Est.

Dès les années 1930, la promotion des coopératives par le clergé catholique, qui contribuaient à faire circuler les idées du *Mouvement Antigonish* du Père Moses Coady, ainsi que le financement de cercles d'études par le Ministère fédéral des Pêches et Océans pour la mise sur pied de coopératives ont contribué à la transformation de l'ontologie et des pratiques économiques, en proposant des pratiques différentes de celles de subsistance pour obtenir des biens matériels utiles, tant au niveau de la nourriture que d'autres produits. Les coopératives, dans le contexte acadien du Nouveau-Brunswick, participèrent d'ailleurs à la promotion d'une relation entre la langue, l'identité, l'économie et la société, où l'autonomie d'un peuple passe par la création d'institutions économiques qui lui sont propres et à partir desquelles il peut construire son avenir ou sa destinée.

Afin de contribuer à un modèle politique d'État-providence, les politiques et programmes provinciaux et fédéraux tel que l'ARDA ont lutté pour repousser les pratiques communautaires de subsistance à l'extérieur de l'économie et pour recadrer l'ontologie économique autour de l'emploi, des revenus et de la croissance du PIB. Toutefois, le CRAN a joué un rôle dans la résistance à l'ontologie économique proposée, et le Parti acadien a tenté de proposer une ontologie distincte qui remettait de l'avant une combinaison de pratiques de subsistance communautaire et de travail salarié, articulé à un modèle politique décentralisé de communautés autosuffisantes et interreliées par une fédération de coopératives.

La montée du néolibéralisme, sans réussir à éliminer les pratiques de subsistance, a cependant contribué à les repousser à la marge de l'économie et à les invisibiliser. Toutefois, la relocalisation de l'économie, en particulier par la production agroalimentaire locale, est l'un des champs où s'opère une résistance à l'ontologie économique néolibérale. Ainsi, l'étude approfondie de l'Écomarché régional de Beresford permet de saisir de quelle manière l'agroalimentaire devient un des champs de luttes ontologiques par rapport à l'économie et a le potentiel de transformer le sens et les pratiques dans la culture économique. En rendant notamment visible le caractère éthique des pratiques économiques, incluant la construction et le soutien de la communauté ainsi que l'interaction avec l'environnement, l'Écomarché peut participer à redéfinir l'économie comme lieu de décision politiques.

Contributions théoriques et pratiques

Sur le plan théorique, le concept de luttes ontologiques qui met l'accent sur les la performance des ontologies économiques et les absences que celles-ci créent, dans la construction d'économies alternatives s'exemplifie dans la mise en œuvre du projet de l'Écomarché régional de Beresford. Celui-ci se heurte, tout au long de sa mise sur pied, à différentes conceptions de l'économie. Ainsi, même si au départ, un projet d'Écomarché régional était imaginé comme contributeur à l'économie de la région, ce projet se transforme par la participation d'autres acteurs ayant différentes conceptions de l'économie et du rôle de l'Écomarché, que ce soit par exemple en valorisant plutôt la fréquentation de l'Écomarché comme un lieu de socialisation ou en l'inscrivant comme niche dans un marché du tourisme associé à l'économie conventionnelle.

La présence de ces luttes au sein même du projet est aussi une des forces de cette approche théorique, qui fait ressortir la diversité des ontologies et pratiques économiques, démontre que la culture économique est en constante transformation, et augmente le potentiel de contestation de l'ontologie économique dominante. Ainsi, il devient possible dans l'élaboration de projets économiques, de se demander ce qui est visé, ce à quoi on souhaite contribuer, plutôt que d'assumer que les objectifs de l'économie sont définis à l'avance comme la création d'emploi, l'augmentation des revenus et la croissance du PIB.

Pour encourager une ontologie économique communautaire

L'ontologie économique communautaire, qui valorise et met l'accent sur les liens, relations et interdépendances entre les gens des communautés, à la fois rurales et urbaines, leur milieu naturel, l'environnement dans son sens plus large, a beaucoup plus

de potentiel de performer une économie qui soit plus respectueuse de l'environnement mais aussi de mieux répondre aux besoins des gens de la communauté. En effet, comme je l'ai mentionné, elle permet entre autres de ne pas invisibiliser les pratiques qui ne sont pas liées à l'ontologie économique conventionnelle. Elle permet aussi d'explorer diverses pratiques de la communauté pour répondre aux besoins des gens, mais aussi pour assurer la durabilité de leur mode de vie. Elle a de plus le potentiel de promouvoir une conception plus ouverte de l'identité acadienne, moins ancrée dans une vision folklorique et essentialisante.

Toutefois, des décisions collectives pourraient être prises pour que l'Écomarché encourage cette ontologie économique communautaire et les pratiques qui y sont liées, tout en continuant d'offrir un lieu de socialisation. Un travail d'éducation et de sensibilisation publique semble nécessaire pour mettre en valeur l'apport de l'Écomarché à l'économie. De plus, il faudrait travailler à établir des contacts avec plus de producteurs agroalimentaires qui répondent aux besoins de la communauté et s'assurer une plus grande implication des producteurs agricoles et des membres dans la coordination et la promotion de l'Écomarché, surtout dans sa structure de prise de décision.

Dans un contexte où les changements climatiques amènent de plus en plus de groupes, mouvements et organisations à se mobiliser pour demander et mettre en œuvre des changements fondamentaux au modèle d'agriculture industriel (UNCTAD, 2013), la valorisation de ces transformations de l'ontologie économique peut aussi contribuer à puiser dans des pratiques déjà existantes mais dévalorisées pour redéfinir, imaginer et

construire une agriculture, mais aussi une économie, qui tienne compte des interdépendances (entre les êtres humains, mais aussi avec le milieu qui nous entoure) et qui rende visible les décisions éthiques au cœur de l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

- ACADIE NOUVELLE (2014). « Caisse unique: le projet accepté par les membres à 91% », *13 novembre 2014*, <<http://www.acadienouvelle.com/actualites/2014/11/13/caisse-unique-projet-accepte-les-membres-91/>>, (page consultée le 24 avril 2015).
- ACADIE NOUVELLE (2013). « Bleuets : Oxford promet de créer 300 emplois dans la Péninsule », *31 octobre 2013*, <<http://www.acadienouvelle.com/actualites/2013/10/31/bleuets-oxford-promet-creer-300-emplois-peninsule/>> (page consultée le 9 février 2014).
- ACADIE NOUVELLE (2012). « Plus de 2500 personnes ont franchi les portes du nouveau marché de Beresford », *3 juillet 2012*, <http://www.acadienouvelle.com/actualites/2012/07/03/plus-de-2500-personnes-ont-franchi-les-portes-du-nouveau-marche-de-beresford/> (page consultée le 26 avril 2014).
- ALEXANDER, Anne (1997). *The Antigonish Movement*. Toronto : Thompson Educational Publishing, 247 p.
- ASPERS, Patrick (2007). « Theory, Reality and Performativity in Markets », *American Journal of Economics and Sociology*, Vol. 2, No. 66, p. 379-398.
- ASSOCIATION FRANCOPHONE DES MUNICIPALITÉS DU NOUVEAU-BRUNSWICK (AFMNB) (2014a). « Le développement des régions. Une réalité incontournable », <www.afmnb.wordpress.com> (page consultée le 23 décembre 2014).
- ASSOCIATION FRANCOPHONE DES MUNICIPALITÉS DU NOUVEAU-BRUNSWICK (AFMNB) (2014b). « Sommet sur le développement des régions. Présentation de la démarche », <www.afmnb.org> (page consultée le 23 décembre 2014).
- AUSTIN, John Langshaw (1979). « Performative utterances », *Philosophical Papers*, Oxford: University Press, p. 233-252.
- AUSTIN, John Langshaw (1975). *How to do things with words*, Cambridge : Harvard University Press, 2e éd., c1975, 168 p.
- BEAUDIN, Maurice (1999), « Les Acadiens des Maritimes et l'économie », dans *Francophonies minoritaires au Canada : L'État des lieux* (sous la dir. de), THÉRIAULT, J. Yvon, Moncton, Les Éditions d'Acadie, pp. 239-264.
- BEAUDIN, Maurice et Donald J. SAVOIE (1988a). *La lutte pour le développement: le cas du Nord-Est*, Sillery : Presses de l'Université du Québec, 282 p.

- BEAUDIN, Maurice et Donald J. SAVOIE (1988b). « Les tentatives de développement dans le nord-est du Nouveau-Brunswick », dans HIGGINS, Benjamin et Donald J. SAVOIE, *Les Canadiens et le développement régional au pays et dans le Tiers-Monde*, Moncton : Institut canadien de recherche sur le développement régional, p. 117-165.
- BELKHODJA, Chedly et Marie-Thérèse SÉGUIN (2001). « D'un temps à l'autre : Nationalisme et coopératisme en Acadie », dans GAGNON, Alain G. et Jean-Pierre GIRARD, *Le mouvement coopératif au cœur du XXIe siècle*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, p. 243-259.
- BELLIVEAU, Joel (2004), « Naissance d'un discours discordant », dans MAGORD, André, *Adaptation et innovation. Expériences acadiennes contemporaines*, Bruxelles : Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang, p. 51-75.
- BENOÎT, Carmelle (1980). « Une économie de déportation », *Possibles*, vol. 5, no. 1, p. 63-82.
- BEST, Jacqueline et Matthew PATTERSON (dir.) (2010a). *Cultural Political Economy*, London and New York: Routledge, 239 p.
- BEST, Jacqueline et Matthew PATTERSON (2010b). « Understanding cultural political economy », dans BEST, Jacqueline et Matthew Patterson, *Cultural Political Economy*, London and New York: Routledge, p. 1-25.
- BOURGEOIS, Roy et Maurice BASQUE (1984), *Une histoire de Lamèque. Des origines à nos jours*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 124 p.
- CAISSES POPULAIRES ACADIENNES (s.d.), *Une histoire de détermination*, <<http://www.acadie.com/contenu.cfm?id=2070>> (page consultée le 15 mai 2014).
- CALISKAN, Koray et Michel CALLON (2009). « Economization, Part 1 : Shifting Attention from the Economy Towards Processes of Economization », *Economy and Society*, No. 38, Vol. 3, p. 369-398.
- CALLON, Michel (1998). « Introduction: the embeddedness of economic markets in economics », dans *The Laws of the Markets*, dans CALLON, Michel, London: Blackwell, p. 1-57.
- CANADA. DEPARTMENT OF REGIONAL ECONOMIC EXPANSION (1971). *ARDA. Canada/New Brunswick. Federal-Provincial Rural Development Agreement 1971/1975*, Ottawa, 8 p.
- CANADA. MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1963a). « Adaptabilité de la main d'œuvre et croissance économique », *ARDA : Rapports et commentaires*, Analyse des mouvements de la main-d'œuvre tel que présentée à l'O.C.D.E, p. 3-5.

- CANADA. MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1963b). « De la ferme à l'usine », *ARDA : Rapports et commentaires*, Analyse des mouvements de la main-d'œuvre tel que présentée à l'O.C.D.E, p. 5-8.
- CANADA. MINISTÈRE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONAL (1977). *Entente auxiliaire sur le Nord-Est*, (ECD), Ottawa, Ottawa, reproduit dans BEAUDIN, Maurice et Donald J. SAVOIE (1988a). *La lutte pour le développement: le cas du Nord-Est*, Sillery : Presses de l'Université du Québec, Annexe B, p. 249-265.
- CANADA. MINISTÈRE DES FORÊTS (1966a). « Le rôle positif de l'agriculture dans le processus de la croissance économique », *ARDA. Rapports et abrégés*, Tirés à part d'analyse préparées par l'OCDE sur la consolidation des fermes et le développement de l'agriculture, Ottawa, p. 1-2.
- CANADA. MINISTÈRE DES FORÊTS (1966b). « Le problème des faibles revenus en agriculture », *ARDA. Rapports et abrégés*, Tirés à part d'analyse préparées par l'OCDE sur la consolidation des fermes et le développement de l'agriculture, Ottawa, p. 3-7.
- CANADA. MINISTÈRE DES FORÊTS ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (1966a). *ARDA. Partenaires dans le progrès*, Ottawa : Imprimeur de la Reine, 94 p.
- CANADA. MINISTÈRE DES FORÊTS ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (1966b), *Région du nord-est du Nouveau-Brunswick. Entente fédérale-provinciale sur le développement rural*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 36 p.
- CARDINAL, Linda, Jean LAPOINTE, et J. Yvon THÉRIAULT (1994). « Individu et communauté: une socio-économie éclatée », *État de la recherche sur les communautés francophones hors Québec (1980-1990)*, Ottawa : Centre de recherche en civilisation canadienne-française, p. 59-83.
- CARON, David (2013). « Économie du nord-est : le gouvernement doit mettre en place des conditions gagnantes, selon deux économistes », *L'Acadie Nouvelle*, 11 avril 2013, <<http://www.capacadie.com/economie/2013/4/11/economie-du-nord-est-le-gouvernement-doit-mettre-en-place-des-conditions-gagnante>> (page consultée le 17 mai 2013).
- CHIASSON, Euclide (2014). *Astheure on jase. Entrevue avec Euclide Chiasson*, <<http://astheure.com/2014/03/19/astheure-on-jase-entrevue-euclide-chiasson/>> (page consultée le 3 novembre 2014).
- CHIASSON, Euclide et collab. (1972). *Manifeste du Parti acadien*, Petit-Rocher (NB) : Le Parti acadien, 153 p.

- CHOUINARD, Omer (1988). « Petite production et production domestique dans la Péninsule acadienne », dans TANCRED-SHERIFF, Peta, *Feminist Research: Prospect and Retrospect / Recherche féministe : bilan et perspectives d'avenir*, Montréal : McGill-Queen's University Press, 1988, p. 165-172.
- CHOUINARD, Omer (1987). « Pêcheurs et coopération dans la Péninsule acadienne », *Coopératives et développement*, vol. 19, no. 2, p. 40-65.
- CHOUINARD, Omer; Pier-Marcel DESJARDINS et Éric FORGUES (2000). « Vers une forme locale de gouvernance? Le cas des corporations locales de développement d'entreprises au Nouveau-Brunswick », *Économie et solidarités*, vol. 31, no. 1, p. 74-94.
- CHOUINARD, Omer; Pier-Marcel DESJARDINS et Éric FORGUES (2001). « Réseaux francophones et développement en milieu rural au Nouveau-Brunswick », Actes du colloque *La Francophonie internationale et la mondialisation : un univers en réseaux*, Revue de l'Université de Moncton, p. 229-243.
- CHOUINARD, Omer; Pier-Marcel DESJARDINS et Éric FORGUES (2002). « Collective Entrepreneurship and Regional Development: Case Study of a New-Brunswick Cooperative », *Journal of Rural Cooperation*, vol. 30, no. 2, p. 79-94.
- CHOUINARD, Omer; Pier-Marcel DESJARDINS et Éric FORGUES (2003). « Coopération et ancrage territorial: le cas des coopératives financières en territoire acadien et des centres locaux de développement des entreprises du Nouveau-Brunswick », dans AMINTAS, Alain, Annie GOUZIEN et Pascal PERROT, *Les chantiers de l'économie sociale et solidaire*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 249-264.
- CHOUINARD, Omer; Pier-Marcel DESJARDINS et Éric FORGUES (2004). « Governance and Social Cohesion in Credit Unions: A Rural and Urban Acadian Credit Union in New-Brunswick (Canada) », *Journal of Rural Cooperation*, vol. 32, no. 2, p. 79-97.
- COADY, Moses (1939). *Masters of Their Own Destiny*. New York : Harper and Brothers, 176 p.
- DA SILVA Emanuel, Mireille MCLAUGHLIN et Mary RICHARDS (2008). « Bilingualism and the globalized new economy: the commodification of language and identity », dans HELLER, Monica, *Bilingualism: A social approach*, Palgrave MacMillan, 2008.
- DAIGLE, Jean (1990). *Une force qui nous appartient: la Fédération des caisses populaires acadiennes, 1936-1986*, Moncton, Éditions d'Acadie, 298 p.

- DAIGLE, Jean (1987). « La création de la Fédération des caisses populaires acadiennes: un exemple de nationalisme économique », *Égalité: revue acadienne d'analyse politique*, vol. 20, p. 15-39.
- DESJARDINS, Pier-Marcel, Omer CHOUINARD, et Éric FORGUES (2003). « Développement local et réflexion identitaire: l'exemple de la Baie de Caraquet (N.B.) », dans André MAGORD et collab., *Acadie plurielle: Dynamiques identitaires collectives et développement au sein des réalités acadiennes*, Institut d'études acadiennes et québécoises, Poitiers : Université de Poitiers, p. 889-916.
- DUBÉ, Jean-Guy (2011). *Marché public de Beresford : Plan d'affaires. Ébauche du rapport final*, s. l., 50 p.
- DUBÉ, Jean-Guy (2009). *Le Marché Agroalimentaire de Beresford : Étude de faisabilité*, s. l., 44 p.
- EAGLETON, Terry (2007). *An Introduction to Ideology*, 2e éd., London - New York : Verso, (2007), 242 p.
- ÉCOMARCHÉ RÉGIONAL DE BERESFORD (2012). *Statuts et règlements*, s. l., 7 p.
- ESCOBAR, Arturo (2013), *Territory of difference. The Political Ontology of the "Right to Territory"*, SOGIP International Workshop, Paris : École des hautes études en sciences sociales, Juin 2013, <<http://struggleforever.com/anthropology-ontological-politics/>> (page consultée le 13 septembre 2013).
- ESCOBAR, Arturo (1995). *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton Studies in Culture/Power/History, Princeton : Princeton University Press, 290 p.
- EVEN, Alain. (1970). *Le territoire pilote du Nouveau-Brunswick ou les blocages culturels au développement économique. Contribution à une analyse socio-économique du développement*, Doctorat en économie du développement, Faculté de Droit et de Sciences Économiques, Rennes : Université de Rennes, 474 p.
- FORGUES, Éric, Pier-Marcel DESJARDINS, et Omer CHOUINARD (2003). « Apport de l'entrepreneuriat collectif dans le développement régional: étude exploratoire de deux initiatives collectives au Nouveau-Brunswick », dans MAGORD, André et collab., *Acadie plurielle: Dynamiques identitaires collectives et développement au sein des réalités acadiennes*, Institut d'études acadiennes et québécoises, Poitiers : Université de Poitiers, p. 787-808.
- FORGUES, Éric, et collab. (2002a). « The Trials of New-Brunswick's Emerging Social Economy », dans VALLANCOURT, Yves et L. TREMBLAY, *Social Economy, Health and Welfare in Four Canadian Provinces*, Halifax : Fernwood Publishing et LAREPPS, p. 71-100.

- FORGUES, Éric et collab. (2002b). « Présence de l'économie sociale au Nouveau-Brunswick : Études de cas d'entreprises communautaires dans la région de Kent », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 33, no. 1-2, p. 101-134.
- GAUVIN, Monique et JALBERT, Lizette (1987), « Percées et déboires du Parti acadien », *Revue parlementaire canadienne*, Automne, p. 13-17.
- GIBSON-GRAHAM, J. K. (2006). *A Post-Capitalist Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 276 p.
- GIBSON-GRAHAM, J. K. (2003). « Enabling Ethical Economies: Cooperativism and Class », *Critical Sociology*, Mars 2003, Vol. 29, No. 2, p. 123-161.
- GIBSON-GRAHAM, J. K. (1996). *The End of Capitalism (As We Knew It), A Feminist Critique of Political Economy*, with a new introduction (2006), Minneapolis/London, University of Minnesota Press, 299 p.
- GIDDENS, Anthony (1990). *The Consequences of Modernity*, Cambridge: Polity Press, 188 p.
- GODIN, Pierre (1972). « *Les révoltés d'Acadie* », s. l. : Éditions québécoises, 158 p.
- GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK (2015). *Initiative « Achetez local »*,
<
http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/10/initiative_achetez_local.html>,
(page consultée le 25 avril 2015).
- GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK (s.d.), « Louis J. Robichaud », *Assemblée législative du Nouveau-Brunswick*
<<http://www.gnb.ca/legis/publications/tradition/premiers/robichaudl-f.asp>> (page consultée le 30 avril 2011).
- GRIFFITHS, Naomi E. S. (2004). *From Migrant to Acadian. A North American Border People, 1604-1755*, Ottawa: Carleton University Press, 640 p.
- HELLER, Monica (2011). « Du français comme « droit » au français comme « valeur ajoutée » : de la politique à l'économique au Canada », *Langue et Société*, no. 136, Juin 2011, p. 13-30.
- HELLER, Monica (2008). « Repenser le plurilinguisme : langue, postnationalisme et la nouvelle économie mondialisée », *Diversité urbaine*, Hors série, Automne 2008, p. 163-176.

- HELLER, Monica (2003). « Globalization, the new economy, and the commodification of language and identity », *Journal of Sociolinguistics*, Vol. 7, No. 4, p. 473-492.
- JOHNSON, Derek (1999). « Merchants, the State and the Household: Continuity and Change in a 20th-century Acadian Fishing Village », *Acadiensis*, Vol. 29, No. 1, p. 57-75.
- LAPERRIÈRE, Anne (2009). « L'observation-directe », dans GAUTHIER, Benoît, *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*, Québec : Presses de l'Université Laval, p. 311-336.
- LAW, John, et John URRY (2004). « Enacting the social », *Economy and Society*, Vol. 33, No. 3, p. 390-410.
- LÉGÈRE, Martin J. (1996). *Parmi ceux qui vivent : Un demi-siècle au service de l'Acadie : mémoires*, Moncton, Éditions d'Acadie, 296 p.
- MACHUM, Susan (2012). « Shifting practices and shifting discourses : policy and small-scale agriculture in sustainable food systems pas and present », Actes de conférence, *Producing and reproducing farming systems. New modes of organisation for sustainable food systems of tomorrow*, International Farming Systems Association, 1-4 juillet 2012, Aarhus, Danemark, 12 p., <http://ifsa.boku.ac.at/cms/fileadmin/Proceeding2012/IFSA2012_WS1.3_Machum.pdf> (page consultée le 17 février 2014).
- MACKENZIE, Donald, Fabian MUNIESA, et Lucia SIU (dir.) (2007). *Do Economists Make Markets? On the Performativity of Economics*, Princeton : Princeton University Press, 392 p.
- MACPHERSON, Ian (2009), *A Century of Co-operation*, Canadian Co-operative Association, Ottawa: George Allen and Unwind Ltd, 234 p.
- MASSICOTTE, Julien (2008). « La question d'une tradition sociologique en Acadie : un aperçu », *Revue canadienne de sociologie*, vol. 45, no. 3, p. 267-304.
- MCCRORIE, James N. (1969). *L'ARDA : Une expérience de planification du développement*, Étude spéciale no. 2 préparée pour le Conseil canadien de l'aménagement rural, Ottawa : L'Imprimeur de la Reine, 116 p.
- MCFARLAND, Joan (2009). « Telling the Story of Globalization, Neoliberalism and the Call Centre Industry in New Brunswick », *Socialist Studies: The Journal of the Society for Socialist Studies*, Printemps 2009, p. 24-50.
- MCLAUGHLIN, Gilbert (2013). *Imaginaires collectifs : le récit du mythe du Grand Dérangement dans l'imaginaire acadien*, Thèse de maîtrise, École d'études politiques, Université d'Ottawa, 129 p.

- MCLAUGHLIN, Mireille (2014). « « I say they don't have education » : Industrialisation, mobilité sociale et militantisme linguistique au Canada, 1914-1952 », *Langage et société*, no. 149, 2014, p. 127-142.
- MCLAUGHLIN, Mireille et Mélanie LEBLANC (2009). « Identité et marchés dans la balance: le tourisme mondial et les enjeux de l'acadianité », *Francophonies d'Amérique*, no. 27, 2009, p. 21-51.
- MCLAUGHLIN, Mireille et collab. (2009). « Les mots du marché: l'inscription de la francophonie dans la nouvelle économie », *Francophonies d'Amérique*, 27, 2009.
- MENIUSA, Fabian et Michel CALLON (2008), *La performativité des sciences économiques*, Papiers de recherche du CSI (Centre de sociologie de l'innovation), École des Mines de Paris, 25 p. <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/25/81/30/PDF/WP_CSI_010.pdf> (page consultée le 17 mai 2013).
- MILLER, Ethan Lloyd (2011). *Rethinking Economy for Regional Development: Ontology, Performativity and Enabling Frameworks for Participatory Vision and Action*, Maîtrise en géographie, Amherst: University of Massachussets, 230 p.
- MOÏSE, Claudine *et collab.* (2006). « Tourisme patrimonial : La commercialisation de l'identité franco-canadienne et ses enjeux langagiers », *Langage et société*, Vol. 4, No. 118, p. 85-108.
- OUELETTE, Pre. Fernand (1968). *Rapport Ouelette : Enquête participation*, comité d'action sociale, Comité régional d'aménagement du Nord (C.R.A.N.), Bathurst, Archives provinciales du N.-B. RS253 Société d'aménagement Régionale, NB.
- OUELLETTE, Roger (1992). *Le Parti acadien. De la fondation à la disparition 1972-1982*, Collection Mouvange, Moncton : Chaire d'études acadiennes, 119 p.
- PAILLÉ, Pierre et collabex MUCCHIELLI (2008). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris : Armand Colin, 424 p.
- POLANYI, Karl (1944), *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, éd. 1983, Paris : Gallimard, 317 p.
- RAVAULT, René-Jean (1979). « L'amorce du redressement des francophones hors Québec ». Analyse critique des *Héritiers de Lord Durham et de Deux Poids, deux mesures*, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, no. 58.
- RAVAULT, René-Jean (1980). « Le terrorisme économique maintient l'inégalité », *Égalité: revue acadienne d'analyse politique*, no. 1, p. 41-62.

- RAVAULT, René-Jean (1982). *L'amorce du redressement des francophones hors Québec*. Analyse critique de *Un espace économique à inventer, Actes du colloque national en économie de la Fédération des francophones hors Québec*, Ottawa, Fédération des francophones hors Québec, p. 107-110.
- ROY, Michel (1981). *L'Acadie des origines à nos jours*, Montréal, Éditions Québec/Amérique.
- ROY, Michel (1978). *L'Acadie perdue*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 203 p.
- SANTOS, Boaventura de Sousa (2011). « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, Vol. 187, p. 21-50.
- SANTOS, Boaventura de Sousa (2004a). « A Critique of Lazy Reason: Against the Waste of Experience », dans Wallerstein, Immanuel (sous la dir. de), *The Modern World-System in the Longue Durée*, Londres: Paradigm Publishers, p. 157-197, <<http://www.ces.uc.pt/bss/documentos/A%20critique%20of%20lazy%20reason.pdf>> (page consultée le 7 novembre 2013), 62 p.
- SANTOS, Boaventura de Sousa (2004b), « The World Social Forum : Toward a Counter-Hegemonic Globalisation », *The WSF – Challenging Empires*, p. 235-245 et 336-343.
- SAVOIE, Donald (1981), *Federal-Provincial Collaboration : The Canada-New Brunswick General Development Agreement*, Montréal, McGill-Queen's University Press, p. 76-85.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine (2009). « L'entrevue semi-dirigée », dans Benoît Gauthier (sous la dir.), *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*, Québec : Presses de l'Université Laval, p. 337-360.
- SCHROEDER, A. Richard, ST. MARTIN, Kevin et ALBERT, Katherine E. (2006), « Political Ecology in North America: Discovering the Third World Within? », *Geoforum*, Vol. 37, No. 2, p. 163-168.
- SPRINGER, Simon (2012). « Neoliberalism as discourse: between Foucauldian political economy and Marxian poststructuralism », *Critical Discourse Studies*, Vol. 9, No. 2, p. 133-147.
- STATISTIQUE CANADA (2011). *Profil du recensement*, <<http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>>, (page consultée le 4 avril 2015).
- STATISTIQUE CANADA (2015). *Nombre de fermes de recensement, 2011*,

<<http://www.statcan.gc.ca/pub/95-634-x/2014001/14045-fra.htm>>, (page consultée le 25 avril 2015).

- THÉRIAULT, Joseph Yvon (2001). « Le moment Robichaud et la politique en Acadie », dans SAVOIE, Donald, *Les années Robichaud*, Moncton : Institut canadien de développement régional, pp. 39-54.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (1995a). « La démocratie coopérative a-t-elle un avenir? », dans SÉGUIN, Marie-Thérèse, *Pratiques coopératives et mutations sociales*, Paris : L'Harmattan, p. 47-58, ré-édité dans Joseph Yvon THÉRIAULT, *L'identité à l'épreuve de la modernité. Écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, p. 197-211.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (1982). « Trois évidences sur notre réalité économique », *Colloque national en économie*, Ottawa, FFHQ, mai 1982, <http://bv.cdeacf.ca/EA_PDF/2004_10_0544.pdf> (page consultée le 13 mai 2014), p. 5-17.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (1981). *Acadie coopérative et développement acadien. Contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistances*, Doctorat, École des Hautes études en Sciences sociales, 562 p.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (1980a). « Développement dépendant et pénétration coopérative », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 13, no. 1, p. 7-23, ré-édité dans Joseph Yvon THÉRIAULT, *L'identité à l'épreuve de la modernité. Écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, p.177-196.
- THÉRIAULT, Léon (1977). « Cheminement inverse des Acadiens et des Anglophones des Maritimes (1763-1955) », *Mémoires de la société royale du Canada*, 4^e série, Tome XV, p. 145-168.
- THOMPSON, E. P. (1991). *The Making of the English Working Class*, Harmondsworth: Penguin, 864 p.
- TULLY, James (1989). *Meaning and Context: Quentin Skinner and His Critics*, Princeton : Princeton University Press, 370 p.
- UNCTAD (2013). « Wake up before it is too late: Make agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate », *Trade and Environment Review 2013*, <http://unctad.org/en/publicationslibrary/ditcted2012d3_en.pdf>, (page consultée le 10 mai 2015).
- WARREN, Jean-Phillippe et Julien MASSICOTTE (2006). « La fermeture du département de sociologie de l'Université de Moncton: histoire d'une crise

politico-épistémologique », *The Canadian Historical Review*, vol. 87, No. 3, p. 463-496.

WHALEN, Hugh (1964). Northern New Brunswick - Physical, Economic and Social Characteristics [Rapport Whalen], Fredericton.

ANNEXE : LISTE D'ENTRETIENS

Des prénoms fictifs ont été choisis pour chacun des participants aux entretiens. Pour faciliter l'identification du rôle de ces personnes (instigateurs du marché, producteurs, membres), et la compréhension du lecteur, les noms fictifs ont été attribués en lien avec leurs rôles. Pour les instigateurs de l'Écomarché, des noms commençant avec le son « I » ont été choisis (Yves, Yvon, Iréné, Iris, Yohan, Isidore). Pour les producteurs, la lettre « P » a été privilégiée (Pierre, Patricia, Pascale, Priscilla) et pour les membres, c'est la lettre « M » qui permet de les identifier (Marc, Michel, Marcel, Mélanie). Étant donné que plusieurs des participants aux entretiens jouent plusieurs rôles, par exemple, ils ont participé à la mise sur pied du marché (instigateur) mais y tiennent aussi un kiosque (producteurs), ou le fréquentent (membres), des noms composés sont aussi utilisés pour identifier ces rôles multiples (par exemple, Pierre-Yves ou Ian-Michel). Le genre des participants a aussi été respecté dans l'attribution des prénoms fictifs.

Entretien 1 : Pierre-Yves, Patricia, Pascale, 21 octobre 2013.

Entretien 2 : Yvon-Marc, 24 octobre 2013.

Entretien 3 : Ian-Michel, 25 octobre 2013.

Entretien 4 : Marcel, 25 octobre 2013.

Entretien 5 : Iréné, 25 octobre 2013.

Entretien 6 : Iris-Priscilla, 28 octobre 2013.

Entretien 7 : Mélanie, 29 octobre 2013.

Entretien 8 : Yohan, 31 octobre 2013.

Entretien 9 : Isidore, 31 octobre 2013.

ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN

Projet de recherche : Performativité et projets économiques alternatifs en contexte acadien du nord-est du Nouveau-Brunswick

Chercheuse principale : Eugénie Boudreau, Candidate à la maîtrise à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa

Guide d'entretien et questions

Structure de l'entretien

Partie I: Introduction

- Expliquer les objectifs de la recherche
- Réviser à l'oral le formulaire de consentement et déterminer les préférences pour l'anonymat et l'enregistrement
- Obtenir le consentement, par écrit ou enregistrement.
- Expliquer que c'est un entretien semi-dirigé et que le ou la participant.e est libre de parler plus longuement de ce qui lui semble plus important et pertinent pour le thème de la recherche

Partie II: Contexte et expérience générale

- Poser des questions sur la participation à l'Écomarché régional de Beresford (déterminer si l'interviewé est instigateur et/ou producteur et/ou membre)

Si instigateur ou producteur :

- Poser des questions sur leur expérience, leur position, leurs rôles et leurs objectifs (ou ceux de leur organisation) avec l'Écomarché

Si membre de l'éco-marché :

- Poser des questions sur leurs intérêts dans l'Écomarché (fréquence de leurs visites, durée, ce qui les attirent à l'éco-marché, etc.)

Partie III: Conceptions de l'économie

- Donner l'occasion de définir ce que ce concept signifie pour eux, ce que serait une économie saine et désirable, et leurs perceptions de l'apport de l'Écomarché (s'il y a lieu) à l'économie de la région; en quoi ce projet diffère ou pas; apporte-il quelque chose de plus?

Part V: Pratiques internes et fonctionnement

- Explorer leurs perceptions des valeurs exprimées dans la « Mission et Vision de l'Écomarché régional de Beresford » et de leurs mises en action/pratiques

Partie VI: Conclusion

- Reconfirmer les préférences de l'interviewé.e quant à l'anonymat
- Répondre à toutes questions de l'interviewé.e par rapport au processus de recherche

- Remercier l'interviewé.e pour le temps accordé et leur rappeler que mes coordonnées figurent sur la copie du formulaire de consentement ainsi que les coordonnées du Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche de l'Université d'Ottawa

Questions-guides

Partie II: Contexte et expérience générale

Quel est votre implication avec l'Écomarché régional de Beresford?

Si 'instigateur',

Quelle a été votre implication dans la mise sur pied de l'Écomarché?
Qu'est-ce qui motivait votre implication? Est-ce que cette motivation a changé avec le temps? Comment a été mis sur pied l'Écomarché?

Si producteurs,

Comment avez-vous commencé à prendre part à l'Écomarché? Qu'est-ce qui motivait votre participation? Est-ce que cette motivation a changé avec le temps?

Comment se déroule votre participation (préparation, journée de l'Écomarché, après l'Écomarché)?

Est-ce que la participation à l'Écomarché a changé vos manières de faire au sein de votre organisation?

Si membres,

Qu'est-ce qui vous motive à venir visiter l'Écomarché? Quelle est la fréquence de vos visites? Comment se déroulent habituellement une visite à l'Écomarché?

Partie III: Conceptions de l'économie

- Selon vous, quelles sont les perspectives économiques pour la région? Qu'est-ce qui vous amène à penser cela?

- Qu'est-ce que vous souhaiteriez voir comme perspectives économiques dans la région? Quels types de projets vous semblent intéressants et quels seraient à éviter? Qu'est-ce que ceux-ci amènerait à l'économie de la région?

- Comment envisagez-vous l'Écomarché dans l'économie de la région?

Part V: Pratiques internes et fonctionnement

- (Survoler oralement la « vision et mission » de l'Écomarché avec l'interviewé.e – en avoir une copie imprimée) :

Vision et mission

- *Promouvoir l'achat des produits locaux;*
- *Soutenir les produits locaux qui ont des pratiques environnementales respectueuses;*
- *Avoir accès à une grande diversité de produits locaux sous un même toit;*
- *Encourager le contact entre les producteurs et les consommateurs;*
- *Améliorer l'alimentation des citoyens en leur permettant de se nourrir avec des produits frais et de meilleure qualité;*

- *Participer à la réduction des émissions de gaz à l'effet de serre en choisissant des aliments qui ont parcourus une courte distance avant d'arriver dans nos assiettes;*
- *Diminuer l'impact de la consommation sur l'environnement en termes d'emballages et d'utilisation d'agents de conservation;*
- *Favoriser l'économie locale et régionale et développer une conscience d'achat responsable*

Est-ce que certains de ces énoncés vous interpellent, et si oui, lesquels et pourquoi? Y a-t'il d'autres éléments que vous souhaiteriez voir inclus dans la vision de l'Écomarché et pourquoi?

- De quelles manières les voyez-vous refléter (ou non) dans les manières de faire à l'Écomarché? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré?

Partie VI: Conclusion

Auriez-vous quelques choses à ajouter? Avez-vous des questions quant au processus de recherche?

Je vous remercie beaucoup pour votre temps et votre participation généreuse. C'est extrêmement utile et très apprécié. Et soyez assuré que je respecterai vos préférences quant à la confidentialité. Si vous avez des questions, ou que vous voulez communiquer avec moi, n'hésitez pas à me contacter, mes coordonnées ainsi que celles du bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche sont inscrites sur le formulaire de consentement dont vous pouvez conserver une copie.